



REPUBLIQUE DU BENIN



**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (U.A.C.)

FACULTE DES LETTRES ARTS ET SCIENCES HUMAINES (FLASH)

DEPARTEMENT D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE

MEMOIRE DE MAITRISE d'HISTOIRE

OPTION : HISTOIRE ECONOMIQUE

THEME :

**Contribution de Zagnanado au développement
économique et social du Bénin de la colonie à la
République (1927-1978)**

Présenté par :

Clément LITCHEGBE

Sous la Direction de :

M. Sébastien Dossa SOTINDJO

*Professeur Titulaire
d'Histoire Economique
et Sociale à l'UAC.*

Année Académique : 2014-2015

REMERCIEMENTS

Nous ne pouvons présenter ce travail de recherche sans formuler quelques mots de reconnaissance à ceux sans lesquels ce travail ne serait pas réalisé.

Nous remercions en premier lieu le Seigneur JESUS-CHRIST, notre DIEU dont la grâce a été suffisante pour nous conduire à la réalisation de ce travail.

Nous remercions ensuite et particulièrement:

- Notre directeur de mémoire, le Professeur **Sébastien Dossa SOTINDJO** à qui nous devons ce travail pour ses encouragements répétés, sa disponibilité permanente dans l'orientation de nos recherches, sa rigueur méthodologique et les nombreux documents qu'il a mis à notre disposition et qui ont été déterminants dans la réalisation de ce travail. Nous lui sommes sincèrement reconnaissant et voudrions qu'il trouve par ce travail toute la satisfaction qu'il espérait de nous. Que le Tout-Puissant le lui rende au centuple.

- Le Professeur **Léonard WANTCHEKON** pour tout son soutien matériel et financier dont nous avons bénéficié à travers des opportunités qu'il nous offrait allant jusqu'à notre recrutement par lui à l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP).

- Le Professeur **Michel VIDEGLA** pour ses encouragements et pour les documents des archives nationales de Paris qu'il a mis à notre disposition.

- Le Professeur **Thomas HOUEDETE** pour tout son soutien

- Les Professeurs du Département d'Histoire et d'Archéologie (DHA) pour tous les efforts consentis au cours de notre formation.

- Le chef service Archives de la mairie de Zagnanado, monsieur **Hippolyte ZINHA**.

- Tout le personnel de la Bibliothèque universitaire d'Abomey-Calavi (particulièrement **Anselme DEGUENON** et **Constant ADANDJEKPO**)

pour toute la facilité dont nous avons bénéficié de leur part lors de nos recherches documentaires.

- Tout le personnel de la Direction des Archives Nationales (DAN) à Porto-Novo.

- Enfin, nous remercions nos chers Frères et Sœur **Aimé AHOSSIN, Jean-Baptiste AKOMOU, Armand CADJA, Léopold BASSEY, Gislaine Y. DOKPO** et mes grand-frères **Christophe, David et Damase LITCHEGBE** et **Bertin BOGNONKPE** pour tout leur soutien et encouragement exprimés de diverses manières.

Que tous ceux qui nous ont aidés, d'une manière ou d'une autre, de près ou de loin, à élaborer ce travail, trouvent ici notre sincère reconnaissance.

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ABZ : Abomey-Bohicon-Zagnanado

AEF : Afrique Equatoriale Française

AID : Association Internationale pour le Développement

AOF : Afrique Occidentale Française

BDD : Banque Béninoise de Développement

BDPA : Bureau pour le Développement de la Production Agricole

BPA : Bloc Populaire Africain

CAC : Comptoirs africains de commerce

CAETS : Coopérative Agricole Expérimentale de Type Socialiste

CAITA : Compagnie Agricole et Industrielle des Tabacs Africains

CARDER : Centre d'Action Régional pour le Développement Rural

CCFOM : Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer

CDDR : Comité Départemental du Développement Rural

CDR : Cellule Départementale de Restructuration

CEBEDES : Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement
Economique et Social

CEE : Communauté Economique Européenne

CFAO : Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest

CFDT : Compagnie Française pour le Développement des Fibres et Textiles

CIDR : Centre International de Développement et de Recherche

CLUB 4D : Clubs de Jeunes ayant Démocratiquement Décidé de faire leur Devoir
pour un réel Développement du Bénin

CM : Cours Moyen

COF : Comité d'Organisation des Femmes

COJ : Comité d'Organisation des Jeunes

CRL : Comité Révolutionnaire Local

CROA : Comptoirs réunis de l'Ouest-Africain

DRA : Direction de la Recherche Agronomique
ERA : Ecole Régionale d'Agriculture
FAC : Fonds d'Aide et de Coopération
FAD : Front d'Action Démocratique
FEDOM : Fonds Européen de Développement de l'Outre-Mer
FERDES : Fonds d'Équipement Rural pour le Développement Économique et Social
FIDES : Fonds d'Investissement pour le Développement Économique et Social
GEN : Groupement Ethnique du Nord
GMR : Gouvernement Militaire Révolutionnaire
GRVC : Groupement Révolutionnaire à Vocation Coopérative
GV : Groupement Villageois
IFAC : Institut Français des Fruits et Agrumes Commerciaux
INA : Institut national d'Agriculture
IOM : Indépendants d'Outre-Mer
IRCT : Institut de Recherche sur le Coton et les Textiles Exotiques
IRHO : Institut de Recherche sur les Huiles et Oléagineux
OCAD : Office de Commercialisation Agricole du Dahomey
OCBN : Organisation Commune Bénin-Niger
ODIZ : Opération du Développement Intégré du Zou
ONP : Office National de Pharmacie
ORSTOM : Office de Recherche Scientifique des Territoires d'Outre-Mer
PDD : Parti Démocratique du Dahomey
PDU : Parti Dahoméen de l'Unité
PRD : Parti Républicain du Dahomey
PRPB : Parti de la Révolution Populaire du Bénin
RDA : Rassemblement Démocratique Africain
RDD : Rassemblement Démocratique Dahoméen

RIG : Route d'Intérêt Général

SADEVO : Société d'Aménagement et de Développement de la Vallée de l'Ouémé

SATEC : Société d'Aide Technique et de Coopération

SCOA : Société commerciale ouest-africaine

SDB : Société Dahoméenne de Banque

SHD : Société des Huiles du Dahomey

SHO : Société des Huiles et Oléagineux

SIP : Société Indigène de Prévoyance

SNAFOR : Société Nationale des Forêts

SNAHDA : Société Nationale des Huileries du Dahomey

SONIAH: Société Nationale d'Irrigation et d'Aménagement Hydro-Agricole

SOBEPALH : Société Béninoise pour le Développement du Palmier à Huile

SODERA : Société de Développement des ressources Animales

SONACO : Société Nationale du Coton

SONADER : Société Nationale pour le Développement Rural

SONAFEL : Société Nationale des Fruits et Légumes

SONAGRI : Société Nationale de l'Agriculture

SONIB : Société Nationale d'Importation du Bénin

SOPA : Société de Production Agricole

UDD : Union Démocratique Dahoméenne

UPD : Union Progressiste Dahoméenne

UVS : Union Villageoise de Santé

INTRODUCTION

Au lendemain de la conquête du Danxomè par la France, celle-ci procéda à l'organisation politique et administrative de son territoire dénommé "Dahomey et Dépendances". La colonie fut alors divisée en circonscriptions administratives appelées "cercles" et comportant des subdivisions regroupant des cantons et villages (DESANTI, 1945: 263). Sur le plan économique, le colonisateur porta toute son attention sur les produits de la palmeraie naturelle du Dahomey qui alimentaient les industries européennes depuis la fin de la traite négrière, c'est-à-dire à la fin de la première moitié du XIXe siècle. Cette exploitation économique de la colonie du Dahomey amena le colonisateur à lancer le plan Sarraut¹ de « mise en valeur des colonies » en 1920 et à procéder au zonage agricole du territoire du Dahomey et à la création des Sociétés Indigènes de Prévoyance² (S.I.P.) au cours des années 20. Cette première politique de "mise en valeur" entamée par le colonisateur au lendemain de la conquête n'a pas fait long feu puisque ne bénéficiant pas de financement de la part du colonisateur conformément à la loi des finances du 13 avril 1900 sur l'autofinancement des colonies.

A partir de 1946, la métropole entreprit une nouvelle politique de mise en valeur de ses colonies ; nouvelle politique parce que désormais, elle est autorisée par la loi des finances du 30 avril 1946 à intervenir directement dans le financement de l'équipement et de la modernisation de ses colonies. Deux institutions financières d'appui à l'application de la nouvelle politique économique coloniale furent créées: le FIDES et la CCFOM (AWO, 2003: 39).

¹ Sébastien D. SOTINDJO, "Pérennité des structures de dépendance et reproduction du sous-développement : le cas du Bénin (ex- Dahomey) de la colonisation à aujourd'hui" in Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du Président Sarkozy, La Découverte, p.229.

² Dieudonné A. AWO, Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey (Bénin) : 1946-1975, UAC, FLASH, 2003, pp. 18-19

En 1949, le FERDES fut créé pour s'occuper entre autres (marchés, aménagements fonciers) des infrastructures de conservation des récoltes (greniers) et de drainage des produits agricoles vers les lieux d'embarquement.

De 1946 à 1960, la nouvelle politique agricole entreprise pendant cette période ne permettait au Dahomey ni de diversifier son agriculture ni de moderniser son outillage car elle resta mono exportatrice des produits de palmiers à huile dont avaient besoin les industries métropolitaines. Les autres produits n'étaient que des produits d'appoint dans l'ensemble des matières premières agricoles exportées par la colonie du Dahomey.

A partir de 1960, de nouveaux dirigeants, des Dahoméens, ont pris en mains les destinées du jeune Etat indépendant. De nombreuses actions furent entreprises pour mettre l'agriculture dahoméenne sur une nouvelle orbite et par ricochet l'économie dahoméenne. Parmi les circonscriptions administratives qui ont servi de cadres de mise en œuvre aux différentes politiques économiques, Zagnanado en était une pour avoir été successivement cercle, subdivision et sous-préfecture. Cependant, aucune étude n'avait été faite jusqu'ici pour montrer sa contribution à l'économie coloniale ni mettre en relief son apport à l'économie du jeune Etat indépendant du Dahomey/Bénin.

En choisissant donc le thème "**Contribution de Zagnanado au développement économique et social du Bénin : de la colonie à la République (1927- 1978)**", nous voudrions combler un vide et mettre l'accent sur la contribution de Zagnanado à l'économie de la colonie du Dahomey et à celle de l'Etat indépendant du Dahomey/Bénin ; montrer la capacité de ce cercle / subdivision/ sous-préfecture à couvrir les besoins alimentaires de sa population et étudier les principaux acteurs sociaux de cette évolution économique et politique.

Les bornes chronologiques de notre thème trouvent leur justification dans une logique historique :

- En 1927, pour faciliter le drainage des produits du palmier à huile et autres provenant de Zagnanado³ vers le Wharf d'embarquement, le colonisateur a étendu la ligne ferroviaire Cotonou-Savè jusqu'au chef-lieu de la région de Zagnanado en créant la transversale Abomey-Bohicon-Zagnanado (ABZ). L'ABZ a été mis en exploitation de 1927 à 1946.

- En 1978, c'est l'année à laquelle Zagnanado a perdu son unité territoriale en tant que circonscription administrative. En effet, son territoire a éclaté, après la réforme territoriale de la même année, en trois entités politico-administratives appelées districts : Covè, Ouinhi et Zagnanado. C'est également l'année de lancement effectif du premier plan triennal d'Etat de 1978 du régime PRPB.

Dans la conduite de notre étude, plusieurs sources ont été consultées. Nous avons parcouru des centres de recherche notamment, la Direction des Archives Nationales du Bénin, la Bibliothèque Centrale de l'Université d'Abomey-Calavi (U.A.C.), la salle de documentation de la Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines (FLASH), le laboratoire de biogéographie/UAC, le centre CEBEDES, le Service des Archives du Port Autonome de Cotonou, le centre de documentation de l'OCBN et le service des Archives, de la documentation et de l'information de la mairie de Zagnanado. Nous avons également interrogé des personnes ressources sur des questions spécifiques.

Nous avons pu exploiter, dans ces différents lieux, des sources orales, des sources d'archives, des sources imprimées, des ouvrages généraux et spécifiques, des mémoires, des thèses et des articles. Nous avons pu tirer de ces sources et ressources bibliographiques des informations utiles traitées et interprétées avec des techniques à la fois quantitative et qualitative.

³ Zagnanado à cette époque regroupe les actuelles communes de Covè, Ouinhi et Zagnanado

La réalisation d'une telle œuvre n'est pas restée sans difficultés. Nous avons donc rencontré au cours de la recherche documentaire des difficultés comme : la mauvaise conservation et la destruction d'une grande partie des archives coloniales de la localité de Zagnanado, qui a quelque peu retardé notre travail. Par ailleurs, une maigre moisson d'informations sur Zagnanado, concernant notre sujet, à la direction des Archives nationales et le peu de travaux d'étude historiques portant sur la localité ont failli mettre du plomb dans l'aile de notre zèle.

A partir des informations accumulées, malgré tout, nous avons élaboré un plan en trois parties:

-La première partie fait l'état des lieux de la politique agricole coloniale jusqu'en 1946 et sa mise en œuvre au plan local.

-La deuxième partie étudie la mise en œuvre locale de la nouvelle politique économique coloniale de 1946 à 1960.

-La troisième partie examine les différentes initiatives nationales par les nouveaux dirigeants dahoméens de 1960 à 1978 et leurs retombées au plan local.

PREMIERE PARTIE

**SITUATION, POTENTIALITES ET "MISE EN
VALEUR" DE LA COLONIE (1927-1946)**

CHAPITRE I: Etat des lieux en 1927

A- Présentation du cadre

En 1920, administrativement, la colonie du Dahomey relevait du Gouvernorat Général de l'Afrique Occidentale Française (AOF). Elle est limitée au nord par le Niger et la Haute Volta; au sud par le Golfe de Guinée, à l'est par le Nigeria et à l'ouest par le Togo. D'une superficie de 112673km², son territoire s'allonge jusqu'au 10^e parallèle sur 650km et s'étend en largeur sur 125km de façade maritime. Avec pour chef lieu politique Porto-Novo, la colonie était dirigée par un Lieutenant-Gouverneur résident dans la capitale (Porto-Novo). Le Lieutenant-Gouverneur du Dahomey était placé sous l'autorité du Gouverneur Général de l'AOF basé à Dakar. Son autorité est exercée dans toute la colonie par l'intermédiaire des commandants de cercles placés à la tête des circonscriptions administratives portant ce nom et aidés par les chefs de cantons. Toute la colonie était divisée en 13 circonscriptions administratives appelées cercles jusqu'en 1934. Il s'agit des cercles d'Abomey, d'Allada, de Cotonou, de Djougou, de Grand-Popo, de Kandi, de Natitingou, de Ouidah, de Parakou, de Pobè, de Porto-Novo, de Savalou et de Zagnanado.

Situé dans la partie orientale de l'actuel département du Zou (Bénin), le cercle de Zagnanado est bordé au nord par l'actuel département des Collines, au sud par l'actuel département de l'Ouémé, à l'est par l'actuel département du Plateau et à l'ouest par Zakpota et Zogbodomey. Sa superficie était instable en raison des diverses réorganisations et mutations administratives ayant eu lieu pendant la période coloniale (cercle: 1895-1934; subdivision : 1934-1960) et postcoloniale (1960-1978)⁴. Ainsi, en 1921, la superficie du cercle était de 1400km². Dans son travail "*Agonlin: une région de symbiose culturelle à structure administrative non centralisée (XVII^e- début XXI^es.)*" l'auteur, le Professeur Sotindjo Sébastien n'a pas évoqué l'effectif de la population du

4 SOTINDJO (D.S.): op.. cit.

cercle à cause des diverses modifications territoriales qu'il y a eu entre 1921 et 1951 qui ne permirent pas d'avoir une précision sur l'effectif de la population.

1- Evolution administrative

La région d'Agony était l'une des principales provinces du royaume du Danxomè de 1685 à 1890⁵. Cette province regroupait le territoire compris entre l'Ouémé et son affluent le Zou, limité au nord par la rivière Paco et le territoire de Paouignan⁶. Après la conquête, la province fut annexée au royaume de Dahomey par le traité du 29 janvier 1894 signé entre le Général Dodds et le roi Agoli-Agbo. Un an après, le 21 juin 1895, le roi Agoli-Agbo renonçait à toute autorité sur la province d'Agony qui fut placée sous l'autorité exclusive du résident de Sagon devenant ainsi province du protectorat de Ouèrè-Kétou et Dossou Idéou fut nommé chef supérieur de la province d'Agony. (Arrêté du 3 septembre 1895). Les crues périodiques du fleuve Ouémé furent à l'origine du départ de Sagon du Résident français (arrêté du 27 avril 1897) pour s'installer définitivement dans le Honmè ou palais de Glèlè à Zagnanado toujours maintenu comme chef-lieu du tout nouveau cercle «d'Agony-Zagnanado⁷ ». Deux ans plus tard, le cercle fut organisé par les arrêtés des 25 et 26 avril 1899 qui structurent politiquement et administrativement Agony-Zagnanado comme le montre le tableau N°1 ci-dessous.

5 KOUIN (J.T.) : *Agonlin après la conquête de Danhomè 1894-1904*, école Normale Supérieure, 1980, 130p.

6 Arrêté du 03 septembre 1895 du Gouverneur Victor Ballot.

7 SOTINDJO (D.S.) : "Agonlin : une région de symbiose culturelle à structure (XVIIe-début XXles.)" in Science et Technique, Lettres, Sciences sociales et Humaines, Burkina-Faso, vol.28, n° 1 et 2, Décembre-Janvier 2012, pp. 124-150.

Tableau N°1 : Structure administrative des cantons du cercle de Zagnanado en 1899.

N°	CANTONS	VILLAGES	CHEFS CANTONS
1	Covè	Covè, Naogon, Adogbé, Zogba, Wen, Ounso, Tovè, Laïnta, Dovi-Cogbé, Dovi-Dovè, Don et Tan.	Le Sieur Hountovodé
2	Agony-Ouégbo	Agony-Ouégbo, Awenvi, Bamè, Zonmon, Pouto, Arhlan, Dohounmè, Doga, et Loca alanqué.	Le Sieur Agossou
3	Banamè	Battèzoumè, Sououé, N'Dopo, Zingon et Asiangbomè,	Le Sieur Kossouho
4	Sagon	Odja, Rhogo, Woko, Tévèdji, Dassau, Wenrhi, Aizè, Rhoueli, Macé, Wadé, Agoofé, Ouéméton, et Sagon	Le Sieur Tégo
5	Dogba	Dogba, Boa, Papassa et Rhé	Le Sieur Syligbono

Source : KOUIN (J.T.) : *Agonlin après la conquête de Danhomè 1894-1904*, 1980, 130p.

En 1910, la structure politico-administrative du cercle changea. Le cercle est désormais constitué de neuf (09) cantons et de villages autonomes. Il s'agit des cantons d'Agony, de Banamè, de Bonou, de Sagon, de Covè, d'Adja-Ouèrè, de Dogba, de Kétou, de Holli et des villages autonomes⁸.

En 1928, le cercle fut réorganisé et l'administration territoriale fut composée de six (06) cantons et des villages autonomes ainsi qu'il suit:

8 A.N.B., Série E, Rapport mensuels de juillet 1910 du commandant de cercle au Gouverneur de la colonie à Porto-Novo.

Tableau N°2 : Cantons et chefs cantons en 1928

N°	Cantons	Chefs cantons
1	Agony	Lègba Agossou
2	Banamè	Kossouho
3	Bonou	Kétounou
4	Covè	Guendéhou
5	Dovi	Dossou Djimadé
6	Sagon	Djohounti
7	Poto-Ahlan-Zagnanado (villages autonomes)	-

Source : A.N.B., Rapport politique annuel de 1928.

Plusieurs remembrements territoriaux ont été faits de 1899 à 1938, par une dizaine d'arrêtés structurant le territoire en cinq cantons. C'est pendant cette période que le canton de Dovi fut créé en lieu et place de celui de Dogba rattaché à Adjohoun⁹.

2- Evolution démographique

En 1923, la population du cercle était de 34 566 habitants sur une superficie de 1540 km²; cinq ans plus tard, en 1928, cette population était de 40 014 habitants (A.N.B. Série E, Rapports politiques 1923 et 1928).

Nous remarquons que de 1923, la population du cercle a augmenté avec un gain démographique de 5448 habitants ainsi que sa superficie qui passe de 1400 km² à 1540 km². Ces deux variables sont restées instables pendant plusieurs années (1450 km² en 1938 et 46122 habitants¹⁰). Cette instabilité, surtout au niveau de la superficie du cercle/subdivision, observée sur plusieurs années s'expliquent par les différentes modifications territoriales qui annexent ou prennent au cercle certaines localités (cantons de Kétou, Dogba, Bonou).

9 SOTINDJO (D.S.): "Agonlin : une région de symbiose culturelle à structure non centralisée (XVIIe-début XXIe.)" in *Science et Technique, Lettres, Sciences sociales et Humaines, Burkina-Faso, vol.28, n° 1 et 2, Décembre-Janvier 2012*, pp. 124-150.

¹⁰ A.N.Paris 200Mi 1921, 2G 50-58 bobine 790

B-Région stratégique pour le Danxomè et l'Etat indépendant

Le cercle/subdivision de Zagnanado est la région située à mi-route entre Abomey et Kétou distants l'un de l'autre de 85 km (Mission Catholique de Zagnanado : 1995 ; 7). Il est le dernier point élevé avant la descente dans la vallée de l'ouémé sur le tronçon Kétou-Abéokouta. Cette région, de par sa situation, reste stratégique pour le royaume de Danxomè et pour l'Etat indépendant du Dahomey/Bénin comme nous le développerons par la suite. Par ailleurs, Agony est un plateau peu accidenté de terres fertiles et une zone cynégétique ; elle est traversée par de nombreux cours et plans d'eau.

1- Pour le royaume de Danxomè

Comme l'a déjà dit l'historien Sotindjo dans son article "Agonlin : une région de symbiose culturelle à structure non centralisée (XVIIe-début XXIes.)", la région d'Agony était une zone tampon située entre deux monarchies rivales. L'une Danxomè, située à l'ouest, l'autre Oyo située à l'est. Sa situation géopolitique, ses atouts économique et géographique ont suscité la convoitise des rois de Danxomè. Les incursions de Danxomè ont commencé dans la région d'Agony sous le règne d'Akaba (1685-1789) suite aux difficultés du royaume avec les Ouémènou¹¹. Dans la recherche d'issue pour combattre ses adversaires yoruba, la région d'Agony était bien indiquée aux rois de Danxomè parce qu'elle est une région intermédiaire entre Agbomè et Oyo. Convaincu des atouts économiques, surtout agricoles, de la région et de sa population travailleuse, le roi Adandozan soumit ces dernières à un impôt en nature (une jarre d'huile de palme) afin de s'acquitter du tribut qu'il devait payer au royaume yoruba d'Oyo¹². Dès lors, Agony devint un point stratégique, une base militaire aux monarques d'Agbomè pour leurs menées guerrières contre Oyo. Les rois d'Abomey faisaient recruter dans la population d'Agony des jeunes enrôlés dans l'armée du royaume de Danxomè. Un fils de Doga enrôlé, Plédo, devint célèbre en

11 KOUIN (J.T.) : Op. cit. p.20

12 SOTINDJO (D.S.): op. cit. p.135

tant que chef de guerre de Dada Gbèhanzin¹³. Devenu quartier général de l'armée aboméenne sous le roi Ghézo, c'est sous le règne de Glèlè (1858-1889) que la présence de Danxomè fut matérialisée dans cette région par l'érection d'un palais royal secondaire et d'un campement militaire après la création de toutes pièces du village de Zagnanado, village dont le palais royal (Homè) de Glèlè est devenu par la suite résidence du commandant de cercle, du Sous-Préfet et du Maire¹⁴ de la Commune de Zagnanado.

2. Pour l'Etat colonial

Pour le colonisateur, la région n'est pas non plus moins importante dans sa quête de matières premières agricoles. Ceci explique l'installation dans la région de près d'une dizaine de maisons de commerce (C FAO, SCOA, SHO, Leconte, CROA, CAC, Swanzy, John Holt, John Walkden¹⁵...) et l'extension jusqu'à Zagnanado du chemin de fer ABZ (Abomey-Bohicon-Zagnanado), transversale ferroviaire du « Central dahoméen », ouverte au trafic le 1^{er} mars 1927¹⁶. C'est ainsi que cette dernière (la transversale ABZ) draina de la région vers le wharf de Cotonou les matières premières agricoles notamment de l'huile de palme et des palmistes..

C- Etat de la société agonlinou.

Il ne nous revient pas dans ce travail d'étudier le peuplement de la région d'Agony, peuplement qui remonte probablement à l'arrivée des migrants aladahonou sur le plateau d'Agbomè au XVIIe siècle¹⁷. Par contre, nous nous intéressons à la structuration socioprofessionnelle de cette société après son installation. Dans les rapports politiques produits par les commandants de cercle

13 A.N.B. Série E, Rapport mensuels de mars 1910 du commandant de cercle au Gouverneur de la colonie à Porto-Novo

¹⁴ Au moins jusqu'au Sous-préfecture Pamphile Hounnou (1996-2002)

15 A.N.B., Rapport économique, 1928

16 Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer et des Transports : Historique de l'OCBN, 28p.

17 Pour comprendre le peuplement d'Agonlin, lire SOTINDJO (D.S.): "Agonlin : une région de symbiose culturelle à structure non centralisée (XVIIe-début XXies.)" in Science et Technique, Lettres, Sciences sociales et Humaines, Burkina-Faso, vol.28, n° 1 et 2, Décembre-Janvier 2012, pp. 124-150.

ou chefs de subdivision, le colonisateur a catégorisé, à l'instar des autres cercles/ subdivisions de la colonie du Dahomey, la population d'Agony en trois ordres: les évolués, les semi-évolués et la masse indigène. Les évolués comprennent essentiellement les fonctionnaires, des agents des maisons de commerce. Les semi-évolués sont constitués de chefs africains ou les notabilités indigènes d'où sont parfois issus les chefs de cantons et de villages. Quant à la masse indigène, comme l'indique déjà le nom, elle regroupe majoritairement les paysans (cultivateurs, chasseurs et pêcheurs), les artisans et quelques commerçants patentés.

CHAPITRE II: Potentialités économiques et "mise en valeur" de la région

A- Idéologie coloniale

Moins on investit dans les colonies pour un maximum de gain pour la métropole, mieux ça vaut pour le colonisateur. Ainsi la loi du 13 avril 1900 régissant les rapports financiers entre la France et ses colonies, loi basée sur le régime de l'autonomie financière exigeait de toutes les colonies françaises la prise en charge de leur développement tant économique que social par leurs propres ressources. Dans *la politique économique coloniale au Dahomey* de HOUEMAVO cité par ATADE¹⁸, il est dit ceci : " Les colonies devront couvrir par leurs propres ressources toutes leurs dépenses et toutes les dépenses faites sur leur territoire". Le décret financier du 30 décembre 1912 ne remet pas en cause ce principe de refus d'investissement de la part du colonisateur. En 1927, les propos du Sénateur Adolphe Marie MESSIMY, ancien Ministre des colonies renforça le principe lorsque, citant l'exemple des colonies belges, anglaises et hollandaises, il affirma : "Celles-ci, je tiens à le souligner, construisent leurs

18 ATADE (E. F.) : *Puissance publique et politique de transport au Dahomey (1946-1975)*, 2000, pp. 5-33.

chemins de fer et leurs ports uniquement avec leurs ressources propres, sans faire appel au budget de la Métropole"¹⁹.

Partant de cette idéologie, les routes, les chemins de fer, les ponts et bâtiments administratifs furent faits gracieusement par la main-d'œuvre locale libre ou pénitentiaire par le biais des prestations, des corvées et autres travaux forcés²⁰ du début de la colonisation (1894) jusqu'au lendemain de la deuxième Guerre mondiale (1946)

En conséquence, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, la France n'intervenait pas directement pour financer l'équipement des colonies ni pour moderniser les infrastructures de transport existantes. Elle se contentait seulement de faire la collecte des produits de palmier à huile notamment à moindre coût puis vendait le plus cher possible ses produits finis (savons importés, lubrifiants, margarines...) aux consommateurs dahoméens. Les colonies ne doivent rien coûter à la métropole selon le colonisateur; ce qui aboutit à une politique avare d'investissements de la part de la métropole.

B-Potentialités économiques de Zagnanado

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, ici Zagnanado désigne toute la région agony. Son relief est constitué d'un vaste plateau monotone légèrement incliné vers le sud-est avec un climat de transition entre le subéquatorial et le tropical humide de type soudano-guinéen. Elle regorge de beaucoup de potentialités agricoles.

19 HOUEMAVO (A.), *la politique économique coloniale au Dahomey*, 1984, p. 42.

20 AWO (A.D.): *Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey(Bénin) : 1946-1975*, FLASH(UAC), 2002-2003,121p.

1- Potentialités agricoles

La région est arrosée par d'importants cours et plans d'eau (l'Ouémé, le Zou, Azli, Sré...) et de nombreuses sources ou marigots. Elle est constituée de plusieurs types de sols (ferralitiques, hydromorphes)²¹ sur lesquels poussent naturellement une végétation diversifiée dont les palmiers à huile qui intéressaient le colonisateur. Toutes ces conditions pédologiques et climatiques militent favorablement en faveur de la vie économique du cercle et grâce à sa population laborieuse majoritairement paysanne, la région livrait une gamme variée de produits agricoles et c'est à juste titre que le cercle était considéré comme un des "cercles riches" de la colonie²². Ainsi, dans le cercle de Zagnanado, on cultivait des produits vivriers (le maïs, le pois d'angole, le petit mil, le haricot, le riz qui est particulièrement cultivé dans le canton de Covè à partir de 1925, le sorgho (gros mil), le voandzou et le doï (dohi), des cultures industrielles (le palmier à huile, le café, le cacao cultivé uniquement par la mission catholique de Zagnanado sur une superficie de 8 ha, l'arachide, le tabac, le coton, et le ricin),des tubercules (la patate douce, l'igname, le taro et le manioc),des légumineuses (légumes de toutes sortes, le piment et l'oignon) et d'autres produits (le miel (apiculture), une gamme variée de fruits, des agrumes, etc).

2- Elevage, chasse et pêche

L'élevage dans le cercle/subdivision de Zagnanado reposait essentiellement sur le petit élevage et l'aviculture: des porcs, des cabris, des chèvres, des moutons, des poules et poulets, des pigeons, des canards et des dindons. L'élevage de bovins est très localisé. On en élève à Covè, à Doga et Kétou. Ce cheptel, au cours des années, a évolué comme le montre le tableau suivant.

21 - monographie de la commune Covè, 2006, 29p.
- monographie de la commune Ouinhi, 2006, 61p.
- monographie de la commune Zagnanado, 2006, 31p.

22 ALMEIDA-TOPOR (H. d') : Histoire économique du Dahomey(Bénin) 1890-1920, vol.2, Paris, l'Harmattan, 1995, p. 191.

Tableau N°3: Evolution du cheptel par tête du cercle / subdivision de Zagnanado (1930-1933)

Nature du cheptel	1930	1931	1932	1933	Total	%
Bœufs	100	150	100	400	750	1,3
Chèvres et moutons (plus cabris en 1931)	7500	8500	7000	10000	33000	59,2
Porcs	4000	5000	5000	8000	22000	39,5
Total	11600	13650	12100	18400	55750	100

Source : A partir des rapports économiques de 1930 à 1933 du cercle / subdivision de Zagnanado.

A partir de ce tableau, nous remarquons que les chèvres, moutons et cabris occupaient la première place au sein du cheptel²³ du cercle / subdivision avec 59,2% ; venaient ensuite les porcs avec 39,5% et enfin les bœufs avec 1,3%. On en déduit que le cercle / subdivision était riche en caprins mais il reste très pauvre en bovins. Cette pauvreté en cheptel bovin peut s'expliquer par l'environnement marqué par la présence de la mouche Tsé-tsé qui inocule la maladie du sommeil. Le peu de bovidés dont dispose le cercle/subdivision proviendrait des cercles voisins surtout d'Abomey²⁴ et des localités comme Covè, Doga et Kétou grâce à quelques transhumants venus s'installer dans ces villages à la recherche de pâturages.. Grâce à cette production de l'élevage, une variété de viandes s'offrait sur les marchés pour la consommation des populations comme l'indique le tableau suivant.

23 Les rapports économiques sont muets sur l'effectif des poules et poulets, les canards, les dindons et pigeons

24 Archives de Zagnanado, Rapport économique 1930, 3è trimestre

Tableau N°4: Evolution d'effectif d'animaux abattus pour consommation locale (1930-1931)

Animaux abattus	1930²⁵	1931	1932²⁶	1933	Total	%
Bœufs	68	39	39	46	192	8,6
Porcs	165	408	114	138	825	36,8
Cabris (plus chèvres en 1932 et 1933)	-	335	166	123	624	27,8
chèvres	131	51	-	-	182	8,1
moutons	132	143	63	82	420	18,7
Total	496	976	382	389	2243	100

Source : A partir des rapports économiques de 1930 à 1933 du cercle / subdivision de Zagnanado.

La lecture de ce tableau nous montre qu'en matière de consommation locale de viande, les populations consomment plus la viande de porcs avec 36,8% du total consommé pendant les quatre années, suivie des viandes de cabris et chèvres, de moutons et enfin du bœuf, respectivement dans les proportions de 27,8% ; 18,7% et 8,6%. La population n'était donc pas trop consommatrice de viande de bœuf mais les viandes de porc, de cabri et de chèvres occupaient une place de premier choix dans leurs habitudes alimentaires. Le tableau suivant nous indique que le cercle / subdivision avait une autosuffisance alimentaire en matière de production de viande.

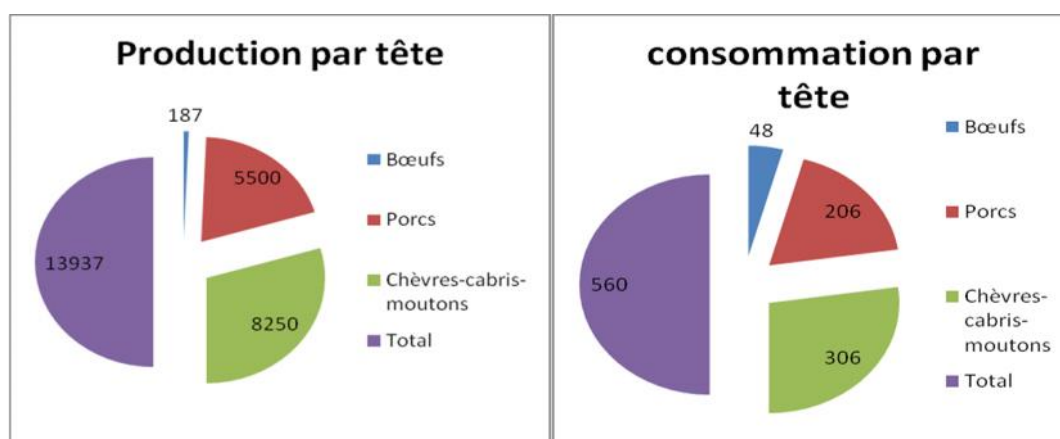
25 les données des 1er et 2è trimestres de 1930 ne sont pas comprises dans le calcul

26 les données de 1er trimestre ne sont pas comprises dans le calcul.

Tableau N°5: Evolution comparative de la production et consommation moyennes de viande (1930-1933)

Type d'animal	Production par tête	consommation par tête	Excédent
Bœufs	187	48	139
Porcs	5500	206	5294
Chèvres-cabris-moutons	8250	306	7944
Total	13937	560	13377

Graphique 1 : Evolution comparée de la production et de la consommation moyennes (1930-1933)

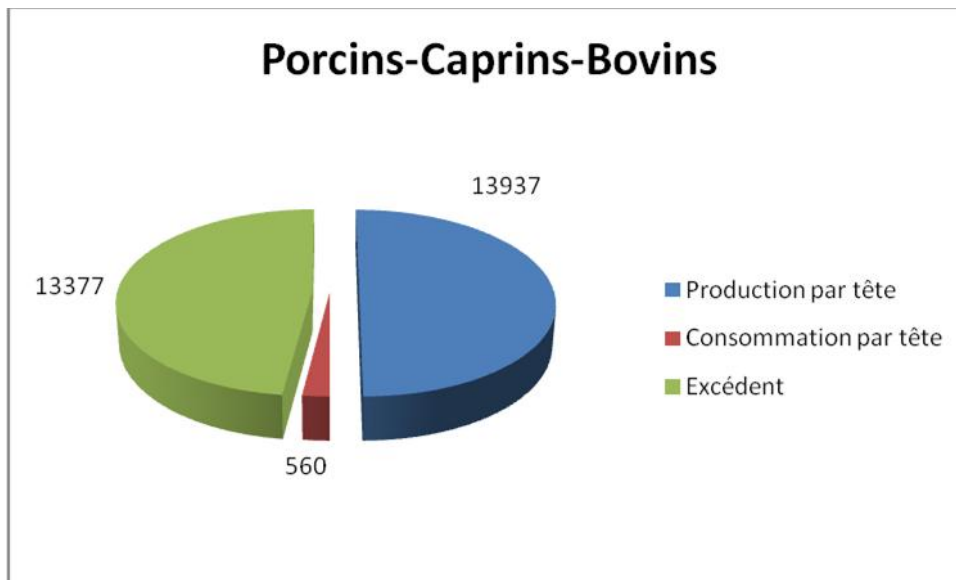


Source : Nos calculs à partir des rapports économiques de 1930 à 1933 du cercle / subdivision de Zagnanado.

Par ces graphiques, nous montrons d'une part, l'effectif d'espèces animales produites dans la localité et la part de chaque espèce dans l'effectif total (13937 têtes). D'autre part, nous montrons la part consommée (560 têtes) de la production avec chaque espèce consommée. La part de chaque espèce animale, soit pour la production, soit pour la consommation, est fonction,

respectivement de la production totale (13937 têtes) et de la consommation totale (560 têtes). En comparant la production à la consommation, nous voyons que la consommation est inférieure à la production. Il se dégage un excédent très élevé (13377 têtes) comme l'indique le graphique ci-dessous.

Graphique 2: Production en cheptel, consommation en viande et excédent (1930-1933)



Source : Nos calculs à partir des rapports économiques de 1930 à 1933 du cercle / subdivision de Zagnanado.

De ces graphiques, nous retenons que la production moyenne de cheptel dans le cercle / subdivision de Zagnanado de 1930 à 1933 est de 13937 têtes d'animaux alors que la consommation est de 560. On en arrive à la conclusion que le cercle / subdivision produit, en matière de cheptel, plus qu'il n'en consomme. Il y a donc une autosuffisance alimentaire en production de viande par l'élevage pendant cette période comme le confirme le rapport économique de 1930 du commandant du cercle Cortinchi qui dit : « le bétail du cercle suffit à la consommation locale²⁷ ». La consommation en viande provient aussi de la chasse.

Grâce à la chasse, on pouvait retrouver sur les marchés du cercle / subdivision la viande de l'aulacode dit agouti, de serpent, de singe.

²⁷ Rapport économique, 3^e trimestre de 1930 produit par le commandant de cercle au gouverneur à Porto-Novo

La production halieutique était constituée de poissons frais, fumés et secs, des crevettes provenant des riverains du Zou, de l'Ouémé et des lacs (Slé, Azli..) de la région.

C- Mise en place des infrastructures de développement

Plusieurs infrastructures ont été mises en place par le colonisateur en vue de l'exploitation de la colonie. Ainsi, le cercle de Zagnanado bénéficia d'infrastructures de transport et de communication et d'équipements socioculturels.

1. Infrastructures de transport et de communication

Pour la pénétration de l'action coloniale dans les différents villages, le tracé des routes s'avère indispensable pour l'administration coloniale qui entreprit des travaux dans ce sens. C'est ainsi que fut tracé la route Doga-Dovi-Dovè en 1902 suivie d'autres principales routes telles que les routes de Don-Tan-Gbannanmè, Covè-Lanta en 1930, Covè-Don en 1933, Zagnanado- Gbannanmè-Paouignan, Agony-Don en 1933, Agony-Doga en 1933, Zagnanado-Dovi-Dovè-Sagon-Dasso-Dogba, Zagnanado-N'Dokpo-Samiondji-Adakplamè-Kétou en 1934, Zagnanado-Bonou vers Pobè , Zagnanado-Agonlin-Houégbo, Zagnanado-Bohicon avec le passage du Zou dont le pont provisoire fut construit en 1934²⁸.

En plus de ces principales routes, il existait plusieurs pistes qui reliaient les villages entre eux. L'œuvre coloniale, c'est aussi les actions socioculturelles.

1- Equipements socioculturels

Les équipements socioculturels concernent l'assistance médicale et l'œuvre de l'éducation ou de l'enseignement.

28 Rapport économique de 1936

- Assistance médicale

Cette action ne provenait pas d'un motif de générosité, loin de là ! Mais elle était d'un grand intérêt et d'une grande nécessité pour le colonisateur pour atteindre ses objectifs. C'est ce que comprendrait n'importe qui des propos suivants de l'ancien ministre français des colonies Albert Sarraut: « L'assistance médicale, c'est notre devoir....Mais c'est aussi, on pourrait même dire c'est surtout notre intérêt le plus immédiat et le plus terre à terre.

Car toute l'œuvre de colonisation, toute la besogne de création de richesses est dominée aux colonies par la question de main-d'œuvre » (KOUIN, 1980: p.97). C'est dans cette perspective que s'inscrivait l'assistance médicale à la colonie du Dahomey, et ailleurs dans les autres colonies françaises, qui se justifiait à l'époque par une série d'épidémies diffusées favorablement par le portage et les chantiers de construction²⁹. Pour le colonisateur, la préservation de la santé des cadres européens est aussi indispensable que celle de l'indigène qui assure la main-d'œuvre pour le progrès de l'entreprise coloniale.

Dans les années 1920, cette assistance sanitaire s'avérait nécessaire. En effet, en 1917, la situation sanitaire des Européens était critique au point où, Laroque, l'agent spécial du cercle de Zagnanado, souffrant d'une forte fièvre fut évacué sur Cotonou³⁰. La variole avait sévi dans tout le cercle de Zagnanado et huit personnes en étaient décédées. On a pu vacciner 9907 personnes avec un taux de succès de 50% pour le personnel indigène et les prisonniers en juin 1917. En juillet de la même année, 2960 personnes ont été vaccinées pour des cas de variole avec 44% de succès. En février 1915, il a été signalé des cas de décès à la suite de colique, des cas de lèpre et d'autres cas sérieux³¹. Des soins appropriés furent faits aux populations³²

29 KOUIN (J.T.) : Opp. Cit. p.97

30 A.N.B. : Rapport mensuel de juillet 1917

31 En 1918, en dehors des plaies ordinaires, trois cas très sérieux s'étaient présentés à l'équipe d'assistance médicale. En effet, un enfant de huit ans blessé par un piège a été soigné ; un jeune indigène d'Agony-Ouégbo,

Les réalisations de l'administration coloniale étaient aussi visibles dans le domaine de l'enseignement. En effet, les actions du colonisateur dans ce domaine sont venues un peu plus tard. Elles étaient, au début, prises en charge par les missionnaires catholiques de la Société des Missions Africaines (SMA) dans le cercle de Zagnanado. C'est en août 1895 que, après avoir été autorisés par les chefs du village d'Agonlin, les missionnaires vinrent s'installer à Zagnanado le 25 septembre 1895 pour créer la mission catholique de Zagnanado qui est la deuxième ouverte après Athiémé à l'intérieur de la colonie. Dès leur arrivée, en 1895, ils ont décidé de créer une école pour instruire et éduquer la jeunesse. Ils créèrent ainsi l'école de la mission avec un internat du nom de "Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus" sous l'instigation du Père Pichaud³³. Ce fut la toute première école de ce qui sera appelé plus tard les départements du Zou et des Collines. Elle accueillait des élèves venus de divers horizons d'une tranche d'âge compris entre 10 et 20 ans. Elle forma les tout premiers cadres de la région. Au cours des années 1909, ils créèrent l'école catholique de Kétou.

Et c'est le 12 décembre 1910 que la première école publique ouvrit ses portes à Zagnanado³⁴. Cette école publique sera suivie de celles de Covè et de Adja-Ouèrè dans les années 1912³⁵. La préoccupation des missionnaires en créant ces écoles étaient de plusieurs ordres : inculquer à la jeunesse les préceptes religieux, sauver les âmes des populations car pour eux Agonlin est un olympe tant les fétiches y abondent³⁶ et aussi conquérir intellectuellement les populations par quelques rudiments d'instruction. La durée des études était de cinq à six années au bout desquelles les jeunes écoliers savaient déjà lire et écrire. Et comme le voulait l'enseignement colonial, l'école devait simplement

blessé au-dessous du sein droit par un coup de sagaie a été soigné et une jeune enfant du village de Dogo, âgée de huit ans a eu le ventre ouvert par un coup de couteau alors qu'elle jouait avec un enfant de son âge.

32 En plus des vaccins qui étaient administrés aux populations, des médicaments aussi ont été distribués

33 Centenaire de l'arrivée des missionnaires au pays Agonlin 1895-1995.

34 ANB, Série 1^F20-1 : Rapports mensuels de 1910.

35 ANB : Série 1^F20-1 : Rapports mensuels de 1909 à 1912.

36 Centenaire de l'arrivée des missionnaires au pays Agonlin 1895-1995.

former des auxiliaires, des cadres subalternes et pour cela il suffisait de donner aux écoliers quelques rudiments indispensables pour s'acquitter de leurs tâches futures³⁷. Par conséquent, les écoliers formés dans ces écoles étaient devenus des gardes cercles, des commis auxiliaires, des interprètes, des employés de commerce, des chemins de fer, des agents des postes et télécommunication, des instituteurs³⁸. Le but visé par l'école coloniale se résume dans ces propos d'Albert Sarraut: " L'instruction... doit...dégager et dresser les élites de collaborateurs qui, comme agents techniques, contremaîtres, surveillants, employés ou commis de direction, suppléeront à l'insuffisance numérique des Européens et satisferont à la demande croissante des entreprises agricoles, industrielles ou commerciales de colonisation"³⁹. C'est là l'objectif premier que visait l'enseignement.

37 ALMEIDA-TOPOR (H.d') : *L'Afrique aux XXè siècle*, Colin, 1993, 363p.

38 Wantchékon (L.) et Al : *Education and Human Capital Externalities: Evidence from Colonial Benin*, 51p.

39 KOUIN (J.T.) : *Opp. Cit.* p.99

CHAPITRE III : Mise en œuvre locale de la politique économique coloniale (1894-1946)

A- Présentation de la politique économique coloniale (1894-1946)

De la naissance de la colonie du Dahomey, le 22 juin 1894, jusqu'au 1^{er} août 1960, date de son accession à l'indépendance, le Dahomey est demeuré une colonie d'exploitation de la métropole française. Toute son économie a été organisée et structurée en économie de traite au bénéfice des industries métropolitaines. De 1894 à 1946, la France a fait une exploitation primaire du Dahomey dans le cadre d'une économie de prédation systématique. En effet, un des objectifs de la conquête coloniale pour la métropole est de réaliser les gains les plus élevés et de minimiser les charges inhérentes à l'obtention de ces gains. Par conséquent, toutes les charges de la "mise en valeur" reposaient sur les colonies⁴⁰. La France ne fait, pendant la période (1894-1946), aucun investissement direct dans la colonie ; tout l'effort était fourni par la colonie du Dahomey à travers ses ressources propres et l'endettement pour son développement économique.

Cette entreprise nécessite une organisation du travail agricole et des moyens.

B- Organisation agricole et les moyens incitatifs à la production agricole

Pour la "mise en valeur" de la colonie du Dahomey, sous le gouverneur Léopold Fourm (1922-1928), le programme agricole divisa le territoire colonial en quatre régions agro-écologiques qui se sont spécialisées chacune dans une culture donnée. Ainsi, le sud-est (actuels départements Ouémé/plateau) se spécialise dans la culture du palmier à huile; le centre-sud et le sud-ouest (Allada, Ouidah, Cotonou, et actuels départements Mono-Couffo) pour les cultures du café, du cacao, du palmier à huile et du cocotier; le centre (Abomey,

40 Sotindjo (D.S.) : Mutations socioéconomiques et mouvements politiques (fin XIX^e siècle- veille de la conférence des forces vives de la Nation, à paraître, pp. 14-37.

Savalou) pour le coton et le Haut-Dahomey pour la culture du tabac⁴¹. En effet, cette régionalisation de l'agriculture, fruit du programme agricole de l'administration Fourn et Reste, n'était pas une première car déjà en 1910, le Dahomey a connu son premier découpage agro-écologique comprenant quatre régions agricoles dont chacune avait un type particulier de culture d'exportation à développer⁴². Cette régionalisation de l'agriculture initiée en 1910 et revue en 1920 en fonction des aptitudes spécifiques des terres, avait le même objectif de développer au Dahomey les cultures d'exportation nécessaires à la croissance économique de la Métropole française.

Plusieurs types d'organisations paysannes du travail agricole existaient au sein des paysans.

En effet, selon les régions, des groupements d'entraide mutuelle ou équipes de travail collectif appelés "Adjolou" existaient. Des individus d'un même groupe d'âge s'associent librement et vont travailler à tour de rôle pour le compte de chaque associé. Cette entraide mutuelle de travail collectif fonctionne de façon réciproque entre les membres de l'équipe. Le membre qui reçoit l'équipe dans son champ est chargé de sa restauration durant tout le temps du travail. En dehors de cette première organisation, il y avait aussi l'association des jeunes travailleurs appelés "Donkpè" créée pour intervenir dans les travaux d'intérêt communautaire de tous genres⁴³. Historiquement, "l'organisation des Donkpè" faisait d'eux une association de jeunes gens qui existaient dans chaque village et qui était dirigée par un chef de groupe appelé "Donkpègan". Très utiles dans l'organisation des funérailles, les Donkpè apportaient également leur contribution dans la production agricole⁴⁴. Ils sont utilisés dans le ramassage ou

41 Houémavo, Mongbo et Dossou cités par Sotindjo (D.S.) : op. cit.

42 Houédété (O.T.) : Régime foncier et développement agricole au sud du Bénin : de l'indépendance à nos jours (1960-2002), Université de Grenoble II-Pierre Mendès France, 308p.

43 Houédété (O.T.) : op. cit.

44 HOUÉMAVO (A.) : La politique économique coloniale au Dahomey (entre les deux guerres) et ses implications sociales, thèse de doctorat de 3^e cycle, 1984, Université de Dakar, 383p.

la cueillette des fruits abandonnés après récoltes. Ils sont également utilisés pour l'extraction de l'huile et des amandes de palme au moyen de l'outillage mécanique de la société de prévoyance⁴⁵. Le roi Agadja serait l'initiateur de cette forme d'organisation de jeunes qu'il aurait utilisées à des fins économiques⁴⁶. Pour cette même finalité, le colonisateur exhuma cette pratique pour l'exploitation de la colonie.

Par ailleurs, il prit des mesures énergiques pour activer la production agricole.

1- Les prestations et corvées

L'un des moyens ou méthodes de mise au travail des populations par le colonisateur était la prestation au cours de la politique de "mise en valeur" des colonies. Elle consistait à offrir six (06) à douze (12) jours de travaux gratuits par an et par personne à l'administration coloniale. La pratique fut réglementée par l'arrêté n° 1405 du 17 août 1927 qui limita à 20 ans l'âge minimum pour l'exécution des travaux harassants (dessouchage, billonnage, implantation de pépinières....) et à 16 ans pour les tâches moins contraignantes (sarclage, arrosage des plants⁴⁷...). La durée du travail fut fixée à 10 heures par jour⁴⁸. La prestation pouvait être rachetée à raison de 2,20 F la journée. Ce moyen a permis la réalisation de nombreux travaux tels que l'entretien des pistes et routes intercommunales, la construction de bâtiments administratifs et de marchés locaux, des travaux de labours et de sarclage sur les pépinières des nombreuses stations de recherche et sur les champs administratifs communément appelés « champs du commandant⁴⁹ ». Dans le cercle de Zagnanado, cette méthode a permis la construction des routes et pistes dont nous avons parlé à la page 20 de ce travail.

45 Ibidem. P.206.

46 Ibidem. P.206

47 AWO (A.D.): Op.cit.

48 AWO (A.D.): Op. cit.

49 Sotindjo (D.S.) :Op. cit.

Par ailleurs, le colonisateur s'est également servi de l'impôt de capitation comme moyen de mise au travail des indigènes pour l'accroissement de la production agricole.

2- L'impôt de capitation

Créé le 28 juin 1899, l'impôt de capitation avait trois objectifs. Il s'agit de renflouer les caisses du budget local, de contraindre les paysans à rechercher le numéraire nécessaire au paiement de l'impôt en produisant les cultures recherchées par les industries métropolitaines et de favoriser la monétarisation de l'économie dahoméenne⁵⁰

A travers ses objectifs, l'impôt de capitation permet d'alimenter le budget de la colonie. Il poussa surtout l'indigène à rechercher de l'argent soit en s'offrant lui-même pour les travaux forcés, soit en s'adonnant de son "propre gré" à la culture des produits d'exportation recherchés par les sociétés de traite⁵¹. Dans le tableau suivant, on voit l'évolution du taux et de la perception d'impôt à Zagnanado.

Tableau N° 6: Evolution du montant de l'impôt de capitation perçu à Zagnanado de 1925 à 1928

Impôt de capitation.	1925 12 frcs	1926 16 frcs	1927 22 frcs	1928 22 frcs
Total perçu (Francs)	265 600	393 360	567 732	604 890
Indices	100	148	214	228

Source : Direction des Archives Nationales, Dossier 1^E1 de 1903-1928

50 COQUERY-VIDROVITCH (C.) cité par AWO (A.D.) : Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey(Bénin) : 1946-1975, FLASH(UAC), 2002-2003,121p.

51 Houédété (O.T.) :op. cit. p.38

Tableau N° 7: Evolution du taux d'impôt de capitation dans la colonie du Dahomey

Cercles	1920	1921	1923	1926	1927	1930	1932	1936	1938
Bas Dahomey									
Porto-Novo	8	10	15	18	24	30	26	23	33
Cotonou	8	10	15	18	24	30	26	23	33
Allada	10	10	10	18	24	30	26	23	33
Abomey	8	10	10	16	22	30	26	23	33
Ouidah	8	10	10	18	24	30	26	23	33
Zagnanado	9	9	10	16	22	30	26	23	30
Mono	8	10	10	18	24	30	26	23	33
Holli-kétou	8	10	10	18	24	30	26	15	25
Savalou	5	5	5	8	12	17	15	14	17
Haut Dahomey									
Djougou	3,50	3,50	3,50	5,50	8	15	13	12	17
Borgou	3,50	3,50	3,50	5,50	7	12	10	12	11
Moyen Niger	3	3	3	4,50	6	10	8	8	11
Atacora	3	3	3	4	5	10	8	5	11

Source : HOUEMAVO (A.), 1984, p.52

De façon générale, trois constats se dégagent de l'analyse du tableau 7:

- Deux zones se dégagent à partir du taux d'impôt : une zone où le taux d'impôt est très élevé ; il s'agit de la zone constituée des cercles d'Abomey, d'Allada, de Cotonou, de Holli-Kétou, de Mono, de Ouidah de Porto-Novo et de

Zagnanado ; et une autre zone où il est très bas comme dans les cercles de l'Atacora, du Borgou, de Djougou et du Moyen Niger. Dans la première zone, le taux d'impôt de capitation varie entre 8 et 33 francs courant durant la période allant de 1920 à 1938 alors qu'il varie de 3 à 17 francs courants durant la même période dans la deuxième zone. Cette distinction fait apparaître la notion de cercles riches et de cercles pauvres à travers l'attribution du taux d'impôt de capitation. Cette notion de richesse, faut-il le rappeler, est relative à la richesse en palmier à huile des cercles concernés. Ainsi, nous voyons que le taux d'impôt était très élevé dans ces cercles où poussent naturellement et en abondance les palmiers à huile.

- De 1920 à 1930, on note une augmentation du taux dans tous les cercles. En effet, cette période correspond à la période de "mise en valeur" entreprise par le colonisateur après la première guerre mondiale. On observe à partir de 1932 une baisse du taux dans tous les cercles. En effet, la crise économique mondiale de 1929 a atteint le Dahomey autour des années 1930 et a affecté le revenu des populations (1932-1936). Ces effets négatifs vont disparaître avec la sortie de crise en 1935

- Une reprise de croissance du taux reste sensible à partir de 1938. Les effets négatifs de la crise ayant cessé, une reprise de croissance du taux s'observe.

- Par ailleurs, du tableau 6 nous constatons que dans l'intervalle de deux ans, le taux de l'impôt de capitation a augmenté de 10f, passant de 12f en 1925 à 22f en 1927; ce qui fait bondir la recette de 302 132f en 1927 à 339 290f en 1928 dans le cercle de Zagnanado. Cette croissance de l'impôt de capitation montre la capacité du cercle longtemps considéré comme "un cercle riche"⁵²; ce qui, entre autres, justifie l'extension du réseau ferroviaire dans la région au cours des années 1920 pour l'exploitation de la principale richesse du Dahomey : le palmier à huile⁵³. En outre, dans la répartition du taux d'impôt de capitation par

52 ALMEIDA-TOPOR (H.d') : Op. Cit. p.191

53 Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer et des Transports : Op. Cit. p.8

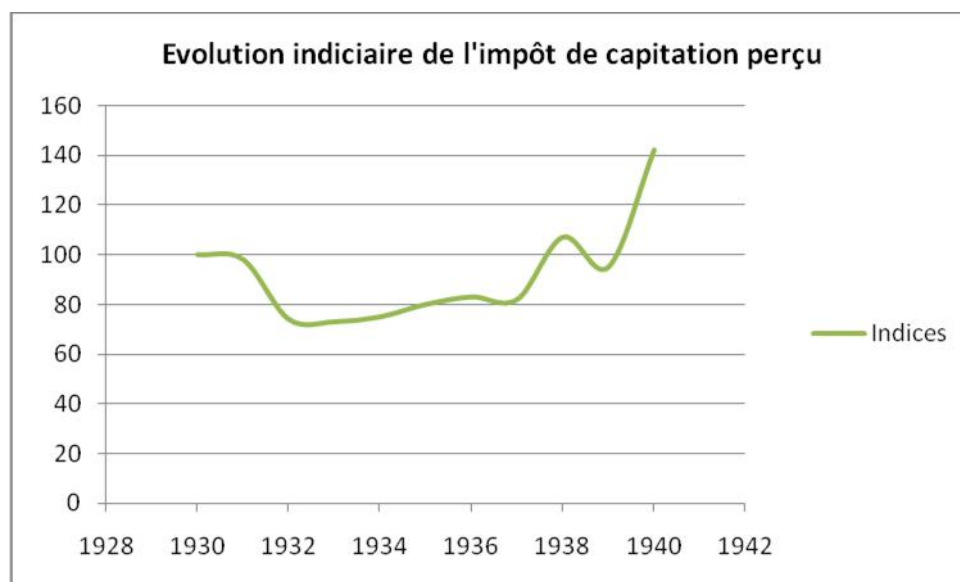
cercle (1899-1904), le taux attribué au cercle de Zagnanado lui a valu la troisième place dans toute la colonie avec 8,87% derrière Porto-Novo et Abomey avec respectivement 31,10% et 11,49%⁵⁴. Le tableau ci-après fait l'état de l'évolution indiciaire de l'impôt de capitation de 1930 à 1940.

Tableau N° 8 : Evolution indiciaire du taux de l'impôt de capitation dans le cercle de Zagnanado de 1930 à 1940 (1930=100)

Années	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
Montant perçu	772020⁵⁵	753660	573768	560014	579280	614537	639331	630407	825900	732785	1097938
Indices	100	98	74	73	75	80	83	82	107	95	142

Source : Nos calculs à partir des rapports politiques trimestriels de 1930 à 1940, Archives Nationales du Bénin.

Graphique 3: Evolution indiciaire de l'impôt de capitation perçu dans le cercle de Zagnanado de 1930 à 1940.



⁵⁴ ALMEIDA-TOPOR (H.d') : Op. Cit. p.306

⁵⁵ Ces données de 1930, 1935, 1936, 1937 et 1940 sont toutes pour le 3^e trimestre sauf pour 1939 qui relève du 1^{er} trimestre

Bien que ces données ne traduisent pas toute la réalité à cause de leur caractère fragmentaire, l'analyse du tableau 8 dégage une baisse de la recette d'impôt à partir de 1931. Cette baisse reste relativement faible jusqu'en 1934. A partir de 1935 jusqu'à 1937 s'observe une augmentation qui est cependant inférieure à la valeur de 1930. Mais en réalité, les données relatives à ces années (de 1935 à 1937) sont uniquement pour le 3^e trimestre. C'est dire que si nous ajoutons à cela les données des 1^{er}, 2^e et 4^e trimestre, que nous n'avons pas, l'augmentation serait plus remarquable. De ce fait, nous pouvons donc retenir qu'à partir de 1934, il y a une augmentation du montant de l'impôt perçu dans le cercle de Zagnanado. En effet, la baisse observée à l'analyse de ce tableau et du graphique 3 pourrait se justifier par la crise économique de 1929 dont les effets se sont fait sentir dans le cercle de Zagnanado où la sortie de crise (1934-35) se signale par une augmentation des recettes.

En 1942, la population laborieuse de la subdivision de Zagnanado s'est acquittée à 100% de l'impôt⁵⁶ de capitation d'une valeur de 1 543 300 f. Le développement des activités agricoles à Zagnanado est dû non seulement au travail laborieux des populations de la localité mais aussi aux structures de promotion agricole et aux acteurs de commercialisation.

C- Structures locales de promotion agricole, acteurs de la commercialisation et trafic de l'ABZ

1- Structures locales de promotion agricole

Durant la période coloniale, des centres de recherche et de formation et les Sociétés indigènes de Prévoyance ont été mis en place en vue d'appuyer et d'encadrer la production agricole dans toute la colonie et permettre à ce que les performances soient à la hauteur des actions engagées dans le cadre du plan de

56 Rapport politique, 4^e trimestre 1942

développement agricole du Ministre Sarraut. Le service de l'agriculture⁵⁷ fut renforcé et la station de recherche de Pobè fut créée en 1921 pour le développement du palmier à huile. Mais vu l'incapacité des centres existants à répondre aux exigences accrues des opérations⁵⁸, l'Ecole régionale d'Agriculture (ERA) de Niaouli fut créée en 1923 pour former des cadres et assurer la promotion des cultures comme le café, le cacao et le maïs pour le bas-Dahomey. Au nord, en 1925, naquit l'institut national d'Agriculture (INA) pour s'occuper des recherches sur le développement du coton, des arachides et du maïs. Dans le cercle de Zagnanado, il n'était pas créé un centre de recherche mais la Société indigène de Prévoyance (SIP) y était présente.

Créée en 1929 par le décret du 4 juillet⁵⁹, les Sociétés Indigènes de Prévoyances (S.I.P.) firent leur apparition dans le bas-Dahomey avant de s'étendre à toute la colonie. Elles furent au service de l'administration coloniale comme un moyen d'action pour la mise en valeur du Dahomey. Dans chaque cercle, la SIP locale regroupait de façon obligatoire tous les indigènes, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et récolteurs de produits de cueillette du cercle. A leur création, les objectifs étaient assez diversifiés et se formulaient comme suit : travaux fonciers, aménagement des villages, amélioration des méthodes culturales, avance de semences et de plants, lutte phytosanitaire, commercialisation des récoltes et opération de crédits agricoles⁶⁰. Elles entreprirent des actions vigoureuses dans le bas-Dahomey en créant des pépinières de café, de cacao, de coco, de ricin, et surtout de palmier sélectionné. Pour mécaniser le concassage des amandes de palme autrefois fait par les femmes et les enfants, elles vulgarisèrent dans leurs zones d'intervention

57 En décembre 1905 fut créé le service de l'agriculture et des forêts pour attirer et faciliter l'installation des fermiers européens en vue de leur fournir de l'assistance en recherche, le conditionnement, la commercialisation... En 1920, ce service, fit des efforts pour développer les cultures d'exportation telles que le palmier à huile, le cocotier, le maïs, le cacao, le café, le coton et le tabac.

58 AWO (A.D.): Op.cit.p.17

59 DESANTI (H.) : Du Danhomey au Bénin-Niger, Paris, Larose, 1945, 202p.

60 Mondjannagni cité par AWO (A.D.): Op.cit.p.18

plusieurs équipements. Ainsi, elles répartirent dans les zones de palmeraie de Porto-Novo, Ouidah, Athiémé et Abomey, 86 moto concasseurs contre 51 pour toutes les autres colonies productrices de palmier à huile (Côte- d'Ivoire, Sénégal, Guinée) de l'AOF⁶¹. En dehors des motos concasseurs, on pouvait aussi compter au moins 5 moto presses, 14 pressoirs à mains, 3 décortiqueuses à café pour les régions d'Allada et du Mono, plusieurs décortiqueuses d'arachides, des rappeuses de manioc et des moulins à maïs. Au nord- Dahomey, elles installèrent 6 égreneuses et 9 presses dans les régions de Kandi, Nikki, N'Dali, Madjécali et à Natitingou pour le traitement du kapok. Leurs actions concernèrent aussi des travaux d'hydraulique agro-pastorale.

Dans le cercle de Zagnanado, devenu subdivision au cours de l'année 1932, les actions de la SIP ne sont pas négligeables. En effet, la SIP, loin d'être une organisation mutualiste, a été une véritable structure d'encadrement et de contrôle à laquelle les paysans ont été contraints d'adhérer⁶². Ses actions dans le cercle/subdivision de Zagnanado furent la création de pépinières, l'encadrement des paysans, la distribution des semences, la mise en place d'équipement, la construction de puits, l'achat et vente des récoltes etc. Ainsi, dans le cadre de ses actions, la SIP créa six (06) stations de pépinière. Il s'agit des stations de Banamè, de Doga, de Dovi-Dovè, d'Idigny, de Toué et de Zagnanado où se trouvèrent des espèces de plants comme l'indique le tableau suivant.

61 DESANTI (H.) cité par AWO (A.D.): Op.cit.p.18

62 MONGBO (R.L.) et DOSSOU-HOUÉSSOU (A.) : "Le secteur rural : l'héritage colonial et sa gestion jusqu'en 1990" in *Economie et Société : Le Bénin d'hier à demain*, Forum du Tiers-Monde, l'Harmattan, Paris, 2000, pp.75-100

Tableau N° 9: Les stations de pépinière dans le cercle/subdivision de Zagnanado dans les années 30 et début 1940

Localités	Produits (espèces de plants)
Banamè	Caféier, palmier, teck
Doga	Caféier, palmier, kolatier, sésal, oranger, mandarinier, citronnier, pomme Cythère, pomme cannelle, rônier, filao, cocotier, cédrilas, caïlcédrat, bancoulier, badamier, snétenia, bois rose, afzélia, goyavier, fraise, arbre à pain, noisetier de Cayenne, jujubiers, jacquiers, mumusosop, vanillier,
Dovi-Dovè	Caféier, palmier, teck
Idigny	Caféier, kolatier, palmier, oranger, cassia siaméa
Toué	Caféier, palmier, teck, kolatier, céderas, caïlcédrat, zélia, cassia siaméa, oranger, mandarinier, citronnier gros fruit, citronnier petit fruit, goyavier de chine, cœur de bœuf, sapotillier, pomme cannelle, hymenéa, mangolier, afzélia, avocatier, bananier, canne à sucre, ananas, sisal, ylang-ylang, pomme malac, corrossoliers, bigaradier, pamplémousiers, pithécolobium
Zagnanado	Caféier, palmier

Source : A partir des rapports économiques trimestriels de Zagnanado de 1930 à 1942

N.B.: la liste des espèces de plants n'est pas exhaustive.

En dehors des pépinières, la SIP mit en place, en 1933, une petite installation à Covè pour le fonctionnement des pressoirs à huile de palme et du concasseur à moteur⁶³. En 1935, une usine à palmiste fut également installée à Covè et mise au service des paysans. En matière d'équipement, dans le cercle/subdivision de Zagnanado, de 1931 à 1933, on pouvait dénombrer 11 pressoirs ; 3 moulins; 5

63 Rapport économique 1933, 3è trimestre

concasseurs ; 1 moto concasseur de palmistes. Par ailleurs, elle construisit un magasin pour recevoir les graines d'arachide pour le stockage. Ses actions portèrent aussi sur les travaux d'hydraulique. Ainsi, au cours de l'année 1940, elle réalisa des forages de puits à Soli (canton de Covè), à Adjzoumè (canton d'Agony-Dovi), à Ouinhi et à Ouakon (canton de Sagon). Outre ces réalisations, les actions de la SIP portèrent en particulier sur le développement des cultures de palmier sélectionnés, d'arachides, de maïs, du café et accessoirement du ricin et du coton pour lesquels les populations ne manifestent pas un réel engouement. Pour la distribution des graines de semence, les données dont nous disposons sont discontinues.

Ainsi, en 1930, au 4^e trimestre, la SIP distribua 4 122 kg de graines de maïs aux paysans membres de la société et 37 000 plants de caféiers ont été repiqués par les paysans.

En 1932, elle distribua aux paysans 29, 638 tonnes d'arachide, 2 000 tonnes de maïs au 3^e trimestre de l'année, 34,480 tonnes de graines d'arachides furent prêtées aux paysans au 4^e trimestre de 1933.

En 1938, 75669 plants de caféiers furent fournis aux paysans. Au 2^e trimestre de 1940, 13860 kg de graines de coton variété i shan furent distribués dans les cantons de Kétou, de Sagon, d'Agony-Dovi, de Covè, de Banamè et du village de Naogon en même temps que 4077 kg de graines de ricin dans les cantons de Kétou, de Sagon, d'Agony-Dovi, de Covè, de Banamè, l'école de Zagnanado et du village de Naogon. Pour l'encadrement des paysans, un moniteur agricole fut mis à la disposition des paysans. Il fréquentait régulièrement les champs et prodiguait des conseils aux paysans. Les superficies ensemencées se présentent comme l'indique le tableau suivant.

Tableau N°10: Superficie des cultures ensemencées à Zagnanado de 1930 à 1937(en ha)

cultures	1930	1931	1932 ⁶⁴	1933	1934	1935 ⁶⁵	1936 ⁶⁶	1937
	Céréales							
Maïs	4000	10000	11200	8900	9550	11260	11000	154 500
Maïs dur	-	-	-	-	325	500	-	-
Arachide	750	900	1700	4500	4675	5165	6680	223 800
Mil	2000	-	250	1000	1200	1200	1000	16
Haricot	5000	-	1570	1550	1650	1900	2000	100
Pois d'angol	200	-	250	150	215	320	410	75 900
Haricot pistach	250	-	-	-	-	-	-	-
	Tubercules							
Manioc	5000	850	3080	12000	12100	11025	11000	110
Patate	60	-	245	300	375	440	500	95 600
Igname	30	-	760	850	865	720	815	80 800
	Industriels							
Palmier	-	-	25000	-	-	22 851	-	29 500
Ricin	-	-	-	4	12	20	-	18
caféier	-	250	115	136 33	204 72	274 072	-	35
cacao	-	15	18	-	-	-	-	-
kolatier	-	-	4	3, 6	4 464	18, 60	-	12
cocotier	-	-	-	-	-	-	-	4 ha500
Coton i shan	-	-	-	-	4 ha	2 50	80	-
Coton péruvianium	-	-	-	-	12 8	255	1400	-

Sources : Archives de Zagnanado, Rapports économiques de 1930 à 1937

L'analyse de ce tableau nous inspire plusieurs remarques. D'abord, nous notons que les produits agricoles vivriers comme le maïs, l'arachide, le haricot et le mil sont cultivés à grande échelle dans le cercle/subdivision de Zagnanado. Au niveau des tubercules, le manioc occupe la première place en termes de

⁶⁴ Les données du 4^e trimestre ne sont pas concernées

⁶⁵ Les données du 4^e trimestre ne sont pas concernées

⁶⁶ Les données du 4^e trimestre ne sont pas concernées

superficieensemencée. Même pour les cultures industrielles, le café était bienensemencé à partir de 1931. Ensuite, nous remarquons un abandon presque total de la culture de palmier à huile dont les dérivés constituent l'essentiel des recettes d'exportations du Dahomey et enfin, la chute brutale qui s'observe en 1937 dans la superficieensemencée de presque toutes les cultures de la subdivision. Ces constats ne sont pas anodins. En effet, l'engouement manifesté autour des cultures vivrières et même du manioc par les paysans s'explique par les séquelles de la crise de 1929 qui fit baisser de façon significative les cours des oléagineux sur les marchés internationaux⁶⁷ et contribua ainsi à la baisse du revenu des paysans ; ceux-ci décidèrent alors de s'adonner à la production vivrière en abandonnant la production des dérivés du palmier à huile. La deuxième justification provient du fait que, pour maintenir les exportations de la colonie à un niveau convenable, l'administration coloniale prit, en 1931, un décret qui lui permit de gratifier chaque année les meilleurs fournisseurs de produits de palme, de café, de sisal et même de manioc⁶⁸. Par ailleurs, la baisse drastique observée au niveau des superficiesensemencées des cultures en 1937 est une conséquence du renforcement de l'avilissement des cours des oléagineux sur le marché mondial ; la réduction du revenu des paysans qui en découle entraîne l'abandon des produits de palmier à huile, principal produit d'exportation de la colonie, et le manque de moyens financiers pour investir convenablement dans la culture des autres produits.

La SIP et plusieurs autres acteurs intervinrent dans la collecte des produits exportables.

67 AWO (A.D.): Op.cit.p.29

68 HOUEMAVO (A.) cité par AWO (A.D.): Op.cit.p.30

2- Maisons de commerce

Les sociétés commerciales européennes furent visibles au Dahomey à partir de 1894⁶⁹ après l'abolition par l'administration coloniale de toutes les douanes mises en place par le royaume de Danxomè. Elles s'installèrent dans la colonie pour l'achat des produits locaux destinés à l'exportation et assurer la distribution aux indigènes des biens de consommation importés. En 1920, 31 sociétés de commerce européennes dont 26 françaises opéraient au Dahomey. Trois parmi ces sociétés assurèrent les 2/3 du commerce extérieur de la colonie⁷⁰. Il s'agit de la Compagnie française de l'Afrique de l'Ouest⁷¹ (CFAO), la Société commerciale ouest-africaine (SCOA) créée en 1906 et installée au Dahomey en 1920 et le cartel anglais UNILEVER, représenté au Dahomey par ses filiales John Walkden, Cie LTD, G.B-Ollivant et John Holt.

Avec le concours de l'administration coloniale, ces sociétés achetèrent auprès des indigènes les produits exportables cultivés au Dahomey et fournissaient en contrepartie aux populations les produits sortis des manufactures européennes tels que les produits alimentaires (boîtes de conserve, huile, riz, farine de blé), les matériaux de construction (tôle, fer, pointes), l'équipement ménager (lampe, radio, réchaud) et les spiritueux. L'efficacité de ces sociétés dans la collecte des produits exportables et dans la distribution des produits manufacturés fut facilitée par la présence de leurs comptoirs dans les cercles de la colonie.

Dans le cercle de Zagnanado, plusieurs maisons de commerce étaient représentées exerçant des activités commerciales. Il s'agit des maisons de commerce installées à Covè telles que la CFAO, la SCOA, la SHO, la Maison

⁶⁹ VERENA (P.) cité par AWO (D.) Op. cit. p.19

⁷⁰ AWO (D.) Op. cit. p.19

⁷¹ Cette société est créée le 1^{er} août 1887 et installée au Dahomey en 1918

Leconte, les CROA, le CAC, le Swanzy, John Holt et John Walkden⁷². Il y a également la Compagnie française du coton colonial qui obtint le permis d'occuper la bordure du marché de Covè par l'arrêté 285 du 09 avril 1913. Par ailleurs, il y a les maisons de commerce comme Singgellos qui adressa une demande d'occupation au commandant de cercle en 1912 et Valla & Richard, G.B.Ollivant furent installées après dans le cercle⁷³. Ces sociétés achetaient dans le cercle/subdivision principalement les produits exportables comme les dérivés de palmier à huile, le coton, le ricin, le café, le cacao, l'arachide, le maïs. En contrepartie, elles fournissaient aux populations du cercle/subdivision les produits alimentaires (sel, farine de blé, riz, lait Nestlé, pilchard, sardine), des boissons (gin, alcool, whisky, cognac martel, limonade, vin, bière), des matériaux de construction (tôle, fer, pointes), les combustibles (pétrole, allumettes), les vestimentaires (tissus) et le tabac. La collecte des produits agricoles par les maisons commerciales s'effectue par l'intermédiaire des traitants.

3- Les Traitants

Les traitants sont des agents dociles très habiles dans l'exploitation des masses paysannes dahoméennes. Ils sont des intermédiaires ou facilitateurs (traducteurs) pour les maisons de commerce. Ce sont de véritables négociants. Certains sont des collecteurs de produits agricoles qui passaient de village en village. Dans le cercle de Zagnanado, ces négociants passaient également sur les marchés les moins importants tels que le marché d'Agony, de Dogba, Dovi, Ouinhi, de Zagnanado pour collecter les produits pour les maisons de commerce et pour les revendre aussi sur les plus importants marchés de Covè et de Dasso⁷⁴.

72 Rapport économique 1928

73 Correspondance en date du 7 août 1956 de B. JOURNU, Chef de subdivision de Zagnanado au Directeur de la Société Africaine d'Édition de publicité et de Ventes

74 Arrêté n° 1408 in J.O.D. 1926, p.11

Les infrastructures de transports ont facilité l'évacuation des produits agricoles et la liaison entre ces différents marchés.

4- Chemins de fer Abomey-Bohicon-Zagnanado (A.B.Z.)

Pour faciliter l'évacuation de l'intérieur du cercle vers le centre, des dessertes rurales et pistes ont été tracées pour relier d'une part plusieurs localités de Zagnanado entre elles et d'autre part Zagnanado à d'autres villes voisines comme Bohicon et Paouignan. A ces axes, vient s'ajouter le chemin de fer ABZ branché sur le central dahoméen (Cotonou-Savè puis Parakou) pour collecter les produits de palmier à huile du pays Agonly⁷⁵. En effet, l'extension du chemin de fer jusque dans le pays Agonly, comme dans la colonie, n'était pas pour améliorer le bien-être et les conditions de la population du cercle. Mais ce qui a poussé le colonisateur à étendre les rails dans la région, était surtout ses richesses naturelles notamment le palmier à huile. Il pourra y exploiter ses ressources pour les besoins de son commerce, de son industrie et pour les échanges commerciaux.

En effet l'idée de tracer la voie métrique jusqu'à Zagnanado, venait du rapport d'étude de terrain de l'Inspecteur général des Travaux publics, M. Fontanelles, du 22 décembre 1897. Ce rapport conclut à l'envoi d'une mission spéciale pour étudier le tracé d'une voie métrique d'Abomey-Calavi à Zaganado par Allada⁷⁶. Mais ce projet ne se réalisa pas à cause de la protestation des autochtones qui se sont opposés à l'octroi de 65000km² de terrain. Le 24 février 1899, une autre mission d'étude conduite par le commandant de Génie Guyon fut envoyée au Dahomey pour une reconnaissance d'un tracé de voie ferrée de Cotonou vers Carnotville par Zagnanado. Deux raisons justifiaient cette mission. Premièrement, Zagnanado est proche de la frontière Dahomey-Nigéria et est une région fertile et peuplée. Deuxièmement, la concurrence britannique car la

75 Sotindjo (D.S.) : Op. cit. p.15

76 Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer et des Transports : Op. Cit. p.8

Nigeria a déjà mis en place sa première ligne en 1898. De retour à Marseille le 14 septembre 1899, le commandant Guyon fut muni d'un projet qui fut adopté le 16 décembre de la même année. Le 20 mars 1900, par arrêté ministériel, le Service des Travaux de Chemins de Fer du Dahomey fut créé pour conduire les travaux. C'est ainsi qu'en 1926 la ligne Abomey-Bohicon-Zagnanado (ABZ) fut réalisée, d'un coût de 3 122 000 francs⁷⁷. Cette ligne de voie de 0,60 m fut réalisée sur une distance de 50,75 km. Elle fut ouverte à l'exploitation le 1^{er} mars 1927. L'objectif de cette entreprise était de drainer vers Bohicon, pour le Wharf de Cotonou, toutes les ressources du cercle qui intéressaient le colonisateur. Le tableau suivant renseigne sur la structure des exportations faites par le chemin de fer ABZ en quelques années :

Tableau N°11: Evolution des exportations(en tonnes) du cercle de Zagnanado assurées par l'ABZ de 1928 à 1931

PRODUITS	1928		1929		1930		1931		Total de 1928 à 1931	
	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
Amandes de palme	1174290	21	1991255	48,12	2802410	48	2355940	57	8323895	42,67
Huile de palme	212510	4	342374	8,27	758510	13	374890	9	1 688 284	8,65
Maïs	150300	3	1480	0,03	106980	2	13950	0	272710	1,40
Coton	218900	4	300528	7,26	140430	2	36610	1	696468	3,57
Pierre et sable	2306800	42	420000	10,15	789000	14	566910	14	4082710	20,92
Divers	1404660	26	1082255	26,15	1187830	21	773180	19	4447925	22,79
Total	5467460	100	4137892	100	5785160	100	4121480	100	19511992	100

Source: Nos calculs à partir des Archives Nationales de Paris, Section microfilm, 200MI 1729

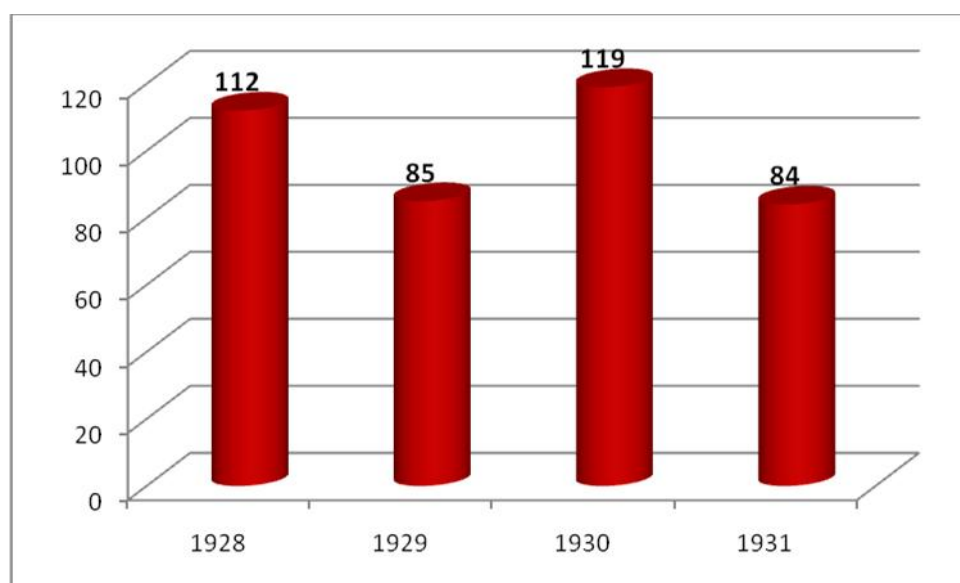
77 DESANTI (H.) cité par AWO (A.D.): Op.cit.p.211

Tableau N°12 : Evolution indiciaire du total des exportations du cercle de Zagnanado par ABZ de 1928 à 1931(1928-1931=100)

Années	1928	1929	1930	1931	Total général
Totaux	5467460	4137892	5785160	4121480	4877998
Indice	112	85	119	84	100

Source : Nos calculs à partir du tableau 11

Graphique 4 : Evolution indiciaire du total des exportations du cercle de Zagnanado par ABZ de 1928 à 1931



Source : Tableau n°12

L'analyse du tableau 11 nous montre la structure des produits exportés par ABZ du cercle de Zagnanado et leur importance de 1928 à 1931. En effet, de 1928 à 1931, les produits du palmier à huile ont occupé la première place dans les exportations par ABZ du cercle avec 52%, plus de la moitié du total, des exportations. Cette importance des produits de palmier à huile dans les exportations du cercle de Zagnanado par ABZ justifie la raison pour laquelle le colonisateur a étendu les rails jusque dans la région Agony ; ce qui prouve que cette région est productrice des dérivés du palmier à huile. Par ailleurs, nous observons une baisse générale des produits exportés à partir de 1930. Cette

baisse est due aux effets de la crise économique de 1929 qui ont commencé par se manifester au Dahomey à partir de 1930 (ce que montrent également le tableau 12 et le graphique 4). Il convient d'ajouter également que cette baisse (des dérivés du palmier à huile) pouvait se justifier, indépendamment des effets de la crise, par le manque de pluie (la sécheresse) quand on sait que sa production reste conditionnée essentiellement par la pluviométrie. Il faut un minimum de 1,50mm d'eau pour un bon rendement alors que la moyenne annuelle au Dahomey n'est que 1,20mm⁷⁸. Mais les exportations du cercle ne sont pas toutes faites par voie ferroviaire. Il y en a eu par voie fluviale et routière.

En effet, en 1929, 80 tonnes d'huile de palme et 250 tonnes d'amandes de palme ont transité par l'Ouémé vers Porto-Novo. Au 3^e trimestre de 1930, 601,669 tonnes d'amandes de palme et 71,788 kg pour l'huile de palme ont été exportées par voie fluviale sur Porto-Novo. Au 4^e trimestre de 1934 et au 3^e trimestre de 1935, des quantités de produits agricoles furent exportées par pirogue vers Porto-Novo provenant notamment du canton de Sagon⁷⁹. D'autres quantités d'amandes de palme, de ricin, de coton, de café, d'arachides et divers furent acheminées par camion sur Bohicon. Ce trafic fluvial et routier (non négligeable) assurait en plus du trafic ferroviaire pour le cercle à l'instar des maisons de commerce, la fourniture en produits importés comme le montre le tableau suivant.

78 DESANTI (H.) cité par AWO (A.D.): Op.cit.p.150

79 Rapports économiques trimestriels de 1934 et de 1935

Tableau N°13: Produits importés par ABZ pour le cercle de Zagnanado de 1928 à 1931(en tonnes)

Produits	1928		1929		1930		1931		Total de 1928 à 1931	
	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
Alcool	33850	6	44164	5,57	17910	2,9	4200	1	100124	4,2
Sel	250430	45	281779	35,6	281890	45,6	166170	43	980269	41,5
Tabac	100410	18	111975	14	49890	8	37730	10	300005	12,5
Pétrole	88360	15	241335	30,5	158080	25,6	93870	24	581645	25
Limonade- Vin- Bière	31800	5	60849	7,67	55070	8,9	45530	12	193249	8,2
Allumettes- tissus	59050	10	52354	6,6	54720	8,9	37120	10	203244	8,6
Total	555800	100	792456	100	617560	100	384620	100	2350436	100

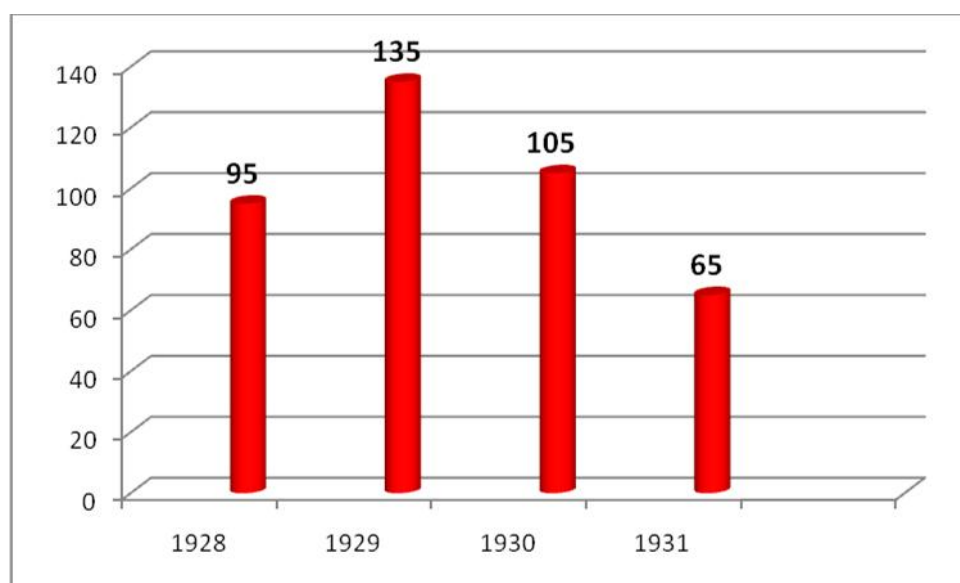
Source : Nos calculs à partir d'Archives Nationales de Paris, Section microfilm, 200MI 1729

Tableau N°14 : Evolution annuelle de l'indice des importations par ABZ pour le cercle de Zagnanado de 1928 à 1931(1928-1931=100)

Années	1928	1929	1930	1931	Moyenne 1928-1931
Totaux	555800	792456	617560	384620	587609
Indices	95	135	105	65	100

Source : Nos calculs à partir du tableau 13

Graphique 5 : Evolution indiciaire annuelle des importations par ABZ pour le cercle de Zagnanado de 1928 à 1931



Source : Tableau n°14

De l'analyse de ce tableau, nous retenons deux remarques : d'abord, de 1928 à 1931, le sel occupe la première place (41,7%) dans les produits importés transportés par l'ABZ dans le cercle de Zagnanado. Il est suivi par le pétrole (24,7%) et le tabac (12,7%). Le sel est un aliment de première nécessité dans la préparation du repas pour la saveur qu'elle apporte. Le pétrole n'est pas moins important puisqu'il permet de faire le feu de cuisson et sert également dans l'éclairage de la maison dans la nuit. Ensuite, nous observons une baisse dans le transport vers le cercle de ces produits importés à partir de 1929 à 1930 sauf pour le pétrole qui n'a connu une baisse qu'en 1931. Cette baisse du tonnage des importations en 1931 s'explique par les effets de la crise économique de 1929 qui a réduit le pouvoir d'achat des colonisés. Par conséquent, on note une diminution dans le tonnage des importations ; ce que montrent également le tableau 14 et le graphique 5.

DEUXIEME PARTIE

**NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE
COLONIALE ET SON APPLICATION A
ZAGNANADO (1946-1960)**

CHAPITRE IV : Plans FIDES et leur application à Zagnanado

La France est sortie profondément meurtrie de la seconde guerre mondiale avec une économie complètement ruinée. En effet, quand la guerre prend fin en Europe le 8 mai 1945, tous les pays d'Europe continentale qui ont pris part au conflit ont connu d'importantes pertes en vies humaines et d'énormes dégâts matériels ; la France peut-être plus que les autres pays occidentaux. Sa situation démographique, déjà précaire en 1939, s'est aggravée: plus de 600000 Français, civils et militaires, sont morts (c'est plus que la somme des pertes militaires et civiles britanniques et américaines); et la guerre a privé la France de quelque 2 millions de naissances. Ports détruits, voies ferrées quasi anéanties, flotte commerciale disparue aux deux tiers, 3 millions d'immeubles détruits ou endommagés. La reconstruction de 9300 ponts, au rythme moyen de 3 par jour, va demander près de 10 ans. Enfin la France a été vidée de sa substance par les prélèvements allemands dont le montant est évalué à 1 500 milliards de francs de 1939. Il était donc important de remettre ou de rétablir les circuits de l'économie française. Ce redressement économique passe par celui des colonies de la métropole, principales sources d'approvisionnement et véritables marchés de consommation de ses produits manufacturés. De ce fait, le 30 avril 1946, la métropole, qui de 1894 à 1945 a très peu investi directement dans ses colonies en application de la loi de finances du 13 avril 1900 qui prescrit l'autofinancement des colonies, vota une nouvelle loi de finances⁸⁰ qui l'autorisa à intervenir directement dans le financement de l'équipement et de la modernisation de ses colonies. De nouvelles institutions financières ont ainsi vu le jour pour encourager, dit-on, le développement économique des colonies : le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES), la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (CCFOM) et le Fonds

⁸⁰ Sotindjo cité par D. AWO dans Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey-Bénin : (1946-1975), mémoire de maîtrise d'histoire. FLASH (UAC) 2003, p.3.

d'Équipement Rural pour le Développement Économique et Social (FERDES) pour servir d'appui à l'application de la nouvelle politique économique. Dans le cadre de notre travail, nous nous intéressons surtout au plan Fides pour connaître ses domaines d'intervention, sa mise en œuvre à Zagnanado et ses résultats mais nous parlerons aussi du FERDES qui, dans la localité, a joué un rôle non négligeable dans le développement économique et social.

A- Présentation du plan décennal: 1947-1957

Les raisons politiques de l'apparition du plan Fides et autres sont largement développées par Dieudonné AWO dans *Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey-Bénin : (1946-1975)*, mémoire de maîtrise d'histoire soutenu à la FLASH (UAC) en 2003. C'est pourquoi nous nous contentons ici de présenter le contexte dahoméen dans lequel intervient ce plan et ses grands domaines d'actions.

La colonie du Dahomey est une colonie d'exploitation. De ce fait, elle abrite une économie dominée caractérisée par un secteur primaire prépondérant, un secteur secondaire inexistant et un secteur tertiaire très fragile. Le plan Fides intervient dans un contexte où l'économie de la colonie était dans un état de déclin au lendemain de la deuxième Guerre mondiale. Cet état de l'économie coloniale inquiétait la métropole, puisque son économie à elle en dépendait vu que c'était l'une de ses sources d'approvisionnement en matières premières (TAHO, 2012 : 9). L'agriculture coloniale était en souffrance puisque la colonie, comme toutes les autres colonies françaises, a participé à la seconde guerre mondiale en fournissant des bras valides qui ont combattu aux côtés de la France sur les différents champs de bataille.

En effet, du déclenchement de la guerre à l'armistice de juin 1940, la colonie avait fait un recrutement intensif de 12088 personnes dont 6510 furent envoyées vers l'extérieur⁸¹.

⁸¹ LISBOA (P.), L'effort militaire du Dahomey pendant la seconde guerre mondiale, mémoire de maîtrise d'Histoire, UNB, Ecole Normale Supérieure, 1980, p.43

Pour la période de 1941 à-1942, le Dahomey fournit un effectif global de 2211 jeunes en renforcement au potentiel humain de la fédération ouest-africaine⁸². De 1943 à 1944, 2075 dahoméens avaient été enrôlés⁸³.

Selon Lisboa, pour toute la période de la guerre, le cercle d'Abomey contribua pour 632 personnes dans l'effectif fourni par la colonie. Même si nous ne disposons pas de données sur toute la période en question, nous savons tout de même l'effort de guerre militaire fourni par la subdivision de Zagnanado.

En 1938, il y avait eu pour le recrutement à Zagnanado 10 engagés, 9 appelés, 235 ajournés, 347 classés en 2^e portion et 175 exempts. A Kétou, 1 engagé, 5 appelés, 68 ajournés, 93 classés en 2^e portion, 55 exempts et 88 bons absents⁸⁴. En 1940, il y avait eu à Kétou 10 appelés, 46 ajournés, 24 classés en 2^e portion, 26 exempts et 133 bons absents⁸⁵. Deux ans plus tard, 50 personnes furent encore incorporées dont deux de Kétou⁸⁶. En 1944, 25 personnes ont été incorporées dont 1 engagée.

La conséquence sur le plan agricole de cet état de chose est la diminution drastique de mains d'œuvre agricole qui entraîne une baisse de la production agricole. Le peu qui était produit devait servir de provisions pour les troupes militaires sur différents fronts de guerre pendant toute la période du conflit. Ainsi la colonie du Dahomey fournit 90 800 tonnes de denrées toutes catégories confondues. De cet effort de guerre, la subdivision de Zagnanado, pour le compte de 1946, avait fourni 850 tonnes de palmistes, 450 tonnes d'arachides (sur 75 tonnes prévues), 10 tonnes de ricin et 14 tonnes de karité (sur 10 tonnes prévues)⁸⁷. Dans le cadre des souscriptions financières, la part de la subdivision s'élevait à 165 690F⁸⁸ en 1943. L'agriculture coloniale méritait d'être assistée

⁸² Idem, p.56

⁸³ Idem, p.62

⁸⁴ Archives Zagnanado : Rapport politique 1938, pp. 1-2

⁸⁵ Archives Zagnanado : Rapport politique 1940, 1^{er} trimestre pp. 1-2

⁸⁶ Archives Zagnanado : Rapport politique 1942, p.2

⁸⁷ Archives Zagnanado : Revue des événements trimestriels 4^e trimestre 1946, 4p.

⁸⁸ Archives Zagnanado : Rapports sur la situation politique d'ensemble, novembre 1943, 8p.

pour continuer à ravitailler les industries métropolitaines et fournir du pouvoir d'achat à l'indigène pour payer l'impôt et acheter les produits importés.

L'agriculture étant l'activité nourricière de l'économie coloniale, son état affecte tous ses autres secteurs.

Le secteur industriel ne disposant pas d'équipements n'offrait au marché que des produits artisanaux. La seule énergie utilisée pour la transformation des produits issus de l'agriculture était l'énergie musculaire. C'est en 1939 qu'en renfort à l'énergie musculaire, l'on pouvait dénombrer sur tout le territoire colonial 86 motos concasseurs pour les palmistes ; 14 pressoirs à mains ; 5 moto-presses ; 3 décortiqueuses à café ; plusieurs décortiqueuses d'arachides, quelques râpeuses de manioc et de nombreux moulins à maïs (TAHO ; 2012 : 12) pour rendre moins pénible un travail qui demande toujours de l'effort musculaire. Signalons que déjà en 1931-1932 dans la subdivision de Zagnanado, on pouvait compter 11 pressoirs ; 3 moulins ; 5 concasseurs ; 1 moto concasseur. Il ressort de ce fait que l'industrie coloniale était encore artisanale sur tout le territoire colonial. Une modernisation du secteur s'impose.

Par ailleurs, le secteur tertiaire est fragile avec des infrastructures de transport désuètes. Les réseaux routier, ferroviaire et portuaire qui constituent les principaux vecteurs qui conditionnent le développement du secteur commercial ont tous été abandonnés pendant la période de la guerre mondiale. Leur état de dégradation avancée mérite donc une attention qu'a apportée le Fonds d'Investissement et de Développement Economique et Social (FIDES).

Le FIDES fut institué par la loi de finances du 30 avril 1946. Le 3 juin 1946, un nouveau décret le réorganisa et fixa les normes de son financement⁸⁹ et définit sa nomenclature. Deux sections précisaient les domaines d'intervention du plan: une section générale et une section Outre-Mer.

⁸⁹ D. AWO op. cit. p.39

La section dite générale est alimentée à 90% par le budget de la Métropole et les 10% restants sont financés par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer qui est le second pilier de la nouvelle politique de financement. Elle est créée en 1944 en remplacement de la Caisse centrale libre⁹⁰. Cette section générale s'occupe des structures de recherche spécialisées, des sociétés d'Etat ou d'économie mixte dont les actions intéressent le développement de l'empire colonial français.

La section Outre-Mer, restructurée en section commune pour la fédération et territoriale pour chaque colonie, en 1955, fut alimentée, d'abord, dans une proportion de 55% par le trésor français, ensuite à 75% à partir de 1954 et enfin à 100% pour la production et les équipements sociaux⁹¹. La quote-part des territoires concernés évolua de façon régressive au cours de la période 1948-1961 passant de 45% à 25% puis à 15,6%⁹².

Le 11 décembre 1951 un décret remplaça le plan décennal initialement prévu par deux plans quadriennaux : 1948-1952 puis 1953-1957. Le troisième plan FIDES 1957-1961 s'est mué en plan du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) à partir de la date de proclamation de la République du Dahomey, le 4 décembre 1958. En effet, c'est à l'issue du référendum gaulliste du 28 septembre 1958 que le FIDES prit le nom du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) et que la CCFOM devint la Caisse Centrale de Coopération économique respectivement en 1959 et 1958⁹³.

Pour les deux premiers plans FIDES (1948-1952 et 1953-1957), la colonie du Dahomey a bénéficié de 9 915,6 millions de francs CFA investis, toutes sections confondues⁹⁴. Plusieurs structures créées ou restructurées ont assuré sa mise en application.

⁹⁰ Sotindjo, (S. D.) Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985), thèse unique de doctorat d'Histoire, Paris VII, 1995, pp..51-53

⁹¹ Sotindjo, (S. D.) op. cit.p.52

⁹² Sotindjo, (S. D.) op. cit.p.52

⁹³ Sotindjo, (S. D.) op. cit.p.55

⁹⁴ Sotindjo, (S. D.) Op. Cit.p.53

B- Application locale du plan

La loi N° 47-860 du 30 avril 1946 relative à la création des sociétés d'Etat ou d'économie mixte permet la restructuration ou la naissance de nombreuses structures dans la colonie du Dahomey pour le développement agricole. Il s'agit des organismes spécialisés dans les recherches tels que l'Institut de Recherche sur les Huiles et Oléagineux (IRHO), l'Institut des Fruits et Agrumes Commerciaux (IFAC), la Compagnie Française pour le Développement de Fibres et Textiles (CFDT), l'Institut de Recherche sur le Coton et les Textiles (IRCT), la Société d'Aide Technique et de Coopération (SATEC) et le Bureau pour le Développement de la Production Agricole (BDPA). Pour leur assistance technique, l'Office de Recherche Scientifique des territoires d'Outre-Mer (ORSTOM) fut créé.

Les différentes interventions du FIDES ont porté sur trois principaux domaines. Il s'agit : du secteur agro-industriel, des infrastructures de transport et des équipements sociaux. La consommation en investissements cumulés par domaine pour les deux premiers plans se présente comme le montre le tableau suivant :

Tableau N°15: Répartition des investissements du FIDES dans ses domaines privilégiés (en milliards de FCFA en %)

Secteurs	Agro-industrie	Infrastructures de transports	Equipements sociaux	Total
Investissements cumulés	2,1	4,3	2,6	8,9
%	23	48	29	100

Source: A.S. TAHO, op. cit. p.14

Il ressort de la lecture du tableau que les infrastructures de transports ont consommé, à elles seules, près de la moitié (48%) de tout l'investissement alors

que l'agro-industrie, secteur qui devait apporter plus de valeur ajoutée afin d'impulser un réel développement (mais la production est plus végétale), n'a reçu que moins du quart (23%) des investissements loin derrière les équipements sociaux (construction de centre de santé, d'écoles, etc.) (29%). Quels résultats a-t-on obtenu pour des investissements de capitaux effectués à Zagnanado ?

C- Plan- FIDES, pour quels résultats à Zagnanado?

Les interventions du Fides pour les deux premiers plans (1948-1952 ; 1953-1957) sont réparties dans les domaines agro-industriel, infrastructurel de transport et dans les équipements sociaux. Dans ces différents domaines, nous essayerons de montrer ce qui a été fait dans la subdivision de Zagnanado et les résultats obtenus.

1- Dans le domaine agro-industriel

Dans la subdivision de Zagnanado, les structures techniques telles que la SIP, la SOPA, le SRP et l'IRHO sont les acteurs intervenant dans le développement de l'agriculture soit pour la distribution des plants de cultures soit pour la commercialisation des produits agricoles. En appui à ces structures, il y avait des coopératives telles que la Coopérative des Cultivateurs et Eleveurs de Zagnanado créée en 1946⁹⁵, la Coopérative de la population non productrice de la Subdivision de Zagnanado créée en 1948⁹⁶ et la Coopérative du Syndicat des Cultivateurs et Eleveurs de Zagnanado⁹⁷ qui interviennent dans la production et la commercialisation des produits. En effet le tableau suivant renseigne sur les superficies de culturesensemencées (en Ha).

⁹⁵ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1958

⁹⁶ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1949

⁹⁷ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1949

Tableau N° 16 : Superficie de cultures ensemencées de 1946 à 1957 (en ha)

Cultures	1946	1947	1948	<u>1949</u>	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	Totaux
Maïs	1450	1079	1095	538	787	1137	550	1150	1225	-	1680	1750	12 441
Manioc	2200	1457	1486	1182	1390	2497	1221	2510	2835	-	3500	7700	27 978
Patate	375	212	262	150	187	172	130	260	223	-	220	250	2 441
Igname	415	146	147	139	114	80	40	49	45	-	75	-	1 250
Haricot	800	579	467	262	364	616	245	585	3275	-	600	650	8 443
Mil	95	110	96	108	127	26	-	-	-	-	-	-	562
Sorgho	-	-	-	-	-	30	-	-	-	-	-	-	30
Total cultures vivrières													53 143
Ricin	250	-	-	-	-	-	-	-	2,75	-	-	-	252,75
Arachide	4200	5690	4807	2993	4306	5052	-	-	-	-	3250	10000	40 298
Coton	650	10	192	34	10	13,25							909,25
Soja	-	2,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,1
Tabac	175	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	175
Total cultures de rente													41 637,1
Total superficie													94 782,1

Sources : Archives de Zagnanado, Rapports économiques 1953, Rapports économiques 1954, Rapports économiques 1956-1957.

Par ailleurs, plusieurs plants de cultures ont été distribués. En effet, en 1953, 670 plants de caféiers, 4 000 plants de palmiers sélectionnés (17 000 plants prévus pour 1954) ont été distribués. En 1956, 5 405 plants de palmiers sélectionnés, 5 238 plants de cacaoyers, 9 568 plants de caféiers furent distribués. En 1957, 4 240 plants de cacaoyer sont distribués pour son développement dans les cantons de Covè et Banamè, 3 270 plants de palmiers sélectionnés, 14 505 plants de caféiers de 1953 à 1957, 730 plants d'orangers, 127 plants de kolatiers, 120 mandariniers, 3 645 plants de tecks et 25 caïlcédrats, 600 000 plants de tabac. La Subdivision était également productrice des cultures maraîchères comme les légumes, tomates, gombo et du piment⁹⁸. La S.I.P. a mis en place des plantations de bananes, d'ananas, de teck et d'agrumes. Ainsi, sur financement du Fides 1959-1960, une teckeraie collective de 20ha fut créée par des mutuelles. De plus, 10ha furent faits par la mutuelle de Don et les mutuelles de Hounso, de Gounli, de Naogon et de Doga ont fait chacune 5ha.

L'analyse du tableau N°16 des superficies et des données qui l'ont suivie nous inspire deux remarques fondamentales. D'une part, il nous montre la structure des produits cultivés dans la subdivision de Zagnanado. Cette structure permet de voir que, tout comme au niveau de la colonie, les efforts de la subdivision dans le domaine agricole furent concentrés sur la culture des produits tropicaux d'exportation dont a besoin la métropole. Ainsi, de 1946 à 1957, 94782,1 ha de ces produits furent cultivés dans la subdivision et 29675 plants de palmiers, 24743 plants de caféiers, 9478 plants de cacaoyers, 600000 plants de tabac, etc. furent distribués. Dans le cadre de « Action Café » lancée pour le développement du café dans la subdivision, de 1957 à 1958, 5000 caféiers ont été distribués par la pépinière de Toué. Cette action coûta pour le Fides 335 400 f investis dans l'entretien des pépinières et des équipes de soutien

⁹⁸ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1957

pour la période de juillet 1958 à juin 1959⁹⁹. D'autre part, les cultures telles que l'arachide, le manioc, le maïs et le haricot ont occupé plus de superficie dans l'ensemencement avec respectivement 40 298 ha, 27 978 ha, 12 441 ha et 8 443 ha. Ces produits constituent des produits de grande consommation pour la population et occupent une place de premier choix dans la production de la subdivision¹⁰⁰. Par ailleurs, l'intensification de ces cultures en plus de celle du palmier à huile¹⁰¹ ont servi à la liquidation des séquelles de l'effort de guerre en matière de production ; ce qui justifie aussi leur apparition dans la structure des exportations de la subdivision.

Au total, pour l'aménagement de la palmeraie, de 1950 à 1958, 6 252 345f¹⁰² ont été investis dans la subdivision. L'agriculture, consomma de 1956 à 1957, 3 540 000f¹⁰³.

En 1959-1960, le Fides investit 2 536 000f cfa pour les activités telles que la construction d'un magasin de stockage à Covè (600 000f cfa), l'accroissement de la production de tabac (936 000fcfa), l'aide aux mutuelles de village (600 000fcfa) et à la production du cacao (400 000fcfa). Dans la subdivision, les activités halieutiques sont développées dans les régions de Pouto, Arhlan, Sagon et Dasso¹⁰⁴. Cette activité reste une spécialité des populations riveraines des fleuves, lacs et îles de la subdivision.

Sur le plan industriel, avant les investissements Fides, la subdivision de Zagnanado comptait 11 pressoirs; 3 moulins ; 5 concasseurs ; 1 moto-concasseurs. La subdivision de zagnanado fait figure de parent pauvre en investissement du Fides dans le domaine industriel mais elle bénéficiait des actions de l'huilerie de Bohicon créée en novembre 1953 et qui servait tout le cercle d'Abomey. A la récolte, des camions de l'usine collectaient dans la

⁹⁹ Archives de Zagnanado, 1958

¹⁰⁰ Rapports économiques 1933, 1947,1948 et 1949

¹⁰¹ Nous n'avons pas pu retrouver dans les archives dépouillées des renseignements sur la superficie cultivée en palmier à huile.

¹⁰² Archives de Zagnanado

¹⁰³ Archives de Zagnanado

¹⁰⁴ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1957

subdivision des régimes¹⁰⁵ de palme. Et pour mieux faire la collecte des régimes, elle investit dans la réfection des pistes de palmeraie¹⁰⁶. En 1957, fut installée une presse COLIN à la plantation de la mission catholique à Zagnanado en attendant la construction d'un poste de stérilisation à Covè pour pallier les difficultés d'écoulement des produits du palmier à huile par la population. C'est au 3è plan Fides que furent prévus sur financement Fides l'achat d'une décortiqueuse d'arachide, d'une Tamatave pour le café et de trois concasseurs de palmistes.

2- Dans le domaine des infrastructures de transport et de la circulation des hommes et des biens

Les investissements du Fides dans ce domaine ont concerné la construction de routes, de pistes, de ponceaux, de ponts et leur entretien. Le tableau suivant renseigne sur la nature des activités effectuées dans le domaine.

Tableau N° 17: Investissements hybrides par types de travaux

Nature de l'activité	Années	Coût¹⁰⁷ en F.CFA
Entretien tronçon Zou-Zagnanado, Covè-Dovi-Dovè, Naogon-Zagnanado, Covè-Banamè, Zagnanado-Agony, Zagnanado-Arhlan	1 ^{er} trimestre 1947	169 082
Entretien route, pistes, ponceaux	1 ^{er} trimestre 1948	301 400
Entretien route, pistes, ponts, ponceaux	1949	259 567
Construction route Gbatèzounmè-Paouingnan	1949	-
Entretien route Zou-Zagnanado Réfection pont sur l'Ouémé, entretien routes, pistes, ponceaux, digues	2è semestre 1949	234 244
Achèvement route Dovi-Dovè-	1958	-

¹⁰⁵ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1954

¹⁰⁶ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1954

¹⁰⁷ Les fonds investis dans ces activités sont une conjugaison de crédits Fides, de la taxe du cercle et de crédit à l'entretien des routes d'intérêt Général (RIG)

Sagon		
Entretien des routes d'Intérêt général (RIG) de la subdivision	1953	165 300
Construction de deux (2) ponts sur la route Covè-Banamè	1954	-
Aménagement de la route Dovi-Sagon	1953	-
Aménagement d'une place publique destinée à recevoir un monument aux morts	Fin juillet 1952	-
Entretien route Zou-Arhlan	1954	*
Entretien route locale Zagnanado-Naogon-Covè	1954	*
Entretien route locale Covè-Assiangbomè	1954	*
Réfection d'un pont sur tronçon Covè-Assiangbomè	1954	-
Entretien route locale Zagnanado-Banamè	1954	*
Réfection deux ponts sur tronçon Zagnanado-Banamè	1954	-
Entretien route locale Covè-Dovi-Dovè	1954	*
Entretien route locale Zagnanado-Dovi-Dovè	1954	*
Entretien des passages dans les agglomérations de Covè, Dovi-Dovè et Doga	1954	*
Réfection deux ponts (pont n°3, entre Dovi-Sagon et le pont n°4, entre Agony-Arhlan)	1954	*

Source: Archives de Zagnanado

Ces activités sont financées par la triple contribution des crédits d'entretien de la RIG, de la taxe du cercle exercice 53-54 et du crédit spécial à la réfection de certains ponts¹⁰⁸.

Il ressort de l'analyse de ce tableau que les efforts d'investissement du Fides et même ceux provenant de la taxe du cercle et du crédit spécial ont surtout servi à l'entretien et à la réfection des routes, pistes, ponceaux et ponts. L'entretien de

¹⁰⁸ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1954

ces infrastructures est indispensable pour l'usine de Bohicon qui, pour faciliter la collecte des régimes¹⁰⁹ de palme par ses camions, n'a pas ménagé ses efforts pour investir dans l'aménagement des pistes de desserte des palmeraies¹¹⁰. C'est également et surtout indispensable pour faciliter l'évacuation des produits de rente de l'intérieur vers les centres commerciaux et fournir aux industries métropolitaines les matières premières nécessaires. Dans ce cadre, les tonnages suivants ont été transportés.

¹⁰⁹ Archives de Zagnanado : Rapport politique 1957

¹¹⁰ Archives de Zagnanado : Rapport économique 1954, 1955 et 1956

Tableau N° 18: Volume et prix de la tonne des produits commercialisés au cours du 1^{er} semestre des années 1950 (en tonnes et en Fcfa)

Produits	1952		1953		1954		1955		1956	
	Tonnage	Prix unitaire	Tonnage	Prix unitaire	Tonnage	Prix unitaire	Tonnage	Prix unitaire	Tonnage	Prix unitaire
Palmiste	905	13020	1100	20790	1052	19500	696782	15300	1238452	15200
Huile de palme	13,8		144		152		51743		59449	
		20415		25020		23830		24750		25400
Arachide en coque	25,5		16		51		73554		64364	
		15080		16600		18260		15240		18600
Arachide décortiquée	213		202		434		895029		549040	
		24360		26820		29750		28060		27850

Source : Nos calculs à partir d'Archives de Zagnanado (AZ), Rapports économiques 1952 et 1956

L'analyse du tableau 18 nous inspire quelques remarques. D'abord, parmi les produits commercialisés, les palmistes, suivies de l'arachide décortiquée sont les plus vendues de 1952 à 1956. Ensuite, de façon générale, le tonnage des produits commercialisés a évolué de façon croissante de 1952 à 1956. Enfin, à partir de 1955, une croissance spectaculaire du tonnage commercialisé est remarquée au niveau de tous les produits. En effet, en 1952 prit fin le premier plan Fides et l'année 1953 correspondit à la mise en œuvre du deuxième plan Fides qui accorda plus d'attention au secteur de l'agriculture en injectant 35,70% des crédits soit 1612 millions contre 793,3 millions¹¹¹ pour le premier. Le faible volume du tonnage de l'huile de palme pourrait être dû au fait que les transactions sur l'huile se font sur les marchés indigènes non contrôlés et se passent souvent dans les villages. La plus grande partie de l'huile produite à Zagnanado se vendait à Kétou, Paouignan et Dasso¹¹². A ces raisons s'ajoute le volume d'huile collecté par l'usine de Bohicon. Par ailleurs, il est à noter que l'huile de palme est une denrée de première nécessité dans les habitudes alimentaires des populations de la subdivision ; donc toute la production n'était pas destinée à la commercialisation. Enfin, les produits qui n'intéressaient pas le colonisateur, sont laissés pour compte et ne bénéficièrent que de faibles investissements de la part du Fides.

Qu'en est-il du chemin de fer Abomey-Bohicon-Zagnanado (ABZ) ?

Le chemin de fer ABZ mis en service le 1^{er} mars 1927, a été très utile non seulement pour le transport des marchandises mais également pour le transport des voyageurs. En effet, en 1929, l'ABZ a transporté 41086 passagers et 6800 tonnes de fret¹¹³. Mais ce chiffre de passagers transportés par l'ABZ n'est pas tout à fait juste comme le montre le tableau suivant.

¹¹¹ AWO (D.) : *Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey-Bénin : (1946-1975), mémoire de maîtrise d'histoire. FLASH (UAC) 2003*

¹¹² Archives de Zagnanado : Rapport économique 1953

¹¹³ Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer et des Transports : Historique de l'OCBN, 24p.

Tableau N° 19: Evolution indiciaire du nombre de voyageurs transportés par le train ABZ de 1928 à 1931(1928-1931= 100)

Années	1928	1929	1930	1931
	Voyageurs	Voyageurs	Voyageurs	Voyageurs
Nombre de voyageurs	54716	41095	43603	25220
Indices	133	100	106	61

Source : Nos calculs à partir d'Archives Nationales de Paris, Section microfilm, 200MI 1729

L'analyse de ce tableau nous indique que de 1928 à 1931, 164634 voyageurs ont emprunté les trains de l'ABZ. Par ailleurs, nous observons une baisse sensible du nombre de voyageurs à partir de 1929 à part la faible remontée de 1930. L'indice de 133 en 1928 descend à 61 en 1931. Cet état de chose se justifie par la crise économique de 1929 dont les effets n'ont pas épargné le Dahomey et la Subdivision de Zagnanado. Il fallait attendre les années 1934-35 pour une sortie de crise remise en cause par le déclenchement de la deuxième guerre mondiale le 1^{er} septembre 1939. Les activités du réseau devenant moins régulières, le réseau a fini par disparaître surtout après la deuxième guerre mondiale. En effet, au lendemain de la guerre, les difficultés de gestion et le manque d'investissements au cours de cette période ont entraîné une dégradation des infrastructures et du matériel roulant. Cette situation se trouve aggravée par la grève des employés des chemins de fer de 1947 qui devint générale à partir du 10 octobre 1947. Au Dahomey, cette grève, a commencé le 11 octobre 1947¹¹⁴. Dans la subdivision de Zagnanado, cette grève passe inaperçue pour les paysans mais pour les quelques voyageurs, elle devint inquiétante puisque ceux qui avaient des besoins urgents pour se rendre à Bohicon et Cotonou n'ont pas trouvé de moyen de transport. Même les camions

¹¹⁴ Archives de Zagnanado : Rapport succinct d'octobre 1947

de l'ABZ, entre temps mis à la disposition des voyageurs pour assurer la liaison entre Bohicon-Covè et Agony, ont également arrêté de fonctionner. Le chef de subdivision M. Jean PIRRUCCI, inquiet de la situation, s'est adressé dans un rapport succinct envoyé à son supérieur en ces termes : «Il faut espérer que cet arrêt n'est que momentané et que la liaison entre Bohicon-Covè et Agony par camion de l'ABZ reprendra bientôt. Les passagers n'ont pas compris cet arrêt momentané des transports publics, et ils se demandaient avec anxiété si l'ABZ allait continuer à assurer le transport par camion de Covè à Bohicon et de Covè à Agony ». La suite est que les rails de l'ABZ furent démontés certainement en 1946-1947 où furent abandonnées toutes les lignes secondaires à cause de la baisse du trafic et de la concurrence routière¹¹⁵.

Des efforts d'investissement furent également faits dans le domaine social.

3- Dans le domaine social

Dans ce domaine, les efforts furent faits dans la santé et l'enseignement. Le dispositif médical mis en place était non seulement pour lutter contre des maladies endémiques qui sévissaient au sein des populations, mais aussi pour faciliter les naissances dans la subdivision. En 1956, ce dispositif est constitué d'un centre médical avec une maternité à Covè et logement, d'un dispensaire avec une maternité à Agonlin-Houégbo, d'un dispensaire et logement à Sagon et d'un dispensaire et logement à Dasso (construit par les populations).

Dans le secteur de l'enseignement, les financements du Fides ont servi à la construction de nombreuses salles de classe dans les écoles de la subdivision et des logements pour les fonctionnaires. Ainsi, en 1956, plusieurs écoles furent construites. Il s'agit d'une école à 9 classes à Covè, une école à 3 classes à Dasso, une école à 2 classes à Agonlin-Houégbo, une école à 2 classes à Dovi-

¹¹⁵ Organisation Commune Bénin-Niger des Chemins de Fer et des Transports : Historique de l'OCBN, 24p.

Dovè construites par les populations, une école à 1 classe à Sagon construite par les populations et une école à 1 classe à Banamè.

En 1957, six classes furent construites par le Fides d'un montant total de 2 175 000f cfa, une classe de plus a été construite à Dovi-Dovè d'un coût global de 600 000fcfa. Les efforts dans la construction de logement aux fonctionnaires ont permis d'avoir des logements pour les Directeurs des écoles de Agonlin-Houégbo, de Banamè, de Covè, de Dasso, de Dovi-Dovè et de Sagon. Au total, les investissements Fides dans la subdivision auraient coûté 15 438 745fcfa. Mais parallèlement à ces investissements Fides, le Fonds d'Equipement rural pour le Développement économique et social (FERDES) fut créé par la métropole en 1949. Qu'en est-il de ses actions dans la subdivision de Zagnanado?

CHAPITRE V: Plan -FERDES dans la Subdivision de Zagnanado

A- Présentation du plan

Le Ferdes est une création de la métropole pour ses blocs. C'est donc une particularité régionale qui, pour le compte de l'Afrique Occidentale Française (AOF) naissait le 25 mars 1949 à Dakar. Sa mission consiste à construire des infrastructures routières (ponts, barrages, pistes de dessertes rurales), des marchés, des greniers de conservation des récoltes, faire des aménagements fonciers, etc. dans les colonies. Au même titre que le Fides, le Ferdes œuvre pour le développement économique et social de la colonie à la seule différence qu'il est financé sur la base des contributions budgétaires et des prestations de service de ses membres. Ainsi, de 1949 à 1957, le Ferdes injecta dans toutes les colonies de l'AOF un montant total de 4,5 milliards qui représente une part des 8,51% furent investis au Dahomey colonial par les deux institutions soit un total de 9915,6 millions de FCFA¹¹⁶. Comment est-il mis en œuvre à Zagnanado ?

B- Mise en œuvre locale

Dans la subdivision, les actions du Ferdes ont porté sur la construction et l'entretien des routes et pistes, des marchés, des puits et même des constructions d'écoles. Parfois, il conjugue ses efforts avec ceux du Fides pour venir à bout de sa mission. Au total, le Ferdes avait investi plus de 9 270 000fcfa dans la subdivision de Zagnanado. Et quels furent les résultats locaux obtenus?

Résultats locaux

Plusieurs réalisations sont à l'actif de Ferdes dans la subdivision de Zagnanado. En effet, les investissements Ferdes dans la subdivision ont permis la construction de deux écoles de six classes à Covè sur la demande du Rvd Père

¹¹⁶ SOTINDJO (D. S.), Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985), thèse unique de doctorat d'histoire, Paris VII, 1995, p.55

HOUNGBEDJI en 1954. Au cours de la même année, il y a eu l'achèvement d'un puits mis en sommeil depuis 1952 à Dasso, la construction de deux ponts sur la route Covè-Banamè, la construction de la route Gbatèzounmè-Kaogo (vers Paouignan). En 1956, il y a eu la construction du marché de Covè, l'aménagement de la route Dovi-Dovè-Sagon démarrée depuis 1952.

CHAPITRE VI : Mutations sociales et actions politiques

A- Désorganisation des structures sociales traditionnelles et apparition de nouvelles classes

A l'instar des sociétés africaines, le Dahomey a une civilisation caractérisée par l'importance des liens de parenté et la vie communautaire d'une part et une « économie de subsistance ouverte » d'autre part. Le contact avec les Européens par la colonisation a bouleversé la société dahoméenne à la suite de l'extension des rapports marchands en son sein due au triomphe du capitalisme colonial sur les autres formes de productions.

1- Désorganisation des structures sociales traditionnelles

Comme l'a dit ADIKO ASSOÏ dans **L'Histoire des Peuples Noirs**, le développement de la nouvelle société africaine est issu de la commercialisation des produits africains. C'est une société née de l'argent et déjà se posait le problème de son harmonisation avec l'ancienne société traditionnelle. Cette introduction de l'argent dans les sociétés africaines a contribué à la dislocation des familles. Le collectivisme céda la place à l'individualisme qui, à la recherche de l'argent, tend à se libérer de la tutelle familiale. Cette émancipation individuelle amène l'homme à vouloir vivre seul chez lui, se marier à son gré, à profiter au maximum du fruit de son travail. L'agriculture de subsistance devint une agriculture commerciale avec l'introduction des cultures nécessaires aux industries européennes. Les modes vestimentaire et alimentaire furent également bouleversés grâce aux structures de commerce

mis en place et qui ont servi de canaux pour la diffusion de la civilisation européenne.

Cette transformation induit une nouvelle hiérarchie sociale.

2- Apparition de nouvelles classes

Dans la subdivision de Zagnanado, une "bourgeoisie" est née. Elle est constituée de grands planteurs et agriculteurs, de commerçants constitués d'indigènes patentés, de fonctionnaires composés des anciens élèves sortis de l'école de la mission catholique de Zagnanado qui travaillent soit dans l'administration coloniale locale ou centrale soit dans les maisons de commerce comme employés de commerce. Le colonisateur les désigne sous le vocable des « Evolués ou Semi-évolués ». En effet, les « Evolués » comprennent essentiellement les fonctionnaires, les agents des maisons de négoce. Les Semi-évolués sont constitués de chefs africains ou les notabilités indigènes d'où sont parfois issus les chefs de cantons et de villages. A côté de cette classe, on trouve les petits salariés, les ouvriers, quelques commerçants patentés et les paysans (cultivateurs et pêcheurs) qui constituent la population la plus nombreuse¹¹⁷.

B- Mobilité de la population et peuplement urbain

Plusieurs facteurs sont à la base du déplacement des populations comme l'a su bien dit ADIKO ASSOÏ : « Par la route ou le chemin de fer, arrivaient l'argent, les commerçants, les articles tentants, un monde nouveau... ». La population est attirée par des régions de gain, le lancement des grands travaux et des entreprises du colonisateur telles que les chantiers de chemins de fer qui font appel à une main-d'œuvre forte qui vide des régions entières au profit d'autres et créant ainsi un peuplement immédiat de ces régions. Dans le cercle/subdivision de Zagnanado, les marchés de Covè et de Dasso qui sont les plus importants¹¹⁸ du cercle constituaient, à l'instar des voies ferrée et routière une infrastructure qui attirait des populations venues d'Abomey, de Bohicon,

¹¹⁷ Archives coloniales de Zagnanado

¹¹⁸ Journal Officiel du Dahomey, 1926, p.11

de Kétou et environs à cause de son principal centre commercial Covè où étaient installées plusieurs maisons de commerce (CFAO, SCOA, SHO, Leconte, les CROA, le CAC, Swanzy, John Holt, John Walkden, J.B. Ollivant, Fabre, Valla Richard) européennes. Il s'en est suivi un peuplement urbain. En effet, l'implantation de ces grandes maisons de commerce, a été à l'origine du développement des échanges commerciaux ; ce qui draina vers la localité une masse importante de personnes des localités avoisinantes faisant de Covè l'une des plus grandes agglomérations du cercle. Ce peuplement du centre du cercle où sont venus s'installer des trafiquants étrangers, indigènes et européens, dénote de la volonté du colonisateur qui a fait de Covè une ville commerciale¹¹⁹. Sur le plan politique, quelle structuration pour quelles actions politiques ?

C- Structures et actions politiques

Plusieurs actions politiques furent menées dans la subdivision de Zagnanado grâce aux structures politiques existantes. Au Dahomey comme dans les autres colonies, la colonisation apporta de nouvelles formes d'organisation politique que sont les partis politiques et les syndicats.

1- Structures politiques

a- Les Partis politiques au Dahomey dans les années 50

L'apparition des partis politiques au Dahomey fait suite à la défaite des fascistes et à l'ébranlement des puissances impérialistes suivis de la position anticolonialiste très affichée des deux "Grands"(USA et URSS). En effet, la ferme volonté de libération de certains peuples colonisés à la fin du second conflit mondial conduit à un essor de luttes des intellectuels dahoméens. Cet essor du mouvement d'émancipation a favorisé la création en 1946 du premier

¹¹⁹ LAKOUSSAN (T.S.E.A.) Insécurité foncière et économie agricole : analyse des enjeux socio-économiques de l'agriculture de rente en région agonli, thèse d'Ingénieur Agronome, FSA (UAC), 2004, p.35

parti politique : Union Progressiste Dahoméenne (UPD)¹²⁰ sous l'impulsion de Sourou Migan Apithy qui fut élu le premier député du Dahomey à l'Assemblée nationale française¹²¹. La victoire de Apithy à ces élections de 1946 n'était pas l'œuvre d'un parti politique. C'était la victoire des comités électoraux¹²² car aucun parti n'existait encore. Au lendemain de son élection, dans le but de canaliser les énergies et garder les masses mobilisées et à la suite de la tentative de la réconciliation, sans grand succès, entre le candidat malheureux Casimir d'Almeida et Apithy le gagnant, le Comité Central des Comités électoraux transforma en un parti politique structuré tous les Comités électoraux. Ainsi, le congrès constitutif de l'Union Progressiste du Dahomey eut lieu les 5, 6 et 7 avril 1947 au Palladium de Cotonou. En effet, ce premier parti politique a reçu l'adhésion et le soutien des masses populaires et même l'adhésion des "morts" (serment aux morts présenté au Monument aux morts à la suite d'un défilé). Mais hélas, cette unité n'a pas duré longtemps. Des ambitions personnelles ont conduit à des dissidences ayant abouti à la naissance de plusieurs autres partis. La première dissidence¹²³ se produisit lors des élections au conseil général du 15 décembre 1946 et fit quitter du parti Emile Poisson. Ce dernier fonda la même année le Bloc Populaire Africain (BPA). Suivi après par Justin Ahomadégbé, ils présentèrent à ces élections une liste distincte de celle de l'UPD¹²⁴. Apithy fut élu Conseiller Général à l'issue de ces élections. Mais quelques mois après, l'UPD s'opposa à l'adhésion d'Apithy à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.), au Rassemblement Démocratique Africain (RDA) et aux Indépendants d'Outre-Mer (IOM). En effet, son adhésion au RDA l'a mis dans

¹²⁰ Vidéglà (M.M.E.) : *Rôle des Intellectuels dans le mouvement de la décolonisation de l'ex-Dahomey : Etude de quelques cas typiques de 1918 à 1956*, mémoire de maîtrise d'Histoire, UNB, Ecole Normale Supérieure, 1980, p.5

¹²¹ Idem, p.64

¹²² Ahanhanzo-Glèlè (M.) : *Naissance d'un état noir (L'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey, de la colonisation à nos jours)*, Librairie générale de droit et jurisprudence, Paris, 1969, p.91

¹²³ Pour ces élections, la représentativité de Justin Ahomadégbé (qui est d'Abomey mais très connu à Porto-Novo) pour la région de Porto-Novo fut rejetée par Apithy sous prétexte qu'il n'y avait pas assez de candidats porto-noviens sur la liste UPD et qu'il fallait que les étrangers (non porto-noviens) aillent se faire représenter chez eux. A la suite de cette mésentente, Justin Ahomadégbé et Emile Poisson quittèrent l'UPD.

¹²⁴ Vidéglà (M.M.E.), Op., Cit. p.65

une position malaisée non seulement face aux missionnaires catholiques et l'Administration coloniale qui constituent les deux groupes de pression les mieux organisés¹²⁵ mais également face à l'UPD. La raison de toute cette opposition à l'adhésion de Apithy au RDA se trouve dans une phrase contenue dans une lettre de l'UPD adressée à M. Alexandre ADANDE, installateur à Porto-Novo d'une section RDA. La phrase est libellée comme suit : "autonomie de l'UPD par rapport à tous les partis métropolitains quels qu'ils soient, collaboration impossible avec le RDA à cause de ses attaches avec le parti communiste ; toutefois, faculté d'adhésion individuelle et à titre personnel des membres de l'UPD au RDA". L'obstination de Apithy à garder ses attaches avec le RDA désagrège davantage l'UPD. En 1951, Hubert Maga, soutenu par l'administration coloniale, quitta l'UPD et créa un parti dénommé d'abord le Groupement Ethnique du Nord (GEN) puis Rassemblement Démocratique Dahoméen (RDD)¹²⁶. Mis en minorité au sein de l'UPD, Apithy finit, lui-même par quitter le parti et fonda le Parti Républicain du Dahomey (PRD) la même année. Mais en réalité le PRD n'était pas un parti. Le PRD, c'était Apithy assisté de quelques grands électeurs ou notables dont Oké Assogba du pays ouémè, Dassi Sébastien et Vigan Raphaël des régions toffins (régions lacustres dont ganvié) et Aïzo, Djibodé Valentin Aplogan de la région d'Allada, Noudéhou et Fidégnon du Mono (notamment à Athiémé). En 1955, fut créé l'UDD à la suite de l'inspiration ayant conduit à la création du journal "Aziza" dont la mission est de dénoncer tous les abus de l'Administration et du PRD¹²⁷. Parallèlement à la campagne de presse, des réunions politiques se tenaient et conduisirent à la création de l'Union Démocratique Dahoméenne (UDD). Cette union mobilisa les énergies disponibles et s'étendit très rapidement sur tout le Dahomey. Mêmes les Dahoméens de la diaspora (Sénégal) avaient adhéré à l'union qu'ils

¹²⁵ Ahanhanzo-Glèlè (M.) : Op., Cit., P.95

¹²⁶ Idem, p.65

¹²⁷ Ahanhanzo-Glèlè (M.) : Op., Cit., P.133

soutenaient de toutes leurs forces¹²⁸. Mais en mai 1956, l'affiliation de l'union au RDA fragilisa le parti et créa deux tendances au sein de l'union :

- La tendance UDD-RDA de Ahomadégbé et
- La tendance UDD anti-RDA de Zinsou et Adandé.

Devenu le leader charismatique de l'UDD, Ahomadégbé réussit, par ses brillants succès électoraux¹²⁹ de 1956, à faire de l'UDD le seul parti à présenter des candidats sur toute l'étendue du territoire dahoméen lors des élections législatives du 02 avril 1959. Ce parti est resté fidèle à sa vocation nationale jusqu'en 1961 où il fut dissout par le gouvernement Maga-Apithy.

Après les événements¹³⁰ du 24 janvier 1958 qui ont conduit à la démission du gouvernement d de Apithy, les partis de l'opposition se réunirent le 13 février 1958 au Centre Culturel de Cotonou pour créer le Front d'Action Démocratique (FAD) dirigé par Chabi Mama pour tenter d'isoler le PRD. Ainsi, en février 1958, deux groupements politiques occupaient la scène politique nationale. Il s'agissait du PRD de Apithy et les Indépendants du Nord de Darboux d'une part et le FAD d'autre part, qui constitue une coalition de partis systématiquement opposés au PRD de Apithy et regroupant le RDD de Maga, l'UDD-RDA de Ahomadégbé, les Indépendants du groupe Aplogan Djibodé Valentin et l'UDD tendance Convention du Sénateur Emile Derlin Zinsou. Tous ces différents partis politiques pour avoir l'audience nationale, se

¹²⁸ Idem, p.134

¹²⁹ Lors des élections municipales du 18 novembre 1956, l'UDD obtint 25 sièges sur 31 à Cotonou, la totalité des sièges à Abomey et à Ouidah, 11 sièges contre 22 au PRD à Porto-Novo, fief d'Apithy et 4 sièges contre 19 au MDD de Maga à Parakou.

¹³⁰ En novembre 1957, les ouvriers de la Société des Huileries Modernes du Dahomey (SHMD) en services à Awrankou entrèrent en grève pour demander une augmentation de salaire. Cent quatre ouvriers furent licenciés sans indemnité. Une grève généralisée fut déclenchée pour le 24 janvier 1958 pour obtenir la reprise des ouvriers licenciés. Ainsi, le 24 janvier toutes les entreprises devaient fermer. Or, à Cotonou, les Européens travaillèrent et les "Commandos de popularisation de la grève" sillonnant la ville de Cotonou lancèrent des cailloux contre la boutique d'une Européenne pour l'obliger à fermer. Prise de peur, celle-ci tira un coup de feu qui blessa une jeune fille à la jambe. Une émeute éclata. L'armée lança des gaz lacrymogènes dans la foule des manifestants déjà en furie. Ceux-ci s'attaquaient aux Européens, les molestaient et saccageaient leurs voitures. Il y eut des morts et beaucoup de blessés du côté de l'armée et des manifestants. La "case" du ministre du Travail fut incendiée.

firent représenter par des sections ou sous-sections dans les cercles ou subdivisions de la colonie du Dahomey.

b- Sections ou sous-sections des partis politiques : la vie politique de la subdivision

Dans la subdivision de Zagnanado, les sections de partis politiques tels que l'UPD, le PRD, l'UDD et le BPA sont représentées¹³¹. Cette représentation dans la subdivision se fait à travers de principaux acteurs politiques comme Hubert DADJO, candidat UPD, élu Conseiller général le 5 janvier 1947. En effet, à l'issue des campagnes électorales assez chaudes pour les élections du conseil général, au 2^e tour, Monsieur Hubert DADJO, ex-commis expéditionnaire à la retraite, fut élu à une très forte majorité¹³². En 1952, au cours du 1^{er} trimestre, la vie politique était marquée par les élections à l'assemblée territoriale dont le nombre de députés fut porté à 60. Agbohoui Olivier et Yahouédéou Ignace furent les deux candidats de la subdivision. Les campagnes s'étant déroulées dans le plus grand calme, le vote eut lieu le 30 mars 1952 avec des abstentions massives. Les résultats se présentèrent comme suit :

I^{er} collègue : 13 inscrits et 12 votants. M. Bonneveau fut élu avec 08 voix contre Mme Poisson qui eut 04 voix ;

II^e collègue : 14233 inscrits, 3144 votants et 3103 suffrages exprimés. Ainsi, la liste Ahoyo-Yahouédéou eut 1712 voix, la liste Ahomadégbé-Agbohoui eut 1350 voix et la liste Fèliho Vincent, eut quant à elle, 41 voix. Agbohoui Olivier fut élu grâce à la majorité obtenue par sa liste à Abomey. L'abstention massive des 4883 personnes pourrait se justifier par plusieurs raisons. Il s'agit :

1) Pour les populations, depuis 1945, elles ne faisaient qu'élire députés, conseillers, etc... Malgré ces élections rien n'a changé pour elles. L'impôt

¹³¹ Archives de Zagnanado :Rapport politique 2^e trimestre 1949

¹³² Revue des événements 1^{er} trimestre 1947

augmente sans cesse, disaient-elles et le pont sur l’Ouémé promis à grand tapage et certaines routes sont restés sans suite. Les cours des produits du crû baissent alors qu’augmentent ceux des marchandises importées « ...nous ne voulons pas être éternellement dupes¹³³ .» disaient-elles.

2) Autre raison était que les électeurs éloignés du lieu de vote ne voulaient pas se déranger lorsque le camion mis à leur disposition tomba en panne et resta immobilisé jusqu’au lendemain du vote.

3) Les élections ayant lieu en mars, les activités des champs battaient leur plein et les paysans ont préféré leur daba au bulletin de vote.

4) 40% des personnes inscrites sur les listes électorales étaient des femmes. Elles se désintéressaient complètement des élections et préféraient leurs activités quotidiennes (cuisine, petit commerce) au vote. D’autres femmes avaient refusé leurs cartes lors de la remise des cartes puisque celles-ci portaient le nom qu’elles avaient avant d’aller au couvent.

5) A Sagon, d’autres électeurs ont refusé de rendre leur bulletin de vote parce qu’ils s’étaient aperçus qu’on ne distribuait ni à boire ni à manger¹³⁴.

Les populations de la subdivision ont souvent voté en majorité¹³⁵ Apithy (plus de 80% des voix en 1951) jusqu’ avant les élections de 1956. Pourtant les élus Olivier AGBOHOU, Ignace YAHOUÉDEOU et Sévérin DOSSA de la subdivision sont des partisans de l’UDD, élus grâce à la majorité des voix obtenues à Abomey. Mais le 02 janvier 1956, la majorité des populations s’est prononcée en faveur de la liste Adandé-Ahomadégbé pour deux raisons. La première est relative à une campagne électorale très bien conduite dans les milieux évolués (2/5 de la population) de Cové par les partisans de Ahomadégbé. La deuxième raison est due à l’action des deux chefs de cantons les plus écoutés de la subdivision (Hubert Koty et François Agossou) dont les cantons n’ont pas tant voté pour Ahomadégbé que contre Apithy à cause, semble-t-il, de son action

¹³³ Revue des événements 1^{er} trimestre 1952

¹³⁴ Revue des événements 1^{er} trimestre 1952

¹³⁵ Rapport politique de Zagnanado en 1957

négative au Parlement dans l'élaboration du statut des chefs¹³⁶. C'est donc les Sieurs Hubert Dadjo, Olivier AGBOHOUI, Ignace YAHOUÉDEOU et Sévérin DOSSA, tous élus de l'Assemblée Territoriale qui sont les acteurs politiques les plus en vue dans la subdivision. A ces personnages politiques s'ajoutent d'autres tels que Kouana TANGNI (Président section PRD Covè), Marc DONOU (Président section UPD Covè), Baba GNANCADJA (Président section UDD Agonlin) et le Chef de canton de Sagon Hubert KOTY (UDD). Grâce à ces acteurs, la vie politique de la Subdivision était animée avant, pendant et après les échéances électorales. Ainsi, des conférences, réunions et/ou campagnes électorales sont organisées dans la région. Ainsi on peut mentionner les activités suivantes, menées par les leaders politiques dans la région agonlin de 1947 à 1956 :

- le 16 août 1947 vers 16h30, une délégation constituée de AHOMADEGBE et de DJIBODE et son épouse, était arrivée à Covè en prélude à une conférence.
- le 22 novembre 1947, le Conseiller Emile POISSON a donné une conférence à Covè
- le 18 novembre 1956, AHOMADEGBE organise aussi une conférence pour faire le compte rendu de son mandat et
- le 18 août 1957, c'est le tour du PRD de faire une réunion d'information à Covè.

¹³⁶ Note sur la situation administrative, politique, sociale et économique de la subdivision de Zagnanado en Janvier 1956, p. 5

TROISIEME PARTIE

**PLANS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
DE DAHOMEY/BENIN INDEPENDANT (1960-1978)**

CHAPITRE VII : 1^{ER} Plan de développement économique et social du Dahomey indépendant (1962-1965)

Le plan de développement économique et social du Dahomey après son indépendance a été publié par l'Assemblée Nationale le 31 décembre 1961. Le 1er janvier 1962 il entra en application.

En ce moment, sur le plan politique le Parti Dahoméen de l'Unité (PDU), parti unique, du tandem Apithy-Maga, faisait le "Coq" de la base cour à la suite de sa victoire sur l'UDD-RDA de Ahomadégbé écarté du pouvoir.

Sur le plan économique, la situation n'était pas rose puisqu'en plus du désengagement progressif de la France des structures économiques du Dahomey, les échanges commerciaux du jeune Etat sont en difficulté. A partir de 1960 les principaux produits d'exportation du pays sont en baisse. Les produits du palmier à huile passaient de 16015 tonnes en 1960 à 11050 tonnes pour l'huile de palme et de 61273 tonnes à 48482 tonnes pour les palmistes pendant la même période¹³⁷ de 1960 à 1961.

Sur le plan social, le Dahomey reçut des rapatriés dahoméens en service dans les ex-colonies françaises de l'AOF et de l'AEF. En effet, depuis 1958, le Dahomey commença à accueillir des rapatriés venus de la Côte d'Ivoire (17800 personnes). En 1962, 1000 autres revirent du Congo Brazzaville¹³⁸. Leur insertion dans la fonction publique constitua une lourde charge pour l'Etat.

A-Présentation du plan quadriennal 1962-1965

Le plan quadriennal 1962-1965 fut le premier plan de développement économique et social du Dahomey au lendemain de son accession à l'indépendance. Il a été élaboré par les Experts français de la Société Générale d'Etude et de Planification et du Fonds d'Aide et de Coopération sur la demande de l'Etat dahoméen. D'un montant prévisionnel global de 30 milliards, le plan prévoit 40% pour le secteur agricole, 10% sont pour le

¹³⁷ TAHO (A. S.) : *Etude critique des plans de Développement Economique et social du Dahomey-Bénin (1946-1992)*, mémoire de maîtrise d'histoire, 2011, p.22.

¹³⁸ Sotindjo, (S. D.) : Op. Cit.

secteur industriel, 30% pour les infrastructures de transport et 20% pour les investissements sociaux.

Dans les détails, cette répartition devrait permettre d'atteindre certains objectifs. Ainsi, sur le plan agricole, ce montant permettrait ou devrait permettre d'améliorer les techniques de pêche et d'élevage, de réaliser dans le secteur agricole une croissance annuelle supérieure au taux d'accroissement démographique de la population dahoméenne afin d'élever son niveau de vie en améliorant qualitativement son alimentation et d'accroître la production des cultures d'exportation telles que l'arachide, le coton, le ricin, le tabac et le palmier à huile.

Sur le plan industriel, l'objectif principal était de parvenir à transformer sur place certains produits agricoles. Cet objectif se décline en une prévision d'installation de huit industries dont sept agro-industrielles. En effet, deux huileries de palme qui s'ajouteront aux quatre de la période coloniale (Ahozon, Bohicon, Gbada et Awrakou). En plus de cela, il est prévu d'installer deux huileries de coprah-palmiste, une usine de coco-râpé, une huilerie d'arachide et de graine de coton, une usine de ricin et une cimenterie à Arlan.

Pour les infrastructures de transport, le plan devrait améliorer la praticabilité des pistes en toute saison, prolonger la voie ferrée Parakou-Dosso au Niger et construire le port de Cotonou dont les travaux ont démarré depuis 1959.

B-Application et résultats locaux

Pour l'atteinte des objectifs de ce plan, des moyens financiers, matériels et humains étaient indispensables pour sa mise en œuvre.

Pour la mobilisation des 30 milliards, le Dahomey recourut aux partenaires financiers tels que la France, la CEE, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, l'Italie, etc¹³⁹.

¹³⁹ TAHO (A. S.) : *Etude critique des plans de Développement Economique et social du Dahomey-Bénin (1946-1992)*, mémoire de maîtrise d'histoire, FLASH, DHA, UAC, 2011, p.25

Au plan matériel, la loi 61-26 d'août 1961 créa les "champs collectifs" et obligeait toute personne physique ou morale ayant le droit de propriété sur un terrain à l'intérieur des périmètres constitués à adhérer aux coopératives agricoles créées pour la mise en valeur des champs dont la gestion fut confiée à la Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER)¹⁴⁰. En effet, les champs collectifs étaient une initiative du président Hubert K. Maga en vue d'accroître massivement la production agricole afin de renflouer les caisses de l'Etat par leur vente à l'exportation, de réaliser le plein emploi de la main-d'œuvre agricole, de développer une mystique de productivité dans les milieux ruraux et d'améliorer les conditions de vie des populations. Ainsi, l'expérience fut réalisée dans tout le pays. Chaque village, sur initiative de son conseil et sous la direction du Comité Départemental du Développement Rural (CDDR), réalisait un champ de cultures de rente. Les revenus obtenus à partir de la vente des récoltes contribuaient à la réalisation des œuvres communautaires telles que l'aménagement des pistes rurales, des marchés, la construction des centres de santé, des écoles, etc pour le bien-être des populations.

Au niveau de l'industrie fut créée le 6 décembre 1961 la Société Nationale des Huileries du Dahomey (SNAHDA) en remplacement de la Société des Huiles du Dahomey (SHD), héritage colonial. Le 30 novembre 1962, l'Office de commercialisation Agricole du Dahomey (OCAD) fut créé pour s'occuper de la commercialisation des produits agricoles dans les zones où n'interviennent pas les sociétés commerciales étrangères.

Pour le financement des activités du plan, la Banque Dahoméenne de Développement (BDD)¹⁴¹ et la Société Dahoméenne de Banque (SDB)¹⁴² furent créées.

¹⁴⁰ Elle est instituée par la loi N° 61-91 du 8 juillet 1961 en remplacement du Secteur de Rénovation de la Palmeraie (SRP). Elle a débuté ses activités en 1962.

¹⁴¹ La BDD est créée en 1961 en lieu et place de la Banque du Bénin. Elle est chargée du financement des activités agricoles, artisanales, industrielles et commerciales des acteurs de la production.

¹⁴² Elle est créée pour remplacer le Crédit Lyonnais ; son objectif est d'assurer la bancarisation du monde rural par l'octroi de crédits agricoles individuels aux producteurs afin de bien mener leurs campagnes agricoles.

Par ailleurs, pour les ressources humaines disponibles nécessaires à l'exécution de ce plan, un appel à la mobilisation de tous les cadres administratifs et techniques a été lancé pour assurer la garantie d'exécution du plan. A cela s'est ajouté un personnel d'encadrement composé d'agents expatriés et nationaux qui apportent leur expertise à la réalisation du plan. Pour la mise en œuvre de ce plan, quelle est la contribution de la Sous-préfecture de Zagnanado¹⁴³ en termes de résultats ?

La mise en œuvre de ce plan à Zagnanado exigea la disponibilité de moyens matériels, humains et financiers. Ainsi, en réponse à la loi 61-26 d'août 1961 qui créa les "champs collectifs", il fut créé à Zagnanado des champs collectifs et des champs coopératifs. Les entreprises telles que la SNAHDA, la CAITA, l'OCAD s'occupaient respectivement de la transformation semi-finie des produits du palmier à huile, de l'achat du tabac et de la commercialisation des produits à l'extérieur dans Zagnanado.

Comme ressources humaines, une main d'œuvre constituée de groupements coopératifs agricoles existait dans chaque village qui sont encadrés par les cadres et personnels du Service de l'Agriculture.

Pour les moyens financiers, nous ne disposons pas de données pour dire exactement le montant injecté dans la Sous-préfecture pour la mise en œuvre du plan.

Mais quels sont les résultats atteints par la mise en œuvre de ce plan ?

Au plan agricole, 44 champs collectifs d'une superficie totale de 120,71 ha furent réalisés à Zagnanado, dans le cadre de la mise en œuvre du premier plan de développement de notre Etat indépendant comme l'indique le tableau ci-dessous.

¹⁴³ A l'indépendance, le décret n°291/PCM/MI du 21 octobre 1960 divise le territoire du Dahomey en 28 cercles et fixe leur ressort territorial. Les cercles prennent le nom de leur chef-lieu. Le même jour, le décret n°292/PCM/MI du 21 octobre 1960 transforme les 6 régions du pays en départements et les administrateurs des colonies en préfets ; ainsi Zagnanado devint une Sous-préfecture.

Tableau N° 20: Répartition par localité des superficies des champs collectifs

Villages	Superficies en hectare		Taux d'exécution (%)
	Assignées	Défrichées	
Ouèko	8,5	4,3	51
Soli	10	4	40
Zogba	6	3,5	58
Adogbé	12	1,9	16
Gounli	12	3,04	25
Hounso	6	1,5	25
Houen-Vèmè	12	1,29	11
Agbangnanhoué	12	0,42	4
Toué	6	0,61	10
Lainta	14,75	2,8	19
Naogon	15	6	40
Total à Covè	114.25	29,36	26
Tan	10	1,9	19
Don	10	2,31	23
Zagnanado	6	0,37	6
Houégbo	15	2,12	14
Dohounmè	10	1,4	14
Bamè	8	1,5	19
Awinvi	4	0,7	18
Doga	10	4	40
Pouto	10	2,2	22
Zonmon	10	1,4	14
Dovi-Dovè	8,64	2,87	33
Dovi-Lègbado	8,1	2,67	33
Dovi-Dizigo	11,7	3,3	28
Dovi-Cogbé	14	3	21
Sagbovi	10	2,6	26
Ouadè	8	1,6	20
Agonvè	10	1,6	16
Glonzoumè	2,5	0,12	5
Houomèto	5,25	0,18	3
Sagon	10	6	60
Houédja	11	3,5	32
Ouokon	8	4	50
Ahogo	4	1,5	38

Ahizè	12	4	33
Ouinhi	15	6,5	43
Dasso	15	11,5	77
Tohouè- Hounnoumè	6	1	17
Allabandé	10	1	10
Tévèdji	10	8,5	85
Gbatèzounmè	15	0,75	5
Assiangbomè	12	3,24	27
Sohoué	8	2,2	28
N'dokpo	10	1,82	18
Total à Zagnanado	317,19	91,35	29
Total général	431,44	120,71	28

Source: Archives de Zagnanado

Ces différents champs ont fourni une gamme variée de produits agricoles tels que le coton, le haricot, le manioc, la noix d'anacardier, le ricin, l'arachide¹⁴⁴. En complément à cette production, la Sous-préfecture produisait également du café, du tabac, du palmier à huile, de l'igname, du maïs, des patates, du tarot, du pois d'angole, du poivre, du piment, des tomates dont la vente a permis la réalisation des œuvres communautaires.

La production animale de la Sous-préfecture, en août 1963, était constituée de 762 têtes de bovins, 7500 têtes de caprins/ovins, 5000 têtes de porcins et de 3500 têtes de volailles.

L'exploitation forestière apportait un montant global de 31500fcfa en août 1963.

En définitive, la production agricole en 1963, apportait une valeur de 2 150 millions de francs cfa pour l'ensemble des Sous-préfecture de Zagnanado, Abomey, Bohicon, Dassa-Zoumè, Savè et Savalou, soit 17,8% de la valeur totale de la production du pays pour une population de 454000 habitants qui représentent 20,3% de la population totale du pays¹⁴⁵.

¹⁴⁴ Archives de Zagnanado : Rapport mensuel juillet 1962

¹⁴⁵ Archives de Zagnanado : Rapport mensuel de 1963

Au plan industriel, la Sous-préfecture comptait 45 moulins à maïs et un pressoir à huile de marque Colin de la mission catholique installé en 1960 pour l'extraction d'huile de palme.

Dans le domaine des transports, les routes et pistes ont été réparées par les TP grâce aux crédits routes¹⁴⁶. Les pistes indispensables à l'évacuation des régimes de palme furent remises en état par la SNAHDA.

Au plan commercial, dans la Sous-préfecture de Zagnanado, les marchés de Covè, de Houégbo, de Dovi-Dovè, de Dasso, de Banamè et de Kpédékpo étaient les principaux lieux de transactions du commerce intérieur. Plusieurs maisons de commerce et boutiques individuelles animaient les échanges commerciaux. Il s'agit de John Holt, John Walkden (Toupé), Fandohan, N. Djonontin, E. Aniwanou, T. Gbodo, G. Dahissiho, R. Madindé, C.A.I.T.A.. Ils sont chargés de l'achat, du reconditionnement et de la commercialisation des produits agricoles et manufacturés. Ainsi, sur les marchés de la Sous-préfecture se trouvaient des produits agricoles tels que arachide décortiquée et en coque, ananas, bananes douces, cossettes de manioc, gari, gombo, gingembre, haricots, huile de palme, huile d'arachide, ignames en tubercules, maïs dur et tendre, mangues, néré, oignons, oranges, patates, pois d'angole, petit piment et gros piment, poivre, tomates, taro, tapioca. Ces produits font objet de consommation locale par la population mais une grande portion est exportée vers Bohicon, Cotonou et Savè par des camions. Sur les marchés, se trouvaient également des produits manufacturés comme la farine de blé, le lait Nestlé (grande et petite boîte), le pilchard (grand et petit modèle), la sardine, la corned-beef, le riz, le whisky, le gin, le cognac Martell, la bière Heinkens, la bière Sobrado, le Moka, le youki, le soda water¹⁴⁷.

Les échanges commerciaux se faisaient comme suit :

¹⁴⁶ Courrier du 08 août 1962 adressé au Ministre de l'Intérieur et de la Défense par le Sous-préfet d'Abomey chargé de l'intérim de Zagnanado.

¹⁴⁷ Archives : Rapport mensuel 1965

Tableau N° 21: Produits industriels commercialisés en août 1963 (en tonne)

Produits		Palmistes	Arachide décortiquée	Arachide en coque	Total
Tonnages commercialisés	Acheté	251,3	10,52	1,64	263,35
	Evacué	214,8	10,52	1,64	226,96

Source: Archives : Rapport mensuel août 1963

Nous remarquons d'après ce tableau que pour l'arachide décortiquée et en coque, tout le tonnage acheté a été évacué contrairement aux palmistes. En cette année, le Dahomey a exporté 50 000,6 tonnes de palmistes¹⁴⁸. De ce tonnage, Zagnanado contribua pour 214,8 tonnes de palmistes durant la campagne d'août 1963, soit 0,42%. En 1964, 56 000,2 tonnes de palmistes furent exportés contre 16 000,7 tonnes en 1965 par le Dahomey avec une contribution respectivement de 105,920 tonnes en novembre 1964 et 106,640 tonnes en novembre 1965 venant de Zagnanado; soit respectivement 0,18% et 0,66%.

Par ailleurs, la CAITA a acheté au cours de la campagne de tabac 1962-1963, 7,110 tonnes de tabac. En novembre 1965, 106,640 tonnes de palmistes sont évacuées sur 109,280 tonnes achetées contre 105,920 tonnes évacuées sur 107,611 tonnes achetées en novembre 1964.

On note une légère augmentation du tonnage de palmistes achetés et évacués à 1965 comparativement en 1964 pendant la même période.

La commercialisation était assurée par l'Office de Commercialisation Agricole du Dahomey (OCAD). Il avait comme objectifs de réduire le monopole exclusif des maisons de commerce extérieures, d'accroître les revenus de l'Etat en assurant l'exportation des produits agricoles, de freiner l'exploitation des paysans par la stabilisation des prix d'achat aux producteurs et d'affirmer l'indépendance commerciale du pays par la diversification des partenaires

¹⁴⁸ TAHO (A. S.) : Op. Cit. p.31

commerciaux¹⁴⁹. Ainsi, malgré la présence des maisons de commerce telles que la Compagnie Française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO), la Société Commerciale de l'Ouest-Africain (SCOA) et le groupe UNILEVER constitué des trois filiales John Walkden et Cie LTD, John Holt et G.B. Ollivant, véritables concurrents, l'OCAD réussit à commercialiser les produits agricoles tels que le Kapok, l'arachide, les palmistes, les noix de cajou, l'orange, le café et le cacao jusqu'en 1972¹⁵⁰. A Zagnanado, l'OCAD n'a pas manqué de jouer son rôle de veille sur le cours des produits sur le marché. Grâce à l'office, il y a eu apparition du maïs jaune américain sur le marché. Dans le but de faciliter son achat aux paysans, l'office a réduit le prix au kg de 18f à 14f.cfa¹⁵¹.

C-Impact des résultats

La mise en œuvre du plan de développement 1962-1965 à Zagnanado a eu des impacts dans plusieurs domaines.

Au plan agricole, la mise en œuvre du plan a diversifié la production agricole. Le marché présentait une gamme très variée de produits vivriers tant pour la consommation locale que pour l'exportation. En 1963, les efforts de la production agricole de Zagnanado, Abomey, Bohicon, Dassa-Zoumé, Savè et Savalou ont été évalués à 2 150 000 fcfa soit 17,8% de la production totale du pays. En 1962, certains producteurs furent proposés pour recevoir une marque de distinction de mérite agricole. Il s'agit de Benoît GOUNOU, EÏSSE Michel et GERMAIN BONIFACE CRECELLE Kokou Honon. Au plan alimentaire, la situation est satisfaisante dans l'ensemble¹⁵². Les produits vivriers abondaient sur les marchés et les inquiétudes d'une

¹⁴⁹ G.I. MAFFON, cité par Dieudonné AWO, Problématique de développement agricole au Dahomey/Bénin de 1960 à 2010, thèse de doctorat unique en Histoire, UAC, pp. 104-105.

¹⁵⁰ AWO (A. D.), Problématique de développement agricole au Dahomey/Bénin de 1960 à 2010, thèse de doctorat unique en Histoire, UAC, 2013-2014, p.105.

¹⁵¹ Archives de Zagnanado, rapport économique de 1965

¹⁵² Rapport mensuel 1963

éventuelle disette sont dissipées selon le rapport du Sous-préfet sur la situation alimentaire en 1963 de la sous-préfecture. (Sous-préfet CAPO-CHICHI)

Dans le domaine social, les travaux d'électrification de la Sous-préfecture l'ont rendu plus urbaine. L'enquête sur l'approvisionnement en eau des populations réalisée par une mission du service de l'Hydraulique, en 1963, a permis de connaître la qualité et les caractéristiques hydriques des points d'eau en vue de la réalisation de puits ou forages.

La période de 1966 à 1970 a pris en compte le 2^e plan de développement économique du Dahomey.

CHAPITRE VIII : 2ème plan de développement économique du Dahomey indépendant (1966-1970)

Le 2è plan de développement économique du Dahomey (1966-1970) a été publié le 24 janvier 1966. C'est donc au lendemain du 2è coup d'Etat militaire¹⁵³. En effet, à l'issue des élections organisées en janvier 1964, Sourou Migan APITHY remporte le scrutin et devient le deuxième Président civil élu de l'histoire du Dahomey. Mais au sujet de la nomination du Président de la Cour Suprême, un conflit d'attribution naît entre APITHY et AHOMADEGBE alors respectivement Président et Vice-président du régime PDD-Wologuèdè. L'armée obtint la démission des deux leaders politiques et Tahirou CONGAGOU, Président de l'Assemblée nationale devint le 29 novembre 1965, cumulativement avec ses fonctions, Président de la République, du Conseil et Chef du gouvernement conformément aux articles 17 et 35 de la constitution du 11 décembre 1964. Mais, Il sera néanmoins renversé par un coup d'Etat mené par Christophe Soglo alors Général et Chef des Armées, le 22 décembre 1965. C'est donc dans ce climat politique que le 2è plan de développement fut élaboré et publié.

Au plan social, la tension est intense. En effet, en 1964, eu égard aux difficultés économiques du pays, le régime du PDD a porté à 25% le taux d'abattement sur salaire créant ainsi la dégradation du climat social. A l'arrivée du régime Soglo, face aux difficultés de trésorerie, le taux d'abattement fut maintenu et il ajouta à cela une taxe de 3% sur tout traitement perçu et versé au Dahomey¹⁵⁴. La tension sociale était ainsi prête à exploser lorsque le régime Soglo publia le 2è plan de développement économique et social.

Présentation du plan quinquennal

¹⁵³ Le 1^{er} coup d'Etat fut fait en octobre 1963 lorsque les grèves des travailleurs et des soulèvements populaires émaillaient le mandat du président MAGA. Il fut alors renversé après seulement trois (03) ans au pouvoir, par un coup d'Etat du Colonel Christophe Soglo, son propre Conseiller militaire.

¹⁵⁴ R. Minakpo, cité par A. Taho, p.51

Le deuxième plan de développement économique et social fut élaboré par les experts du FAC et du FEDOM et mis à la disposition du gouvernement du Dahomey par la France et la CEE¹⁵⁵. Ce plan est doté d'un montant de 35 128 millions de francs CFA. C'est un plan ambitieux qui dépasse le premier plan de plus de 5 milliards de f cfa. Il est structuré comme suit :

Tableau N° 22: Structure du plan 1966-1970 (en millions de fcfa et en %)

Secteur	Total	Pourcentage (%)
Agricole	12 065	34,3
Industriel et commercial	9 934	28,3
Infrastructures de transport	10 250	29,2
Equipements sociaux et administratifs	2 879	8,2
Total	35128	100

Source: TAHO, 2011, p.53.

D'un montant de 35 128 millions, supérieur à celui du plan quadriennal 1962-1965, le plan quinquennal 1966-1970 a pris en compte les secteurs d'activités consommatrices de capitaux comme le montre le tableau ci-dessus. Les objectifs de ce plan se présentent comme suit:

A-Sur le plan agricole

Avec 34% du montant total à investir dans ce secteur, le plan prévoit le développement de l'agriculture, de la production forestière, la production animale et halieutique et l'hydraulique agricole. En effet, la production agricole

¹⁵⁵ A. Taho, op. cit. p.52

doit accroître tant au niveau des produits vivriers que des produits industriels. Ainsi, les principales cultures vivrières telles que le maïs, le sorgho, le mil, le riz, l'igname, le manioc, le haricot, la patate douce, etc. doivent augmenter en tonnage, comparativement au premier plan (passer de 1305 milliers de tonnes en 1963 à 1581 milliers de tonnes en 1970) pour assurer une meilleure et suffisante alimentation aux populations du Dahomey. Au niveau de la production industrielle (palmier à huile, coco, arachide, cacao, café, coton, tabac, ricin etc.), le tonnage produit doit passer de 629 milliers de tonnes en 1963 à 725 milliers de tonnes en 1970. Pour atteindre ces objectifs, il est prévu par le plan le développement de la technique d'irrigation des cultures.

En vue de réduire la dépendance du Dahomey vis-à-vis du Nigeria et de la Côte d'Ivoire pour ses besoins en bois d'œuvre, le plan prévoit la plantation de 2000 ha de tecks afin de disposer en 1970 de 8800 ha de teckéraie.

Le plan a prévu également de développer la production animale qui serait capable de fournir 30 246 tonnes de viandes en 1970 contre 24 000 tonnes en 1966 et 14 000 litres de lait en 1970 contre 12 650 en 1966.

Le secteur halieutique est également pris en compte par le plan pour accroître la production ; ceci pour connaître une augmentation de 6200 tonnes de poissons qui ferait passer la production de 29 000 tonnes en 1966 à 35 200 tonnes en 1970.

B-Sur le plan industriel et commercial

Au plan industriel, le plan a projeté la construction d'autres industries en dehors de celles existantes¹⁵⁶. A cet effet, il est prévu la construction de nouvelles industries telles que la cimenterie d'Onigbolo d'un montant estimatif de 2 980 millions de fcfa, une huilerie d'arachide, une marbrerie à Idadjo d'un

¹⁵⁶ Le Dahomey comptait pour son tissu industriel les huileries (04) héritées de la colonisation, celle de palmistes de Cotonou, les usines d'égrenage de coton de Bohicon, de Savalou, de Djougou, de N'dali, de Kandi et de la brasserie de Cotonou.

montant de 30 millions fcfa, une sidérurgie, une briqueterie, une usine de coton à Parakou, un complexe textile¹⁵⁷ à Cotonou qui coûterait 1500 millions fcfa.

La construction des barrages de Nangbéto, de Tététou et d'Adjarala pour la fourniture de l'énergie nécessaire au fonctionnement des industries était également prévue par le plan.

Par ailleurs, il est prévu également dans ce domaine le renouvellement des 15 chaudières des huileries de palme ayant plus de 15 ans d'existence. Cette opération coûterait 120 millions fcfa, l'extension de l'usine d'égrenage de Kandi qui porterait sa capacité de production à 6000 tonnes. Cette action exige un montant de 15 millions fcfa, la construction de magasins de stockage de palmistes et de nouveaux bureaux pour la direction de la SNAHDA à l'huile de palmistes de Cotonou et les travaux d'aménagement pour l'accès à l'usine, de stationnement des camions-citernes d'huile et d'essence.

Au plan commercial, plusieurs activités étaient prévues. Il s'agit de mettre au point une réglementation des prix doublée d'un contrôle réel et peu coûteux, d'organiser rationnellement les circuits des acteurs en instituant une patente obligatoire à faible taux, d'organiser la profession des transports routiers, d'accentuer l'intervention du secteur public pour moraliser le secteur et d'encourager les entreprises privées.

Au niveau des infrastructures de transports et équipements sociaux et administratifs.

Au niveau des infrastructures de transport, le plan a pris en compte les réseaux routiers et ferroviaires et les équipements portuaires et aéroportuaires. Ainsi, il faudra d'une part, remettre en état les routes bitumées et renouveler les tapis d'usure, recharger les routes en terre grâce au crédit important d'entretien des routes et à l'équipement de trois nouvelles unités mécanisées, améliorer les routes en terre en construisant des ouvrages définitifs et d'autre part, renforcer

¹⁵⁷ Le complexe serait composé d'une filature de 7000 broches, un atelier de tissage avec 168 métiers, un atelier de finissage, teinture-impression et de petites industries.

la voie ferrée principale Cotonou-Parakou et renouveler le matériel roulant par l'acquisition de locomotives, de locotracteurs, d'autorails, de remorques transformation Wagon V et Wagon M. Pour y parvenir les montants prévisionnels de 4 475 millions et de 985 millions sont alloués respectivement pour les activités des secteurs routier et ferroviaire.

Dans le domaine portuaire et aéroportuaire, il s'agira de construire un port de pêche, de construire un boulevard E-W, le long de la clôture des entrepôts hors douane en plus de la route bitumée orientée Nord-Sud, d'installer une capitainerie, une gendarmerie, un commissariat spécial du port et de la douane et d'allonger ou recharger les aérodromes de Cotonou, Cana, Savè, Parakou, Kandi, Natitingou et Porga.

Au niveau des équipements socio administratifs, le plan a prévu l'urbanisation et l'assainissement des principales villes du pays, leur alimentation en eau et leur électrification.

C-Mise en œuvre locale du plan 1966-1970

Au plan national, la mise en œuvre de ce plan nécessite la mobilisation importante de ressources financière, matérielle et humaine. Ainsi, l'exécution de ce plan passe par la mobilisation de 35 128 000 fcfa et comme le premier plan, le Dahomey va encore une fois solliciter l'aide de ses partenaires européens. Dans cette optique, le Dr Emile DERLIN ZINSOU, Ministre des affaires étrangères à l'époque, effectua des voyages en France, en Allemagne Fédérale et auprès de la CEE. A l'issue de son voyage, des conventions de financement d'un montant de 24 milliards environs furent signées entre le Dahomey et ses partenaires afin de permettre la réalisation des différents projets inscrits dans le plan et hors plan.

Pour les besoins matériels du plan, des décisions furent prises surtout dans le domaine agricole. Ainsi, l'ordonnance 62/PR/MDR du 29 décembre 1966 rend obligatoire à nouveau les champs collectifs consacrés aux cultures

de rente¹⁵⁸. Plusieurs autres mesures furent prises. Les unes pour réorganiser le foncier dahoméen afin de rendre exécutoires les projets agricoles, les autres pour ré-adopter la régionalisation des cultures agricoles ; ce qui donna naissance, dans l’Ouémé, à la Société d’Aménagement et de Développement de la Vallée de l’Ouémé (SADEVO) pour la culture du riz paddy et du palmier à huile dans le sud du Dahomey. Dans le centre et le nord du pays, ce fut le projet Zou-Borgou (1964-1974) dont l’objectif est le contrôle économique et social des paysans pour lesquels l’amélioration de leurs conditions, à l’indépendance, devint une priorité pour le pays. Pour son exécution, 6 485,85 millions de Fcfa furent mobilisés. Dans sa mise en œuvre, deux opérations distinctes cadrèrent ses actions : il s’agit de l’Opération du Développement Intégré du Zou (ODIZ) conduite dans le centre et le projet Borgou dans le nord du pays.

Le projet Zou-Borgou permit la production de l’arachide, du maïs hybride et du riz. L’encadrement pour l’exécution des projets fut confié aux sociétés françaises telles que la SATEC, la CFDT, l’IRAT, l’IRCT, le CIDR et le BDPA. La SATEC fut chargée de diriger les opérations agricoles pour la production du coton et de l’arachide dans le Zou ; avec la CFDT, l’IRAT et l’IRCT, il est question de la production du coton, du maïs et de l’arachide dans le Zou. La gestion du coton dans le Borgou fut confiée à la CFDT aidée de l’IRCT et du CIDR. Quant au BDPA, il s’est vu confier la gestion des opérations agricoles dans l’Atacora. Le Comité National de la Recherche Agronomique était le chapeau sous lequel fonctionnaient tous ces organismes d’encadrement. En plus de ces organismes, la disponibilité d’une main-d’œuvre agricole abondante, l’existence d’une équipe d’encadrement technique composée d’un chef de Zone, d’un chef de secteur, d’un encadreur et d’un moniteur constituaient la garantie de la mise en œuvre du plan. Ces techniciens

¹⁵⁸ Rock L. Mongbo et Abelle Dossou Houéssou : L’héritage colonial...in P. Hountondji p.87.

organisent les paysans et les forment aux techniques et méthodes culturales modernes.

En aval à la production, l'OCAD et la SONACO se chargeaient de la commercialisation des produits agricoles.

Au plan local, dans la Sous-préfecture de Zagnanado, comment s'effectua la mise en œuvre de ce plan ?

C-1- Résultats obtenus

Plusieurs efforts furent faits dans divers domaines

C1-1- Au plan agricole

Au plan agricole, en 1966, plusieurs superficies sont emblavées cultures agricoles, dans la Sous-Préfecture pendant la petite saison. Ainsi, 18,5 ha d'arachides qui donnent 11,500 tonnes, 2 ha de maïs pour 3tonnes et 3,3 ha pour 3,3tonnes

Par ailleurs, la SNAHDA a recueilli dans la Sous-Préfecture pour la production exercice 1966-1967 13332,201 tonnes de régimes de palme, 1153,562 tonnes d'huile de palme fabriquée et 1031,277 tonnes de palmistes. Pour l'exercice 1967-1968, elle recueillit 20728,168 tonnes de régimes de palme, 1915,141 tonnes d'huile de palme et 1707,368 tonnes de palmistes. Un effort remarquable est fait pendant cet exercice de production dans la Sous-Préfecture de Zagnanado. Ainsi, les Sieurs, Richard AQUEREBURU, Sous-préfet, Hubert KOTY, Planteur à Sagon, furent proposés, en 1967, pour le Mérite Agricole.

Signalons également qu'en cette même année, la pépinière de Toué fut agrandie de 13,02 ha sur lesquels l'IFAC a fait des essais d'anacardiens.

C1-2- Au plan pastoral

Sur ce plan, le recensement du cheptel en 1967 donne 1 259 bovins, 6 418 ovins, 5141 caprins, 11578 porcins, 45000 volailles, 100 coqs dans le cadre de l'opération coq.

Les infrastructures routières furent aménagées pour faciliter les transactions.

C1-3- Les infrastructures routières

Dans le cadre de l'opération "routes et ponts", plusieurs routes et pistes d'intérêt économique furent réfectionnées et mises en bon état dans la circonscription. Ainsi, en 1967 les routes Covè-Paouignan ; Covè-Ahlan et Covè-Sagon furent réfectionnées. En 1968, il y a eu la réfection de la route Zounsègo-Massagbo, la remise en état de la route nationale n°4 Covè-Sagon et la réalisation du pont de Houèdjonou (route de Sagon).

Par ailleurs, la route d'intérêt national et économique de Covè-Sagon-Dasso fut réalisée. D'autres ouvrages furent réalisés dans le cadre des équipements sociaux.

C1-4- Les équipements sociaux

Plusieurs réalisations furent faites dans les domaines de la santé et de l'enseignement. Il s'agit de la construction d'un dispensaire à Dovi, la construction d'une maternité avec logement de la Sage-femme à Sagon, la construction d'un dispensaire avec logement de l'infirmier à Dasso, la construction d'un logement d'infirmier à Banamè et la construction d'un logement pour la Sage-femme d'Agonlin-Houégbo. Par ailleurs, il y a la réfection de la toiture du logement du médecin Chef de la circonscription médicale et la création et construction d'une école à Zonmon.

En outre, les travaux de lotissement des terrains de Zagnanado furent entrepris dans le cadre de l'urbanisation des villes de Covè et de Zagnanado. En vue de l'électrification de la Sous-Préfecture de Zagnanado, un groupe électrogène de 30Kwatts fut acheté. Il fut également entrepris l'adduction d'eau de la ville de Covè.

D-Impact économique et social

La réalisation des infrastructures routières permirent le développement des activités économiques et commerciales. C'est le cas par exemple de la route Zounsègo-Massagbo dont la réalisation fut d'un grand intérêt pour les activités commerciales de la région. Les paysans de cette région ont triplé la production du coton qui passe de 9 tonnes en 1967 à 30 tonnes en 1968.

Les infrastructures sanitaires apportèrent un réel soulagement aux populations. En effet, le dispensaire de Dovi, par exemple desservit une importante agglomération¹⁵⁹. A Sagon, la création d'une maternité fut d'un grand intérêt pour la population de cette région. En effet, cette région éloignée de 12 km du centre médical de Covè est souvent coupée du monde pendant sept mois de l'année, la route d'accès étant impraticable à cause de la crue périodique de l'Ouémé. L'adduction d'eau permit aux populations de s'approvisionner en eau potable ; ce qui réduit les risques de maladies hydriques. Survinrent après les plans intérimaire et triennal respectivement de 1971-1972 et 1978-1981.

¹⁵⁹ Note pour le séminaire des 9, 10 et 11 janvier 1969 à Abomey, Archives de Zagnanado

CHAPITRE IX: Plans intérimaire (1971-1972) et le triennal d'Etat (1978-1981)

A-Présentation et mise en œuvre du plan intérimaire

Le plan biennal de 1971-1972 est un plan d'urgence à cause de la situation politique qui prévalait au Dahomey. En effet, le 2^e plan de développement économique et social de 1966-1970 est arrivé à son terme dans une période de troubles politiques. Les élections présidentielles de 1968 qui font suite au coup d'Etat militaire du 17 décembre 1967 sont marquées par un taux d'abstention de 74 %. Le gouvernement militaire jette alors l'éponge et fait approuver par référendum la proposition d'installer Émile Derlin Zinsou au pouvoir. Mais le 10 décembre 1969, Kouandété réalise un nouveau putsch et évince Zinsou. Le directoire militaire composé des lieutenants-colonels Paul Emile de Souza, Benoît Sinzogan et Maurice Iropa Kouandété fut installé. En mars 1970 le directoire organisa les élections présidentielles départementalisées qui furent interrompues à cause des violences. C'est alors que naquit le 7 mai 1970, la charte de Savè qui confie le pouvoir exécutif à un « Conseil présidentiel » dont chaque membre sera, à tour de rôle, président de la République pour une durée de deux ans. Hubert Maga est le premier bénéficiaire du système de rotation et revient au pouvoir. Ainsi, suite à son arrivée au pouvoir, le plan biennal fut échafaudé et rendu public le 12 novembre 1971. Quelles sont les lignes du plan biennal.

Dans les détails le tableau 23 suivant montre la structuration des investissements du plan.

Tableau N° 23: Répartition des investissements par destination (en FCFA et en %)

Secteur d'investissement	Montant prévu	Pourcentage (%)
Développement rural	5 156 112 000	13
Développement industriel et commercial	20 176 000 000	51
Infrastructures économiques	7 400 715 000	18,6
Social et administratif	6 646 174 000	16,7
Etudes générales	300 000 000	0,7
Total	39 679 001000	100

Sources: TAHO, 2011, pp.78-79

Quels objectifs vise ce plan ?

Le plan biennal, à l'instar des autres, vise plusieurs objectifs.

Au plan agricole, de façon générale, ce plan devrait permettre la poursuite de la diversification entreprise au cours des précédents plans et le développement des autres cultures d'exportation et des cultures vivrières

Au plan industriel, il envisage l'implantation des industries sur les lieux de production de matières premières (la cimenterie d'Onigbolo et l'industrie Dahoméenne des Textiles de Parakou sont les deux importants projets du plan). Au plan commercial, le plan prévoit une réorganisation de l'Office de Commercialisation Agricole du Dahomey (OCAD) et faire de cet organisme un instrument pour assainir les circuits de commercialisation des produits vivriers et industriels.

Dans le secteur des infrastructures économiques, le plan reprend les anciens projets (surtout routiers) inscrits dans le plan précédent¹⁶⁰ et d'autres.

Le secteur social et administratif a pris en compte l'adduction d'eau de Cotonou et la création d'une université. La mise en œuvre de ce plan a nécessité des moyens importants.

B-La mise en œuvre du plan

La mise en œuvre de ce plan fait appel à des moyens humain et financier. Les moyens humains sont d'une part les cadres de conception dahoméens et des cadres expatriés dans le cadre des accords de coopération qui existaient entre le Dahomey et ses partenaires étrangers. D'autre part, une main d'œuvre agricole abondante était disponible en plus d'un embryon de main d'œuvre industrielle la capacité d'adaptation et de la détermination de la jeunesse dahoméenne garantissaient le succès de la mise en œuvre du plan.

Pour les moyens financiers, le Dahomey comptait sur les dons, les prêts et subventions qui proviendraient de ses partenaires étrangers. Ainsi, entre autres partenaires, la France accorda au Dahomey un montant de 104 500 000 millions de fcfa, la Banque Européenne d'Investissement accorda 910 millions fcfa et l'Association Internationale pour le Développement (AID) accorda un montant de 1,5 milliards fcfa. Au terme de tous les accords de conventions de financement, le Dahomey a pu réunir un montant de 7 953400 000fcfa contre 39 679 001 000 fcfa prévu pour la mise en œuvre du plan.

Dans la sous-préfecture de Zagnanado, comment le plan a-t-il été mis en œuvre ?

C-Mise en œuvre et résultats à Zagnanado

En novembre 1972, le Gouvernement Militaire Révolutionnaire lança une nouvelle politique dite « politique nouvelle d'indépendance nationale »; ce qui passe par la réhabilitation du secteur agricole comme base de l'économie

¹⁶⁰ TAHO (A. S.) : Op. Cit. p.80

nationale et non comme une source en approvisionnement de matières premières pour les industries européennes. Le principe directeur de lutte pour la production et la construction nationale étant « compter d'abord sur nos propres forces », la masse populaire se mobilise à travers les instances de la révolution (CRL, GRVC, COJ et COF) et redouble d'ardeur dans la campagne nationale de production. La mise en œuvre de ce plan a permis plusieurs réalisations faites dans la Sous-préfecture de Zagnanado.

En effet, dans le cadre des équipements sociaux, il y a eu la construction de trois classes pour le groupe B de l'école publique d'Agonlin-Houégbo, la construction du logement de la Sage-femme, la pose de 1ère pierre du Collège d'Enseignement Secondaire (CES) (le 11 juillet 1971), la construction d'un bâtiment devant abriter les élèves de la 5^e à la rentrée prochaine, l'achèvement de la construction du dispensaire de Dovi-Dovè entreprise depuis trois ans, la construction d'une maternité à Dovi-Dovè financée par le gouvernement des USA d'un montant de 4 880 dollars. Sur le plan des infrastructures routières, 25 km de routes furent inscrits au programme routier dans le cadre du projet Zou-Borgou¹⁶¹ pour la Sous-préfecture de Zagnanado.

Par ailleurs, des ponts submersibles furent réalisés sur divers embranchements de l'Ouémé. Que fut alors le plan triennal ?

D-Présentation du plan triennal 1977-1980

Le plan triennal 1977-1980 fut élaboré et déposé le 30 décembre 1976 par une commission composée exclusivement d'experts béninois. C'est un plan qui trouve son inspiration dans le discours programme du 30 novembre 1972 et le discours d'orientation nationale du 30 novembre 1974. Il est doté d'un montant prévisionnel global de 243,9 milliards de fcfa qui prend en compte les secteurs de l'industrie (45,7%), l'équipement et les transports (22,5%), le

¹⁶¹ Il s'agit d'un projet de mise en valeur des régions du centre et du nord-Dahomey dont l'objectif était de faire le contrôle social et économique de la masse paysanne en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie devenues la priorité de tous les gouvernements dahoméens depuis l'indépendance.

développement rural (10,7%), la santé (2,8%), l'éducation (6,6%) et les services publics, le tourisme et le commerce (11,3%). Pour la mise en œuvre de ce plan, le Gouvernement Militaire Révolutionnaire (GMR) mit en place un certain nombre de structures.

Sur le plan agricole, les Centres d'Action Régionale pour le Développement Rural (CARDER) comme structures d'encadrement et de contrôle des paysans, après l'expérience de 1968, furent généralisés à toutes les provinces du pays. Ils sont chargés de la vulgarisation des techniques modernes de production auprès des paysans, de l'organisation de l'approvisionnement des paysans en facteurs de production, l'animation des structures de production et de commercialisation des produits agricoles. En plus des CARDER, tous les laboratoires et stations de recherches coloniaux furent récupérés et mis sous tutelle de la DRA pour la mise en œuvre du plan. Au plan local, des structures d'exécution de la politique agricole d'Etat furent créées telles que les Groupements Révolutionnaires à Vocation Coopérative (GRVC), les Coopératives Agricoles Expérimentales de Type Socialiste (CAETS) et les Clubs 4D. Par ailleurs, des fermes d'Etat furent créées pour servir de moteurs de croissance dans le secteur agricole¹⁶². De nombreuses sociétés agricoles furent également créées. Il s'agit de la Société Nationale de l'Agriculture (SONAGRI), la Société Béninoise pour le Palmier à Huile (SOBEPALH), la Société Nationale des Fruits et Légumes (SONAFEL), la Société Nationale d'Irrigation et d'Aménagement Hydro-Agricole (SONIAH), la SODERA (Société de Développement des ressources Animales) et la SNAFOR (Société Nationale des Forêts). Elles ont pour rôle d'assister techniquement les CARDER et de promouvoir une production agricole sectorielle intensive.

Dans le secteur de l'industrie, il fut créé la Direction de l'Industrie qui est chargée du contrôle industriel par la veille sur les comportements des

¹⁶² TAHO (A. S.) : Op. Cit. p.93

entreprises par rapport à la réglementation en vigueur ; de la promotion industrielle par l'élaboration et la réalisation des projets et de la protection de la propriété industrielle.

Au plan commercial, dans le but d'établir le monopole d'Etat, plusieurs sociétés furent créées ou réaménagées. C'est le cas de la SONIB¹⁶³. A ce groupe furent ajoutées d'autres sociétés d'Etat¹⁶⁴. En amont au fonctionnement de ces entreprises, le réseau bancaire consent des crédits à long terme. Par ailleurs, un système institutionnel de crédits¹⁶⁵ fut mis en appui à la production agricole.

Toute cette kyrielle de mesures s'inscrivaient dans la logique de l'atteinte d'objectifs bien précis.

Au plan agricole, il était impérieux d'assurer l'autosuffisance alimentaire et l'amélioration du pouvoir d'achat des masses laborieuses et des conditions de production.

Au plan industriel, ces mesures permettront l'installation de beaucoup d'unités industrielles afin de valoriser rationnellement toutes les ressources du Bénin dans la perspective de satisfaire les besoins du marché intérieur et de réduire la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'extérieur en certains produits.

Au plan commercial, les mesures feront du système commercial un puissant appui au développement indépendant du pays¹⁶⁶ Mais quel a été l'impact de ce plan triennal à Zagnanado ?

¹⁶³ Elle fut éclatée en AGB, STC et en SONACEB

¹⁶⁴ Elles furent créées en appui à l'arsenal structurel chargé de concrétiser la nouvelle politique économique dans le domaine des échanges. Il s'agit de la COBENAM, la SONATRAC, la SOTRACOB, l'OBEMAP, l'OAE, la SOBEMAC, la SONAE

¹⁶⁵ Il s'agit des CNCA, CLCAM et les CRCAM

¹⁶⁶ TAHO (A. S.) : Op. Cit. p.95

La mise en œuvre de ce plan dans le District de Zagnanado a connu la mobilisation de tant de ressources humaine, financier et matérielle. Les ressources humaines sont faites d'une main d'œuvre abondante composée des paysans, des cadres et des personnels du Carder. Même les membres des structures politiques révolutionnaires (CRL, GRVC, COJ et COF) ont été mis à contribution pour l'atteinte des objectifs du plan. Le District comptait en 1977 au total 1655 membres CRL et 2010 membres COJ et COF.

Au niveau matériel, des champs de villages furent créés dans le tout District et contrôlés régulièrement par une équipe de Carder et du CRL.

La mise en œuvre locale du plan a rendu possible l'atteinte de quelques objectifs.

Avant la mise en œuvre de ce plan qui, dans la pratique, n'a démarré qu'en 1978, afin d'approfondir le processus révolutionnaire, le parti d'avant-garde, le PRPB, par la voix de son Président, le grand camarade Mathieu Kérékou, le Chef de l'Etat, lança les trois tâches prioritaires pour l'année 1977. Il s'agit de doubler la production nationale, de transformer le pays tout entier en un vaste chantier de construction nationale et de généraliser la formation patriotique, idéologique et militaire à tous les niveaux

Quelles prévisions permettraient l'atteinte de ces objectifs dans le District de Zagnanado ?

En 1977 la population totale de Zagnanado qui regroupait les actuelles communes de Covè, de Ouinhi et de Zagnanado était de 75 860 habitants dont 63290 rurales et 37 830 d'actifs agricoles soit 50% d'actifs agricoles. Cette force agricole sera mise à contribution pour l'atteinte des objectifs agricoles.

D-1-Sur le plan de la production agricole

Tableau N° 24: Prévisions agricoles (en tonnes et en ha)

Produits	Superficie prévue	Tonnage estimé
Maïs hybride	201	336000
Maïs local	3860	3088000
Sorgho	240	144000
Igname	201	2520000
Manioc	1880	9400000
Palmiste	-	300
Haricot	1590	795000
Riz	230	805000
Arachide	3560	178000
Patate	120	360000
Coton	540	432000
Tabac	6	3600
Anacarde	20	-
Tomate	60	90000
Piment	30	12000
Gombo	20	10000
ananas	-	-
Banane	18	-

Source : Archives de Zagnanado

D-2-Elevage

Tableau N° 25: Prévisions de cheptel (par tête)

Cheptel	Prévisions
Bovins	1855
Ovins	10495
Caprins	8925
Porcins	21900
Poulets	27100
Pintades	1590
Canards	3640

Source : Archives de Zagnanado

D-3-Pêche

Au plan halieutique, en dehors des lacs et fleuves, il a été prévu la création de 16 étangs artificiels. Afin d'assurer le succès dans l'atteinte de ces objectifs, il faudra la réorganisation de toutes les forces productives du District qui passe par le recensement de tous les producteurs dans tous les villages du District, la relance des Groupements Villageois (GV), la création d'une dizaine de GRVCs qui serviront d'exemples et la mobilisation permanente pour la réalisation des objectifs fixés.

Par ailleurs, il est prévu un effectif de 35 personnes constituées des cadres techniques pouvant travailler à l'encadrement des paysans.

D-4-Sur le plan de la construction nationale

Sur ce plan, il a été prévu des projets de construction nationale dans la 1ère commune urbaine de Zagnanado comme l'indique le tableau suivant :

Tableau N° 26 : projets de construction nationale

Localités	Projets de construction
Zagnanado	Maison de peuple, Ecole
Agonlin-Houégbo-Do	Clôture dispensaire, Ecole
Agonlin-Houégbo-Aga	Tracé de route.
Doga	Maison de peuple, Construction de hangars dans le marché, Aménagement de la source Massavi.
Zoungoudo	Maison de peuple, Aménagement de la source Togbo
Tokplégbé	Forage de 2 puits, Maison de peuple, Tracé de la route Awinvi-Doga
Bamè	Création d'école, Réfection route Zagnanado-Bamè, Aménagement de la source Houè, Maison de peuple.
Zonmon	Forage de 2 puits, Maison de peuple, Tracé de la route Doga-Zonmon
Kpoto	Maison de peuple, Dispensaire, Bâtiment de l'école, Marché.
Dohounmè	Maison de peuple, Aménagement de la source Wakpa.
Tan	1 dispensaire, Maison de peuple, Aménagement de la source Aguénouto et de puits, Création de marché.
Don	Maison de peuple, Aménagement de la source Tovè, Rechargement de la route Zagnanado-Don, Construction d'un ponceau.

Source : Archives de Zagnanado

Des actions furent envisagées également dans le cadre de la formation patriotique et idéologique.

D-5-Sur le plan de la formation patriotique et idéologique

La formation vise deux cibles importantes. Il s'agit de tous membres des CRL au niveau communal et de toute la population (GV ; les féticheurs et chefs traditionnels) au niveau quartier de village. Cette formation mettra l'accent sur quatre points à savoir le matérialisme dialectique et le matérialisme historique, la révolution béninoise : ses étapes, l'Etat de la révolution et la féodalité.

Toutes ces prévisions ont abouti à quels résultats ?

E-Résultats des objectifs de 1977

Au terme de l'exécution des tâches de l'année 1977, les résultats suivants ont été atteints.

E-1-La production végétale

Les résultats sont reluisants. Les cultures vivrières ont dépassé tous les espoirs et ont atteint plus de 150% des quotas initialement fixés pour doubler¹⁶⁷. En ce qui concerne les cultures industrielles, mis à part le coton qui n'a pas pu dépasser les 50% du quota prévu, les autres cultures industrielles (arachide, tabac...) ont couvert entièrement leur quota.

En supplément aux quotas officiellement fixés au District de Zagnanado, certains GRVC ont fourni des efforts. Ainsi, le GRVC de Ouédja a réalisé 8,5ha d'arachides et 5ha de coton, à Agongbodji (Kpédékpo), 3 ha de maïs furent réalisés par le GRVC, celui de Tan a réalisé 2ha d'arachide, 1 ha d'haricot et 1ha de maïs et celui de Houégbo a fait 10ha d'arachides et 1ha de coton.

Pour en arriver à ces résultats reluisants, une organisation rigoureuse a été faite au sein des GRVC. En effet, un GRVC est constitué de plusieurs équipes de 20 personnes chacune. Chaque équipe est dirigée par un Chef d'équipe chargé du contrôle des tâches individuelles journalières de chaque coopérateur de son équipe. Il est démocratiquement élu par ses coéquipiers. Sa

¹⁶⁷ Archives Zagnanado, 1977

responsabilité ne le dispense pas de faire lui-même sa tâche journalière. Le GRVC est dirigé par un Conseil d'Administration élu en assemblée générale parmi les chefs d'équipes. Ce Conseil a à sa tête un Président élu en son sein.

Le travail journalier représente 400m² qui ne sont pris en compte par le chef d'équipe que lorsqu'il est effectivement exécuté. Cette tâche individuelle est appelée "Kanti" et sert de base-critère pour le partage plus tard des ristournes après-vente des produits : Autant de "Kanti" effectués par un coopérateur, autant de fois que ce dernier reçoit le montant de ristournes. C'est le principe d'équité qui est appliqué : "A travail égal, salaire égal".

Remarquons particulièrement la coopérative rizicole de Koussin-Lélé. En effet, cette coopérative qui est née de la coopération Sino-béninoise a servi de modèle pour l'organisation des GRVC dans le District. Sa dernière campagne a été lancée avec 5 millions de francs pour 98ha de riz. En fin de campagne, elle a fait une recette de 10 366 760 f dont 3 699 672f ont été des ristournes aux coopérateurs le 08 juillet 1977. Les 6 667 088f ont servi de fonds de caisse pour la prochaine campagne.

Qu'en est-il de la production animale ?

E-2-La production animale

La situation est, à ce niveau, peu brillante comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau N° 27: Situation du cheptel (par tête) en 1977 comparée à celle de 1976

Cheptel	1976	1977	Variation en %
Bovins	1038	817	-21
Ovins	7303	3 192	-56
Caprins	6761	2 164	-68
Porcins	8445	13 455	59
Volailles	18220	8 880	-51
Pintades	1360	230	-83
Canards	2500	1 140	-54

Source : Archives Zagnanado, 1977

Comme l'indique ce tableau, le cheptel a considérablement diminué à tous les niveaux sauf pour les porcins en 1977 comparativement à ce qu'il était en 1976. Ce déclin est dû à plusieurs difficultés dont entre autres, le manque d'approvisionnement suffisant en eau, l'alimentation déficiente et l'assistance vétérinaire peu opérationnelle.

Au niveau de la production halieutique, les fruits n'ont pas donné l'espoir des fleurs.

E-3-La production halieutique

Six étangs artificiels ont été réalisés avec une production de 6,6tonnes de poissons. La pêche dans les lacs et fleuves ont donné 20 tonnes de poissons. Une recette totale de 2 660 000f fut réalisée.

Quant à la formation patriotique et idéologique, elle est donnée à toute la population en générale. Mais particulièrement, tous les GRVC, les COF et COJ du District furent formés. Du 9 au 19 décembre 1977, tous les chefs traditionnelles et chefs féticheurs du District furent formés.

E-4-La construction nationale

Au cours de l'année 1978, d'autres efforts furent consentis par le District à divers niveaux :

-Niveau village

Au niveau des villages plusieurs routes furent tracées ou réfectionnées. Il s'agit des routes Aizè-Kpédékpo, Houédja-Dasso, Houédja-Aizè, Dasso-Ouinhi, Ouokon-Ouinhi, Sagon-Tévèdji et Kpédékpo-Agonvè.

Par ailleurs, des maisons du peuple en matériaux définitifs sont bâtis dans 53 villages ou quartiers de villes en plus des huit cases de matrones construites en banco et couvertes de pailles.

-Niveau commune

Au niveau des communes, plusieurs réalisations furent faites. Ainsi, dans la 1ère commune urbaine de Zagnanado, il y eut la construction de deux hangars métalliques dans le marché de Houégbo d'une valeur de 200 000 frcs et la construction du bâtiment de la pharmacie ONP en chantier. Dans la 2è commune urbaine de Covè-nord des travaux de déménagement furent faits dans l'ancien marché. Dans la 3è commune urbaine de Covè-sud la construction de la mairie fut achevée pour un montant total de 1 062 000 frcs¹⁶⁸ et intégrée. Par ailleurs, il y a eu la construction de la latrine de la mairie. Dans la commune rurale de Dasso la construction de la maternité et de la pharmacie a démarré. Dans la commune rurale de Sagon un montant total de 493 116 frcs fut investi dans la construction de la mairie. L'extension du marché de kpédékpo et le forage de puits de kpédékpo ont démarré. Dans les communes rurales de Dovi et de Banamè la construction du bâtiment de la mairie fut achevée et intégrée d'un coût respectif de 556 412 frcs et de 509 365 frcs. A Dovi la

¹⁶⁸ Ce montant est intégralement libéré par les collectivités locales.

construction de la maternité a démarré. A Banamè, la construction de la mairie est entièrement financée par les collectivités locales.

F-Les résultats obtenus en 1978

F-1- Production agricole (en ha)

Tableau N° 28 : Etat de réalisation des superficies emblavées par culture (en ha et en (%))

Produits	Quotas à réaliser	réalisés	Taux de réalisation
Cultures vivrières			
Maïs	8500	7440	88
Sorgho	500	347	69
Riz	230	7	3
Total1	9230	7794	84
Tubercules			
Manioc	3100	2653	86
Haricot	2800	2573	92
Igname	300	325	108
Total2	6200	5551	90
Fruits et légumes			
Tomates	0	92	0
Ananas	5	0,8	16
Bananes	10	0,5	5
Papaye	1	0,1	10
Agrume	30	9	30
Piment	25	33	132
Gombo	25	46	184
Sésame	20	0,4	2
Total3	116	181,8	157
Bois			
Acacia	45	-	0
Anacardier	45	6	13
Teck	35	3	9
Total4	125	9	7
Cultures industrielles			
Arachides	5500	5495	99
Kenaf	30	-	0
Coton	500	507	101

Tabac	63	1	2
Total5	6063	6003	99

Source : Archives de Zagnanado, 1978

Plusieurs périmètres rizicoles furent réalisés comme le montre le tableau suivant :

- Koussin-Lélé

Tableau N° 29 : Superficie de riz emblavée à Koussin-Lélé

Groupements	Nombre de coopérateurs	Superficies réalisées (en ha)
Koussin1	20	8
Koussin2	20	6
Koussin3	30	11
Lélé1	14	3
Lélé2	12	3
Lélé3	20	4
Total	116	35

Source : Archives de Zagnanado, 1978

- Bamè-Zonmon

Tableau N° 30 : Superficie de riz emblavée à Bamè-Zonmon

Groupements	Nombre de coopérateurs	Superficies réalisées (en ha)
Zonmon1	22	3
Zonmon2		1,5
Bamè1	20	-
Bamè2	20	-

Source : Archives de Zagnanado, 1978

F-2-Production animale

Tableau N° 31 : Production animale (par tête et en (%))

Nature des animaux	Quotas	Réalisés	Taux de réalisation (%)
Taurillons	36	04	11
Génisses	02	06	300
Ovins	50	0	0
Bovins	-	2439	-
Brebis	08	05	63
Porcelets	100	0	0
Poulets	4500	23	1
Pondeuses	400	0	0
Lapins	95	0	0
Alevinage	-	30	-
Pisciculture	20	29	145
Total	5211	97	2

Source : Archives Zagnanado, 1978

F-3-La construction nationale

Plusieurs réalisations ont été entreprises dans le cadre de la construction nationale.

-Au niveau du district de Zagnanado

Au niveau du District, il y a eu d'une part, le démarrage de la construction de la maison du peuple de 1500 places, la construction et l'aménagement de la paillote pour les réunions, l'achèvement de la construction du logement de la Sage-femme de Houégbo et de la pharmacie populaire de Houégbo, la clôture du dispensaire de Houégbo, la construction de deux hangars métalliques au marché de Houégbo. D'autre part, il fut fait d'autres réalisations telles que la construction du poulailler du district, le déblaiement du terrain omnisport du District, l'ouverture d'un foyer culturel, la réalisation de 10 puits (au lieu de 4) livrés à l'exploitation des masses, la construction d'une maison de Matrone UVS à Tan, l'achèvement (en cours) de la maternité de Dovi et de la clôture du C.M., l'extension du marché de kpédékpo, l'aménagement du local de la caisse régionale de crédit agricole, et

la réalisation d'un foyer d'approvisionnement des pensionnées et retraités du District.

-Au niveau du district de Ouinhi

Dans le district de Ouinhi plusieurs travaux furent réalisés. Au nombre de ces réalisations, nous pouvons citer l'achèvement (en cours) de la construction de la maternité de Dasso, la construction de la mairie et de la pharmacie de Dasso, le démarrage des travaux d'installation du réseau téléphone (les poteaux sont réunis par les populations), de la construction du poulailler du district et du ponceau à Aizè et de l'aménagement du local de la caisse régionale de crédit agricole.

- Au niveau du district de Covè

Dans le district de Covè, des activités furent également menées tels que l'achèvement de la Mairie Covè-Sud, la construction du nouveau marché et de deux classes de seconde au CEMG de Covè. Le poulailler du District et la maison de matrone UVS à Laïnta-Cogbé étaient en cours de construction.

La troisième tâche assignée est la formation idéologique, patriotique et prémilitaire.

La formation idéologique, patriotique et prémilitaire.

Elle fut articulée sur trois axes importants dans le district. C'est ainsi, qu'il fut organisé :

Des stages de recyclage fréquents à l'intention de toutes les instances locales de la révolution

Des journées de formation suivies de journées de construction nationale à l'intention des conducteurs de taxi.

Des séances d'idéologie hebdomadaires dans les unités de production afin de mieux armer les militants à l'idéologie du marxisme-léninisme.

Au terme de la formation, les statistiques ont été réalisées comme le montre le tableau suivant.

Tableau 32 : Formation idéologique par catégorie de personnes

Cibles formées	Nombres de personnes formées
Formation des formateurs	10
Cadres du district	125
Femmes	200
COF et COJ	970
CRL	800
Elèves CEMG	200
Miliciens	20
CDR	40
Féticheurs, anciens et commerçants	1200

Source : Archives Zagnanado, 1978

G-Impact économique et sociale des résultats

La mise en œuvre de ces plans de développement a eu un impact sur l'économie et la société de Zagnanado. En effet, sur le plan économique, la production agricole s'est accrue de même que la production halieutique. La production animale aussi a connu une augmentation. Cet accroissement de la production a permis une amélioration de l'alimentation et une autonomisation de la masse paysanne à travers l'organisation rigoureuse de travail induite par les plans. Au plan social, les créations d'écoles, de dispensaires et de maternités ont été d'une utilité non négligeable. En effet, les créations d'écoles ont permis la scolarisation des enfants. Pépinière de cadres et intellectuels, ces écoles ont contribué à la propagation de la connaissance intellectuelle, ont ainsi réduit l'analphabétisme et produit des cadres capables de penser le développement non seulement du District de Zagnanado mais aussi de toute la République populaire du Bénin. Les dispensaires et maternités ont permis de régler les problèmes sanitaires des populations et ont rapproché les agents de santé de la population.

Par ailleurs, les équipements administratifs construits çà et là ont rapproché l'administration des populations en vue de mieux connaître leurs besoins et

pour pouvoir les satisfaire. La construction des maisons de jeunes, des foyers culturels constituent des cadres d'activités récréatives, éducatives et sociales qui facilitent l'épanouissement de l'homme et son intégration dans une communauté locale bienveillante¹⁶⁹.

¹⁶⁹ ¹⁶⁹ CORNEVIN(R.) : *La République Populaire du Bénin : des origines à nos jours*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1981, p. 495

CONCLUSION

La France a mis en place dans la colonie du Dahomey, à l'instar des colonies françaises, un système d'exploitation des ressources économiques. Cette exploitation s'est faite à travers une politique métropolitaine d'austérité financière jusqu'en 1946, où sortie ruinée de la deuxième guerre mondiale, elle a dû revoir sa loi des finances de 1900 qui l'amenait à s'abstenir de faire des investissements directs dans la colonie. Désormais, dans l'intérêt du relèvement de sa propre économie, elle entreprit une politique de mise en valeur des colonies qui passe par la nouvelle politique agricole suscitée par la loi des finances de 1946. Dès lors, des institutions financières en appui à la mise en œuvre de la nouvelle politique économique furent créées. Cependant, tous les efforts déployés par la métropole jusqu'en 1960 n'étaient guère pour développer l'économie de la colonie du Dahomey mais plutôt pour fournir aux industries métropolitaines les matières premières dont elle avait besoin. L'agriculture dahoméenne est restée mono productrice des matières premières pour la France.

A l'indépendance de 1960, les nouveaux dirigeants du pays furent d'accord sur le besoin de développer l'agriculture dahoméenne afin d'assurer pour le jeune Etat indépendant l'autonomie économique. Pour y arriver, plusieurs mesures furent prises : la réforme agraire de 1961, les différents plans de développement économique et social et des programmes ont été mis en œuvre pour garantir au Dahomey l'indépendance économique. Mais tous les efforts consentis n'ont pas permis véritablement à la jeune république de faire de son agriculture la base de son développement économique. Ceci, à cause de l'extraversion de la politique de développement qui constitue un handicap à la diversification des cultures vivrières et l'intégration de l'agriculture à l'industrie. L'agriculture dahoméenne demeura mono exportatrice avec la prépondérance

des produits dérivés de palmier à huile dans les exportations jusqu'en 1975 où le coton ravit cette place aux dérivés du palmier à huile.

A l'instar des unités administratives que constituaient les cercles/subdivision et sous-préfectures, Zagnanado a été le théâtre de la mise en œuvre au plan local des différentes politiques de développements économiques et sociales de la période coloniale jusqu'à celle post-coloniale. En tant que tel, Zagnanado a contribué à l'effort de développement économique et social du Dahomey pendant les périodes coloniale et postcoloniale.

Pendant la période coloniale, Zagnanado a contribué de diverses manières au développement économique de la colonie. Considéré comme "cercle riche" à cause de sa palmeraie naturelle, le cercle a fourni à la colonie, par l'ABZ de 1928 à 1931, 19 511 992 tonnes de produits agricoles constitués d'amandes de palme, de l'huile de palme, de maïs, du coton et autres. Sa part dans le revenu de l'impôt lui a valu la 3^e place dans toute la colonie durant la période de 1899-1904. Toujours dans le domaine de l'impôt de capitation, en 1942, la subdivision de Zagnanado s'est acquittée à 100% de l'impôt de capitation.

Par ailleurs, en termes d'effort de guerre aux côtés de la France pendant la deuxième guerre mondiale, Zagnanado a fourni comme effort alimentaire, en 1946, 850 tonnes de palmistes, 450 tonnes d'arachides (sur 75 tonnes prévues), 10 tonnes de ricin et 14 tonnes de karité (sur 10 tonnes prévues). Au plan financier, en 1943, 165 690 f furent apportés par la subdivision. Du point de vue humain, plusieurs cohorte d'engagés militaires furent incorporés pour aller combattre aux côtés de la France pour sa liberté.

Après l'indépendance, Zagnanado a continué sa contribution au développement économique et social du jeune Etat du Dahomey à travers les différents plans de développement mis en œuvre. Nous allons faire remarquer ici quelques-uns de ses apports les plus importants. En 1962, certains producteurs

Benoît GOUNOU, EÏSSE Michel et GERMAIN BONIFACE CRECELLE Kokou Honon furent proposés pour recevoir une marque de distinction de mérite agricole. En 1977, pour l'atteinte des objectifs des trois tâches de l'année, Zagnanado a été performant. En effet, pour les cultures vivrières, la Sous-préfecture de Zagnanado a dépassé les espoirs. Plus de 150% des quotas fixés pour doubler la production agricoles ont été réalisés. En dehors du coton pour lequel plus de 50% du quota a été couvert, toutes les autres cultures industrielles ont été entièrement couverts en terme de quota. Enfin, en 1978, il était assigné à Zagnanado de réaliser 21764 ha pour la production agricole. 19 538,8 ha de superficie agricole furent réalisées, soit environ 90% de la superficie prévue.

SOURCES ET ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

I) Sources

I.1 Les détenteurs de sources orales

N°	Nom et Prénoms	Âge et rang social	Date et lieux d'entretien	Profession	Observations
1	AGNANSOTON Emile	né vers 1936	à Doga-Aga, le 20/1 ^{er} /2012	Cultivateur	Informations précises sur les champs collectifs de Doga. Les différentes cultures qui y ont été cultivées. Il nous a aussi fourni des informations sur les marchés de Doga.
2	DEGUENON Barthélémy	Né en 1948, ancien Préfet des départements du Zou et des Collines	09/02/2013	Professeur-Assistant de l'UAC à la retraite	Informations sur les organisations de la jeunesse du Dahomey/Bénin dans les années 70 en général et de l'Organisation de la jeunesse de la Sous-Préfecture de Zagnanado (OJSPZ-EHUZU) qui luttait contre l'exploitation des masses laborieuses par certains fonctionnaires. Par ailleurs, selon lui, le totalitarisme mis en place dans les années 70 a annihilé la lutte et l'envol de la jeunesse dahoméenne.
3	DEGUENON Joseph	né le 11/08/1934 ancien Maire de la commune de Zagnanado de	Le 17 / 08/ 2009 à Gbénonkpo (Zagnanado)	Instituteur à la retraite	Informations générales sur le peuplement de Zagnanado et l'histoire des groupes ethniques qui le composent.

		1978 à 1986			
4	- Dogahossou	né vers 1934, roi de Doga	16/02/2012 à Doga	Cultivateur	Informations précises sur la commercialisation des produits cultivés sur les champs collectifs.
5	DONVIDE Antonin	Agro-éleveur, Exploitant d'Adduction d'Eau né le 14 juillet 1954	le 03/09/2010 à Banamè (Zagnanado)	Sculpteur	Informations sur l'historique de la sculpture sur bois dont les Donvidé furent et sont les principaux acteurs
7	GANMAVO Daniel	né vers 1942, ancien Maire de la commune Zagnanado (2003-2007),	le 24/08/09 à Zonmon (Zagnanado)	Inspecteur des douanes à la retraite	Information générale sur les organisations des jeunes à Zagnanado
8	GANDAHO Joseph	Né le 18 mars 1947, ancien Président de la JEZ	28/02/2013	Administrateur des affaires maritimes	Informations sur d'autres associations de développement créées en vue de conjuguer les efforts pour un réel développement. Selon lui, tous ces essais ont souvent eu comme barrières certains fils de la région ennemis de son développement
9	GANDAHO Pascal	Né le 16 avril 1952, ancien SG OJSPZ-EHUZU, DAC/ Présidence de la République	06/ 02/ 2013 à Abomey-Calavi	Directeur de la bibliothèque universitaire	Informations précises sur le contexte de création de l'OJSPZ et ses actions. Il nous a aussi donné des informations sur la Jeunesse Estudiantine de Zagnanado comme étant également une association très active dans la défense des intérêts

					des populations
10	GODFRIED Johnson	Né le 10 mai 1944, ancien Chef district de Zagnanado	26/02/2013, à Akpakpa	Administrateur civil	Informations sur la promotion de l'agriculture faite par son administration à travers la mise en place de la rizière de Koussin –Lélégo installée par les Chinois. Les contraintes pour le développement de Zagnanado, selon lui, sont entre autres, les divisions entre les cadres d'une part et les rivalités entre Covè et Zagnanado d'autre part.
11	KPESSOTON Lambert	Né en 1939,	le 17/08/2009 à Gbénonkpo (Zagnanado)	Agent Technique du Développement Rural en retraite	Informations sur la promotion agricole dans Zagnanado
12	POBLAH Adolphe Siméon M	né en 1956, chef département des Ressources Humaines à l'OCBN	le 30/12/2011 à Ganhi	, Inspecteur du Travail et de la main d'œuvre	Informations sur les chemins de fer en général mais précisément sur le démantèlement des rails sur certaines lignes ferroviaires dont la ligne ABZ
13	TCHOUGBE Jean	Né en 1953, Ex-directeur Campus numérique d'Abomey-Calavi, Directeur IFADEM	08/02/2013	Ancien Directeur du Campus numérique francophone d'Abomey-Calavi	Informations sur OJSPZ créée en 1973. Selon lui, la manifestation de décembre 1973 dénommée la fête du canard organisée par cette association, a marqué la rupture de la région avec le gouvernement de KERKOU I (1972-1990)

I.2 Sources d'archives

- A.N. P., 200Mi 1904 Série G sous-série 2G 49-36 Bobine 7
- Archives Nationales : Rapport économique annuel, 1950, A.N. Paris, 200Mi1921 2G 50-58 Bobine 790, 203p.
- Archives Nationales de Paris, 200Mi 1905 2G 49-50 Bobine 774.
- Archives Nationales : Rapport économique, 1951, Paris, 200Mi 1938 série G, sous-série 2G 51-60 Bobine 807, 203p.
- Archives Nationales de Paris, Section microfilm, 200MI 1729

1.3 Sources imprimées

- ADOGBO-MEDAGBE, sous-préfet, *Synthèse économique mensuel*, janvier 1969, 3p.
- Bally, chef de subdivision, *Rapports politiques trimestriels* 3è, 4è trimestres 1937,20p.
- BOULARD, administrateur adjoint de cercle, *Rapport trimestriel*, 3è trimestre 1931, 10p.
- CAIN R. chef de subdivision, *Rapports politiques trimestriels*, 3è trimestre 1957, 5p.
- CAIN R. chef de subdivision, *Revue politique*, 3è trimestre 1957, 8p.
- COAYRCHOURAQ, chef de subdivision, *Rapports politiques trimestriels*, 3è trimestre 1939, 10p.
- CORTRICHI, administrateur de cercle, *Rapports trimestriels*, 1^{er}, 2è trimestres 1930, 24p.

- DUCHAMP A., chef de subdivision, *Rapports politiques mensuels* janvier, février, mars, avril, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1944, 34p.
- DUCHAMP A. *Rapports politiques trimestriels*, 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e trimestre 1943, 36p.
- DUPONT, administrateur de cercle, *Rapport politique trimestriel*, 4^e trimestre 1931, 10p.
- DUPONT, administrateur de cercle, *Rapports politiques trimestriels*, 1^{er}, 2^e trimestres 1932, 20p.
- FILATRIAU, chef de subdivision, *Rapports politiques trimestriels*, 2^e, 3^e trimestres 1933, 20p.
- FILATRIAU, chef de subdivision, *Rapport politique trimestriel*, 4^e trimestre 1931, 10p.
- GROS-DESORMEAUX L., chef de subdivision, *Revue des événements*, 1^{er}, 2^e trimestres 1952, 7p.
- GROS-DESORMEAUX L., chef de subdivision, *Situation politique et administrative*, 1955, 9p.
- GROS-DESORMEAUX L., chef de subdivision, *Revue des événements*, 3^e trimestre 1953, 9p.
- GROS- DESORMEAUX L. chef de subdivision, *Rapports mensuels* janvier, juillet, août, septembre, octobre 1952, 15p.
- FOURCAULT M., chef de subdivision, *Rapport sur les élections de mars de* 1952, 4p.

- JOURNU B., chef de subdivision, *Revue politique*, 3^e, 4^e trimestres 1956, 8p.
- JOURNU B. chef de subdivision, *Notes sur la situation administrative, politique, sociale et économique*, Janvier 1957, 12p.
- PRAT, chef de subdivision, *Rapports politiques trimestriels* 1^{er}, 2^e trimestres 1938, 20p.
- PIERRE V., chef de subdivision, *Rapports politiques trimestriels*, 3^e, 4^e trimestres 1938, 20p.
- PIERRE V., administrateur de cercle, *Rapports politiques trimestriels*, 1^{er}, 2^e trimestres 1931, 20p.
- ROURE, chef de subdivision, *Rapports trimestriels* 1^{er} trimestre 1939, 10p.
- TARNIER P. M., chef de subdivision, *Contribution au rapport politique*, 1^{er} trimestre 1956, 3p.
- TARNIER P. M. , chef de subdivision, *Notes sur la situation administrative, politique, sociale et économique*, Janvier 1956, 8p.
- TARNIER P. M., *Rapport politique trimestriel*, 4^e trimestre 1954, 9p.
- VILLEDIEU H., chef de subdivision, *Revue politique trimestrielle*, 1^{er}, 2^e trimestres 1957, 15p.
- DOSSOU-TOGBE (J.) & JONHSON (G.) : Rapport sur la journée de réflexion des chefs de District de la province du Zou du 29 juillet 1974, 6p.
- ADOGBO-MEDAGBE, Sous-préfet : Synthèse économique mensuelle, Zagnanado, janvier 1969, 3p.- Archives Nationales : Rapport politique, 1949,
- CHIMIER (R.P.) : Archives Nationales, rapport politique, 1950, Paris, 200Mi 1917 Série G sous-série 2G 50-31 Bobine 786.

III- Eléments de bibliographie

A- Ouvrages généraux

1- Economie

-ALMEIDA-TOPOR (H.d') : *Histoire économique du Dahomey(Bénin) 1890-1920*, vol.2, Paris, l'Harmattan, 1995, 420p.

- CLERC (D.) : *Déchiffrer l'économie*, Paris, 1999, La Découverte et Syros, 442p.

2- Société, Economie et Politique

- AHANHANZO GLELE (M.) : *Le Danxomè : du pouvoir aja à la nation fon*, Paris, Nubia, 1974, 271p

- ALMEIDA-TOPOR (H.d') : *L'Afrique au XXè siècle*, Colin, 1993, 363p.

- CORNEVIN(R.) : *La République Populaire du Bénin : des origines dahoméennes à nos jours*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1981, 584p.

- DESANTI (H.) : *Du Danhomey au Bénin-Niger*, Paris, Larose, 1945, 263P.

- J.P. jacob et Ph. Lavigne Delville : *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, Paris, 1994, karthala, 307p.

- KI-ZERBO (J.) : *Histoire de l'Afrique Noire d'hier à Demain*, Paris, Hatier, 1978, 773p.

- MDGLAAT : *Guide juridique de la Réforme Administrative et Territoriale*, Tome 1, Cotonou, novembre 2009, 88p. –

- SOTINDJO (D.S.) ; document inédit à paraître : *Mutations socio-économiques et mouvements politiques (fin XIXe s-veille de la conférence des Forces Vives de la Nation)*, pp 14-37.

- WANTCHEKON (L.) : *Rêver à contre-courant : Autobiographie*, Paris, l'Harmattan, 2012, 248p.

B- Thèses, mémoires et Articles

1- Economie

- ATADE (E. F.) : *Puissance publique et politique de transport au Dahomey (1946-1975)*, FLASH (UAC), 2000, pp.5-33.

- AWO (A.D.) : *Puissance publique et politiques agricoles au Dahomey(Bénin) : 1946-1975*, FLASH(UAC), 2003,121p.

- CCAID : *Cinquantenaire de la Chambre de Commerce de Cotonou*, Cotonou, mars 1958, 133p.

- DISSOU (M.) : *La palmeraie béninoise, exploitation traditionnelle et aménagement volontaire (conditions biogéographiques)*, Thèse de Doctorat d'Etat de Géographie, Université Paris X, 1982, 749p.

- HADONOU (C.J.) : *La filière du palmier à huile du Dahomey/Bénin 1960-1995*, FLASH (UAC), 2005, 108p.

2- Société, Economie et Politique

- CHABI-IMOROU (A.) : *Le Bénin à l'épreuve du syndicalisme enseignant : les revendications des « dévalorisés » et la construction de l'Etat (1945-2008)*, thèse, Johannes Gutenberg-Universität Mainz, 2010, pp. 21 et 23

- HOUEDETE (O. T.) : *Régime foncier et développement agricole au sud du Bénin : de l'indépendance à nos jours (1960-2002)*, Université Grenoble II-Pierre Mendès France, 308p.

- HOUEMAVO (A.) : *La politique économique coloniale au Dahomey (entre les deux guerres) et ses implications sociales*, thèse de doctorat 3è cycle, Université de Dakar, 1984, 383p.
- HOUNTONDI (P. J.): "Construire l'autosuffisance: l'économie béninoise d'hier à demain" in *Economie et Société: Le Bénin d'hier à demain*, Forum du Tiers-Monde, l'Harmattan, Paris, 2000, pp. 181-253
- KOUIN (J.T.): *Agonlin après la conquête de Danhomè 1894-1904*, Ecole Normale Supérieure, 1980, 130p.
- LAKOUSSAN (T.S.E.A.): *Insécurité foncière et économie agricole : analyse des enjeux socio-économiques de l'agriculture de rente en région agonli*, thèse d'Ingénieur Agronome, FSA (UAC), 2004, p.35
- LE MEURE (P. I.) ET ADJINACOU (C.) : "Les pouvoirs locaux à Gbanlin (Zou) entre migration, commerce et religion" in *Les pouvoirs au village : Le Bénin rural entre démocratie et décentralisation*, Paris, 1998, Karthala, pp. 121-166.
- LISBOA (P.) : *L'effort militaire du Dahomey pendant la seconde guerre mondiale*, mémoire de maîtrise d'Histoire, UNB, Ecole Normale Supérieure, 1980,100p.
- MONDJANNAGNI (A.): *Contribution à l'étude de paysages végétaux du Bas-Dahomey*, Thèse, Paris, 1979, 251p.
- MONGBO (R. L.) ET DOSSOU-HOUESSOU (A.): "Le secteur rural : La libération depuis 1990" in *Economie et Société: Le Bénin d'hier à demain*, Forum du Tiers-Monde, l'Harmattan, Paris, 2000, pp. 101-141
- MONGBO (R. L.) ET DOSSOU-HOUESSOU (A.): "Le secteur rural : l'héritage colonial et sa gestion jusqu'en 1990" in *Economie et Société : Le*

Bénin d'hier à demain, Forum du Tiers-Monde, l'Harmattan, Paris, 2000, pp. 75-100

- M'PO (M.): *Les CARDER dans la promotion de l'agriculture béninoise, le cas de l'Atacora (1975-1996)*, mémoire de maîtrise d'histoire, FLASH, DHA, UAC, 2011, 122p.

- SOTINDJO (D.S.): "Agonlin: une région de symbiose culturelle à structure administrative non centralisée (XVIIè- début XXIes.)" in *Science et Technique, Lettres, Sciences sociales et Humaines*, Burkina-Faso, vol.28, n° 1 et 2, décembre-Janvier 2012, pp. 124-150.

- SOTINDJO (D.S.): "Commerce international et royaumes de l'espace béninois, de la diversité des partenaires au monopole français (1641-1938)", in *Annales de la FLASH*, UAC, N° VII, 2002, pp.123-144.

- SOTINDJO (D.S.): "Commentaire d'un tableau statistique ou d'un graphique", in *Commentaire de documents historiques*, FLASH, Département d'histoire et d'archéologie, UAC, 2004, pp. 11-31.

- SOTINDJO (D.S.): "Pérennité des structures de dépendance et reproduction du sous-développement: le cas du Bénin (ex-Dahomey) de la colonisation à aujourd'hui" in Konaré Ba Adame (dir), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du Président Sarkozy*, La Découverte, 2008, pp.227-239.

- SOTINDJO (D.S.): " *Gloire et déboires du palmier à huile au Bénin (1946-1995*") in Actes du premier colloque de l'UAC, tenu du 25 au 29 juin 2007, vol.1: Sciences Humaines et Sociales, 2008, pp. 594-611

- SOTINDJO (D.S.): *Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985)*, col. Etudes africaines, Paris, L'Harmattan, 2010, 336p.

- TAHO (A. S.): *Etude critique des plans de Développement Economique et social du Dahomey-Bénin (1946-1992)*, mémoire de maîtrise d’histoire, FLASH, DHA, UAC, 2011, 147p.
- TOVIZOUNKOU (N.): *Le commerce de l’huile de palme dans la région de Akpro-misséréte de 1850 à nos jours*, FLASH, UNB (Abomey-Calavi), 2000, pp. 5-85
- VIDEGLA (M.M.E.): *Rôle des Intellectuels dans le mouvement de la décolonisation de l’ex-Dahomey: Etude de quelques cas typiques de 1918 à 1956*, mémoire de maîtrise d’Histoire, UNB, Ecole Normale Supérieure, 1980, 96p.

Webgraphie

- www.docpatrimoine.agroparistech.fr
- www.cemaf.cnr.fr
- www.unesdoc.unesco.org
- www.economie-et-societe.over-blog.fr

1- LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	Pages
Tableau N°1 : Structure administrative des cantons du cercle de Zagnanado en 1899.....	8
Tableau N°2 : Cantons et chefs cantons en 1928.....	9
Tableau N°3: Evolution du cheptel par tête du cercle / subdivision de Zagnanado (1930-1933).....	15
Tableau N°4: Evolution d'effectif d'animaux abattus pour consommation locale (1930-1931).....	16
Tableau N°5: Evolution comparative de la production et consommation moyennes de viande (1930-1933).....	17
Tableau N° 6: Evolution du taux de capitation et perception à Zagnanado de 1925 à 1928.....	26
Tableau N°7: Evolution du taux d'impôt de capitation.....	27
Tableau N° 8 : Evolution indiciaire de l'impôt de capitation dans le cercle de Zagnanado de 1930 à 1940 (1930=100).....	29
Tableau N° 9: Les stations de pépinière dans le cercle/subdivision de Zagnanado dans les années 30 et début 1940.....	33
Tableau N°10: Superficie des cultures ensemencées à Zagnanado de 1930 à 1937(en ha).....	35
Tableau N°11: Evolution des exportations(en tonnes) du cercle de Zagnanado assurées par l'ABZ de 1928 à 1931.....	40
Tableau N°12 : Evolution du total des exportations du cercle de Zagnanado par ABZ de 1928 à 1931.....	41
Tableau N°13: Produits importés par ABZ pour le cercle de Zagnanado	

de 1928 à 1931(en tonnes).....	43
Tableau N°14 : Evolution annuelle des importations par ABZ pour le cercle de Zagnanado de 1928 à 1931.....	43
Tableau N°15: Répartition des investissements du FIDES dans ses domaines privilégiés (en milliards de Fcfa en %)......	51
Tableau N° 16 : Superficie de cultures ensemencées de 1946 à 1957 (en ha).....	52
Tableau N° 17: Investissements hybrides par types de travaux.....	56
Tableau N° 18: Volume et valeur des produits commercialisés au cours du 1 ^{er} semestre des années 1950 (en tonnes).....	59
Tableau N° 19: Evolution indiciaire du nombre de voyageurs transportés par le train ABZ de 1928 à 1931(1928-1931= 100).....	61
Tableau N° 20: Répartition par localité des superficies des champs collectifs.....	79
Tableau N° 21: Produits industriels commercialisés en août 1963 (en tonne).....	82
Tableau N° 22: Structuration du plan 1966-1970 (en millions de Fcfa).....	86
Tableau N° 23: Répartition des investissements par destination (en Fcfa et en %).	95
Tableau N° 24: Prévisions agricoles (en tonnes et en	101

ha).....	
Tableau N° 25: Prévisions de cheptel (par tête).....	102
Tableau N° 26 : projets de construction nationale.....	103
Tableau N° 27: situation du cheptel (par tête) en 1977 comparée à celle de 1976.....	106
Tableau N° 28 : Etat de réalisation des superficies emblavées par culture (en ha).....	108
Tableau N° 29 : Superficie de riz emblavée à Koussin-Lélé.....	109
Tableau N° 30 : Superficie de riz emblavée à Bamè-Zonmon.....	109
Tableau N° 31 : production animale.....	110
Tableau 32 : Formation idéologique par catégorie de personnes.....	112

2- Liste des graphiques	Pages
Graphique 1 : Evolution comparative de la production et consommation moyennes de viande (1930-1933).....	17
Graphique 2 : Production en cheptel, de la consommation en viande et de l'excédent (1930-1933).....	18
Graphique 3: Evolution indiciaire de l'impôt de capitation perçu dans	

le cercle de Zagnanado de 1930 à 1940.....	29
Graphique 4 : Evolution annuelle des importations par ABZ pour le cercle de Zagnanado de 1928 à 1931.....	41
Graphique 5 : Total des exportations du cercle de Zagnanado de 1928 à 1931.....	44

ANNEXE :

Liste des Commandants de cercle, Chefs de subdivision, Sous-préfets, Chefs de district et Maires de Zagnanado

Liste des Commandants de cercle, Chefs de subdivision, Sous-préfets, Chefs de district et Maires			
1- Zagnanado : Cercle			
N°	NOM ET PRENOMS	TITRE, GRADE	PERIODE D'EXERCICE
1	PATTERSON	Administrateur pal, 2 ^e classe	29 octobre 1894- 24 janvier 1896
2	REY	Administrateur, 3 ^e classe (A.F.)	24 janvier 1896- 1er juillet 1896
3	COLY	Administrateur adjoint affaires indigènes	1er juillet 1896-6 septembre 1896
4	GERARD	Administrateur adjoint affaires indigènes	6 septembre 1896-4 décembre 1896
5	GALIBERT	Administrateur, 3 ^e classe (A.F.)	4 décembre 1896- 17 mars 1897
6	MOUNIER	Administrateur adjoint, 3 ^e classe	17 mars 1897-4 février 1898
7	BARTHELEMY BENOIT	Administrateur adjoint	4 février- 27 mai 1898
8	COSSON	Inspecteur de la garde indigène	27 mai- 12 août 1898
9	LAN	Garde pal de la garde indigène	12 août 1898- 29 mai 1899

10	PERREUR	Inspecteur de la garde indigène	29 mai 1899- 18 novembre 1899
11	GALIBERT	Administrateur adjoint, 2è classe	18 novembre 1899-28 janvier
12	NANDY	Administrateur adjoint des affaires indigènes	28 janvier-11 août 1900
13	GISCARD	Administrateur adjoint, 3è classe	11 août 1900- 15 février 1901
14	LE GARRERES	Administrateur adjoint	6 septembre 1901-10 avril
15	BARREME LOUIS	Administrateur adjoint	10 avril -20 mai 1904
16	JUILLET SAINT-LAGER	Administrateur, 1er classe	20 mai 1904- 24 janvier 1906
17	HUMEL	Administrateur, 3è classe	24 janvier 1906- 13 avril 1907
18	FAYS	Administrateur adjoint	13 avril- 4 novembre 1907
19	DREYFUS	Administrateur, 2è classe	4 novembre 1907- 19 avril
20	GRANDE	Adjoint des affaires indigènes	19 avril 1908- 9 juin 1908
21	GOUFFRAN	Administrateur adjoint	9 juin- 12 décembre 1908
22	MARIA	Administrateur adjoint	12 décembre 1908-7 octobre 1910

23	BERTTEUX	Administrateur adjoint	7 octobre 1910- 16 juillet 1911
24	SARRAN	Administrateur adjoint	16 juillet-20 octobre 1911
25	DUBOSCO	Administrateur adjoint	20 octobre 1911- 25 octobre 1913
26	HOUET	Administrateur adjoint	25 octobre 1913- 25 novembre 1914
27	CHAPON	Administrateur adjoint	25 novembre-25 décembre 1914
28	BUBOSCG	Administrateur 3è classe	25 décembre 1914-4 août 1915
29	MUTTERER	Administrateur adjoint	4 août 1915-5 janvier 1917
30	KOMOROWKY	Adjoint pal. des affaires indigènes	5 janvier-10 janvier 1917
31	FERLUS	Administrateur	10 janvier-15 juillet 1917
32	SARRAN	Administrateur adjoint	15 juillet 1917-16 juillet 1918
33	JUGLA	Administrateur adjoint	16 juillet 1918-21 mars 1919
34	DE MONTFORT	Adjoint des affaires indigènes	21 mars-22 mai 1919
35	DUTHOIT	Administrateur adjoint	22 mai 1919-1 ^{er} mai 1920
36	CAHOUR	Administrateur adjoint	1 ^{er} mai 1920-25 mars 1921

37	BANCAL	Administrateur adjoint	25 mars 1921-6 mars 1923
38	MICHEL ANGELI	Administrateur	6 mars 1923-21 août 1923
39	MOREL	Administrateur adjoint	21 août 1923-25 février 1924
40	BRUMAT	Administrateur	25 février 1924-23 mars 1925
41	AVON SAINT-LAGER	Administrateur	23 mars-23 juillet 1925
42	LIURETTE	Administrateur adjoint	23 juillet 1925-17 février 1927
43	ARRIBAUT	Administrateur	17 février 1927-6 avril 1929
44	CORTINCHI	Administrateur	6 avril 1929-8 janvier 1931
45	PIERRE VICTOR	Administrateur	8 janvier 1931-9 septembre 1931
46	BOULARD	Adjoint pal. des Services civils	9 septembre-3 novembre 1931
47	DUPONT	Administrateur	3 novembre 1931- 1 ^{er} avril 1932
48	PARENTO	Administrateur	1 ^{er} avril-17 mai 1932
49	DUPONT	Administrateur	17 mai- 1 ^{er} août 1932
50	SEYERT	Administrateur adjoint	1 ^{er} août-28 novembre 1932

2- Zagnanado : Subdivision d'Abomey			
51	FILATRIAU HENRI	Administrateur adjoint	28 novembre 1932-30 mars 1935
52	LE FLOHIC	Administrateur adjoint	30 mars 1935-8 mars 1937
53	BAILLY	Administrateur adjoint	8 mars 1937-5 février 1938
54	PRAT LEO	Administrateur, 3è classe	5 février-29 septembre 1938
55	PIERRE VICTOR	Administrateur, 2è classe	29 septembre 1938-27 mars
56	ROURE GEORGES	Administrateur adjoint	27 mars 1939-2 septembre 1939
57	COAYRE HOURCQ J.	Adjoint pal de classe exceptionnelle des services civils	2 septembre 1939-21 juin 1942
58	VALETTE FERDINAND	Adjoint pal des services civils	21 juin-5 juillet 1942
59	HOUSSAIS ROBERT	Administrateur, 2è classe	5 juillet- 31 décembre 1942
60	DUCHAMP ANDRE	Administrateur, 3è classe	31 décembre 1942-23 janvier
61	RUPIN LOUIS	Adjoint pal des services civils	23 janvier 1945- 31 mai 1946
62	PIERUCCI JEAN	Adjoint pal des services civils	31 mai-13 juillet 1946

63	RUPIN LOUIS	Adjoint pal des services civils	13 juillet 1946-9 janvier 1947
64	PIERUCCI JEAN	Chef bureau de CE de la FOM	9 janvier 1947-17 juillet 1951
65	FOURCAULT MARCEL	Administrateur adjoint, 3è échelon de la FOM	17 juillet 1951-2 juin 1952
66	GROS-DESORMEAUX L.	Administrateur adjoint de la FOM	13 juin 1952-24 avril 1954
67	TARNIER PIERRE MAURICE	Administrateur adjoint de la FOM	24 avril 1954-1 ^{er} juillet 1956
68	JOURNU BERNARD	Chef bureau de l'AGOM	1 ^{er} juillet 1956-25 janvier 1957
69	ARQUIER ANTONIN ROBERT	Administrateur en chef de la FOM	25 janvier-15 février 1957
70	VILLEDIEU HENRI PAUL	Administrateur en chef de la FOM	15 février-26 juin 1957
71	CAHN ROGER	Administrateur civil	26 juin 1957-15 mai 1958
72	BRUN PAUL	Chef de bureau	15 mai- 30 juin 1958
73	LIBES MAX	Attaché de la FOM	30 juin 1958-8 janvier 1959
74	VERNHET GEORGES	Administrateur de la FOM	8 janvier-10 juin 1959

75	COLLERY LOUIS GEORGES	Administrateur adjoint de la FOM	28 juillet 1959-8 mars 1960
76	LIBES MAX	Attaché de la FOM	8 mars-20 juin 1960
77	TALON GERMAIN	Secrétaire d'administration	20 juin 1960-1 ^{er} juillet 1961
3- Zagnanado : Sous-préfecture			
78	GANFON SYMPHORIEN	Chef de bureau	1 ^{er} juillet 1961-28 juin 1962
79	QUENUM FAUSTIN	Attaché administratif	28 juin-16 août 1962
80	IDRISSOU AROUNA	Administrateur, 2 ^e classe	16 août 1962-20 août 1963
81	CAPO-CHICHI BENOÎT	Administrateur, 2 ^e classe	20 août 1963-7 janvier 1964
82	AQUEREBURU RICHARD	Administrateur, 2 ^e classe	7 janvier 1964-1 ^{er} août 1967
83	AGONDANOU JEAN PIERRE	Administrateur, 2 ^e classe	1 ^{er} août 1967-31 octobre 1968
84	ADOGBO MEDAGBE DESIRE	Administrateur, 2 ^e classe	8 novembre 1968-18 1970
85	AÏKOU PAUL	Administrateur adjoint	18 novembre 1972-31 juillet
86	ADEBAYO LATIFOU DARIUS	Attaché administratif	31 juillet 1973-25 février 1974
87	JOHNSON GODFRIED	Administrateur civil	25 février 1974- 18 août 1975

88	GNANDJANON DANSOU SALOMON	Instituteur	18 août 1975-5 juillet 1978
89	ASSOGBA LUC	Journaliste	5 juillet 1978-16 janvier 1979
90	KORAH LAFIA PHILIPPE	Conducteur des S.A	16 janvier 1979- 24 avril 1982
91	GARBA SEÏDOU IBI	Instituteur	24 avril 1982-7 mai 1985
92	GOUNOU RENE CHARLES	Instituteur	7mai 1985-10 avril 1986
93	VEGBA D.O. ALEXIS,	A.T.D.R	10 avril 1986-30 juillet 1987
94	ADJAHOSSOU Y. ALEXANDRE	Professeur d'EPS	30 juillet 1987-17 février 1988
95	DEGAN GERMAIN J	Instituteur	17 février 1988- 14 juillet 1989
96	ADJAHOSSOU Y. ALEXANDRE	Professeur d'EPS	14 juillet 1989-15 mai 1990
97	ASSOGBA LEANDRE	Administrateur civil	15 mai 1990-30 août 1990
98	BOKO THOMAS	Administrateur civil	30 août 1990-21 septembre 1995
99	ABALOT LEONCE A	Administrateur civil	21 septembre 1995-07 juillet
100	HOUNNOU D. PAMPHILE	Instituteur	07 juillet 1996-02 janvier 2002
101	BADOU INNOCENT	Administrateur du travail	02 janvier 2002- 23 mai 2002

102	SINGOGBIN C. CYRIAQUE	Administrateur du travail	23 mai 2002-27 juillet 2002
103	EZIN-WOTA HYACINTHE	Professeur adjoint	27 juillet 2002- 28 février 2003
4- Zagnanado : Commune			
104	GANMAVO DANIEL	Maire, administrateur des douanes	28 février 2003-5 juin 2008
105	BOGNONKPE PHILIPPE	Maire, Militaire, Adjudant-chef	juin 2008-18 juillet 2011
106	MISSEGBETCHE SYMPHORIEN	Maire, Instituteur	22 juillet 2011-

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	i
SIGLES ET ACRONYMES	iii
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE : SITUATION, POTENTIALITES ET "MISE EN VALEUR" DE LA COLONIE (1927-1946).....	5
CHAPITRE I: Etat des lieux en 1927.....	6
A-Présentation du cadre	6
1-Evolution administrative.....	7
2-Evolution démographique	9
B-Région stratégique pour le Danxomè et l’Etat indépendant.....	10
1-Pour le royaume de Danxomè.....	10
2. Pour l’Etat colonial.....	11
C-Etat de la société agonlinou.....	11
CHAPITRE II: Potentialités économiques et "mise en valeur" de la région.....	13
A-Ideologie coloniale.....	13
B-Potentiels économiques de Zagnanado.....	14
1-Potentiels agricoles.....	14
2-Elevage, chasse et pêche.....	15
C-Mise en place des infrastructures de développement	19
1- Infrastructures de transport et communication.....	19
2- Equipements socioculturels.....	19
CHAPITRE III : Mise en œuvre locale de la politique économique coloniale (1894-1946)	23
A-Présentation de la politique économique coloniale (1894-1946).....	23
B-Organisation agricole et les moyens incitatifs à la production agricole.....	23
1-Les prestations et corvées.....	25

2-L'impôt de capitation.....	25
C-Structures locales de promotion agricole, acteurs de la commercialisation et trafic de l'ABZ.....	31
1-Structures locales de promotion agricole.....	31
2-Maisons de commerce.....	38
3-Les Traitants.....	39
4-Chemins de fer Abomey-Bohicon-Zagnanado (A.B.Z.).....	40
DEUXIEME PARTIE : NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE COLONIALE ET SON APPLICATION A ZAGNANADO (1946-1960).....	46
CHAPITRE IV : Plans FIDES et application à Zagnanado.....	47
A-Présentation du plan décennal ; 1947-1957.....	48
B-Application locale du plan.....	51
C-Plan- FIDES, pour quels résultats à Zagnanado?.....	53
1-Dans le domaine agro-industriel.....	53
2-Dans le domaine des infrastructures de transport et circulation des hommes et des biens.....	52
3-Dans le domaine social.....	57
CHAPITRE V: Plan -FERDES dans la Subdivision de Zagnanado	59
A-Présentation du plan.....	59
B-Mise en œuvre locale.....	59
C-Résultats locaux.....	59
CHAPITRE VI : Mutations sociales et actions politiques.....	60
A-Désorganisation des structures sociales traditionnelles et apparition de nouvelles classes.....	60
1-Désorganisation des structures sociales traditionnelles.....	60
2-Apparition de nouvelles classes.....	61
B-Mobilité de la population et peuplement urbain.....	61

C-Structures et actions politiques	62
1-Structures politiques.....	62
a- Partis politiques au Dahomey dans les années 50.....	62
b- Sections ou sous-sections des partis politiques : la vie politique dans la subdivision.....	66

**TROISIEME PARTIE : PLANS DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL DE DAHOMEY/BENIN**

INDEPENDANT (1960-1978).....	69
-------------------------------------	-----------

CHAPITRE VII : 1^{ER} Plan de développement économique et social du Dahomey indépendant (1962-1965).....	70
---	-----------

A-Présentation du plan quadriennal 1962-1965.....	70
B-Application et résultats locaux.....	71
C-Impact des résultats	78

CHAPITRE VIII : 2^{ème} plan de développement économique du Dahomey indépendant (1966-1970).....	80
---	-----------

A-Sur le plan agricole.....	81
B-Sur le plan industriel et commercial.....	82
C-Mise en œuvre locale du plan 1966-1970.....	84
C-1- Résultats obtenus.....	86
C1-1- Au plan agricole.....	86
C1-2- Au plan pastoral.....	87
C1-3- Les infrastructures routières.....	87
C1-4- Les équipements sociaux.....	87
D-Impact économique et social.....	88

CHAPITRE IX: Plans intérimaire (1971-1972) et le triennal d'Etat (1978-1981).....	89
--	-----------

A-Présentation et mise en œuvre du plan intérimaire.....	89
B-La mise en œuvre du plan.....	91

C-Mise en œuvre et résultats à Zagnanado.....	91
D-Présentation du plan triennal 1977-1980.....	92
D-1-Sur le plan de la production agricole.....	96
D-2-Elevage	97
D-3-Pêche	97
D-4-Sur le plan de la construction nationale.....	97
D-5-Sur le plan de la formation patriotique et idéologique.....	99
E-Résultats des objectifs de 1977.....	99
E-1-La production végétale.....	99
E-2-La construction animale	100
E-3-Production halieutique.....	101
E-4-La construction nationale.....	102
F-Les résultats obtenus en 1978.....	103
F-1-La production agricole (en Ha).....	103
F-2-Production animale.....	104
F-3-La construction nationale.....	104
G-Impact économique et sociale des résultats	106
CONCLUSION	114
SOURCES ET ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE	117
ANNEXES	131
TABLE DES MATIERES	140